

CENTRE AVERROES

DEVELOPPEMENTS DU
CONFLIT DU SAHARA
OCCIDENTAL

janvier/septembre 1983

REVUE

DE

PRESSE

1983

Le conflit saharien

LE FRONT POLISARIO MULTIPLIE LES OPÉRATIONS DE HARCÈLEMENT

Une recrudescence des opérations de harcèlement du Front Polisario contre les troupes marocaines stationnées au Sahara occidental est enregistrée depuis le début de l'année, après une longue accalmie, selon les communiqués sahraouis publiés à Alger. Ces textes font état de plus d'une vingtaine d'attaques à l'arme lourde, notamment contre des positions situées à l'intérieur du « mur » protégeant le triangle El Aioun - Smara - Bou-Craa. Le Front Polisario souligne que ces opérations « inaugurent une recrudescence des activités de l'armée sahraouie ».

De son côté, M. Ibrahim Hakim, ministre sahraoui des affaires étrangères, a déclaré à Dar-Es-Salaam que « si le Maroc n'était pas soutenu par les États-Unis », le Front Polisario aurait déjà « chassé les forces marocaines de l'extrême nord de notre pays ». Il a ajouté que le Front « mobilise actuellement la population de la R.A.S.D. et rassemble le matériel pour l'assaut final ».

Enfin, l'agence marocaine Maghreb arabe presse, a donné de nouvelles précisions sur les incidents de La Guera (*le Monde* des 20 et 21 janvier). Elle indique que les navires marocains ont riposté à une attaque à la roquette lancée contre des chalutiers également marocains, à partir de la colline d'Agouza (près de La Guera), à l'extrême sud du Sahara occidental. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

LE MONDE

26 / 1 / 83.

M. Mitterrand au Maroc

Le conflit saharien sera au centre des entretiens

Un double réalisme

M. Mitterrand serait-il devenu, sinon « pro-marocain » du moins beaucoup moins hostile au régime chérifien que le parti socialiste ? Sa visite à Rabat a été préparée avec minutie, et tout a été mis en œuvre pour qu'elle se solde par un succès. La délégation qui l'accompagne est plus importante que ne l'exigeait le protocole. Elle ne comporte, en effet, pas moins de six ministres et de nombreuses personnalités, dont le général Saulnier, chef d'état-major particulier du président, que la mort du général Dimi vient de priver de son interlocuteur principal, et qui s'entretiendra de l'aide militaire française avec tous les responsables des forces armées royales.

Tout en proclamant sa volonté de mener au Maghreb une politique « équilibrée », M. Mitterrand pouvait difficilement faire sentir avec plus de netteté qu'il accorde au Maroc, toujours en guerre avec le Front Polisario et éprouvé par le poids du conflit, des égards et une attention de nature exceptionnelle. On ne décèle pas dans son attitude le moindre reflet des positions du P.S. ou du P.C., favorables aux Sahraouis en lutte et fort critiques à l'égard du régime du roi Hassan II. La tension que créa entre Paris et Rabat la vive réaction du parti socialiste lors de l'arrestation de M. Bouabadi semble résolue.

Aux critiques, d'ailleurs encore bien discrètes, que pourraient lui adresser pour sa « complaisance » à l'égard du souverain marocain des membres de sa majorité, le président de la République ripostera sans nul doute en insistant sur le partage entre l'Etat et un parti des tâches, des prérogatives et des responsabilités. L'argument ne vaut pas seulement pour le Maghreb et a été largement utilisé à propos de l'Afrique, notamment lorsque fut reçu à Paris le président guinéen. M. Mitterrand entend bien ne jamais perdre de vue le problème des droits de l'homme, mais le soulever à sa façon et ne pas le faire peser sur des rapports d'Etat à Etat, où les considérations morales n'interviennent que par la bande.

Le Maroc, le plus ancien Etat constitué de la région, occupant une position stratégique de premier plan, habité par un peuple homogène et de haute et longue tradition, ne peut être ni ignoré ni boudé longtemps par la France, qui a su rééquilibrer dans un sens positif ses relations avec l'Algérie.

M. Mitterrand estime que si Paris entend faire de la Méditerranée un « lac de paix », il lui faut d'abord entretenir de bons rapports avec ses riverains. Sans que cela soit exprimé de façon aussi nette, le souci de faire pièce à une influence américaine croissante sur Rabat joue certainement dans sa politique un rôle non négligeable. Passé maître dans une Realpolitik sans le moindre complexe, le roi Hassan II joue adroitement de cette crainte française.

Cette convergence dans le « réalisme » se traduit d'ailleurs par l'ampleur des questions d'intérêt commun : en matière culturelle Paris doit ménager le « troisième pays francophone du monde ». Au-delà même du Maghreb, Hassan II est parvenu, en tant que président du sommet de Fès, à s'assurer un rôle-clé dans toute négociation sur le problème palestinien. Face à un interlocuteur aussi bien armé, la France réaffirme certes son vœu de voir respecté le droit à l'autodétermination de la population sahraouie mais, pratique elle aussi la logique des intérêts nationaux.

C'est en compagnie de six ministres que M. Mitterrand, étant attendu, ce jeudi 27 janvier, à 12 h 15, à l'aéroport de Rabat, où devait l'accueillir le roi Hassan II. La France entend donner, par l'importance de cette délégation, un éclat particulier à ce voyage de trois jours. Le chef de l'Etat prononcera, dans l'après-midi, un discours devant la Chambre des représentants réunie en session extraordinaire. Dans la soirée, le président de la République devait s'entretenir, en tête-à-tête, avec le souverain.

M. Mitterrand est accompagné de MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale et Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement. M. Mitterrand ne participe pas au voyage. Outre la coopération bilatérale, le problème du Sahara occidental devrait être au centre des entretiens entre les deux chefs d'Etat. Dans une interview accordée avant son voyage à la radio-télévision marocaine, M. Mitterrand a renouvelé son appui à l'organisation d'un référendum en déclarant : « Je continue de penser que c'est la bonne méthode. Les initiatives qui s'en écarteront ne feront que compliquer le problème. » Le chef de l'Etat a, d'autre part, estimé qu'impliquer l'Afrique dans les rapports Est-Ouest « est une grave erreur ».

Le monde
28/1/83

LA VISITE DE M. MITTERRAND AU MAROC

Le conflit saharien dans l'impasse

Jamais le conflit du Sahara occidental n'aura été aussi manifestement dans l'impasse malgré une accalmie de plusieurs mois sur le terrain. Toutes les initiatives prises depuis un an par la plupart des parties intéressées sont empreintes d'ambiguïté, et il n'est pas aisé de démêler le vrai du faux entre les proclamations publiques et les arrière-pensées. En outre, l'intervention massive des États-Unis aux côtés du Maroc et leur hostilité au colonel Kadhafi, qui a contribué à empêcher la tenue du dix-neuvième sommet de l'O.U.A. à Tripoli, ont incontestablement donné un répit à Hassan II et modifié l'équilibre des forces dans la région. Mais cette intervention, loin de contribuer au règlement du problème, l'aurait plutôt compliqué.

Forum idéal pour une solution « à l'africaine », l'O.U.A. est paralysée par un imbroglio juridique et par les jeux politiques : la majorité simple (vingt-six États) a admis, le 25 février 1982, la République arabe sahraouie démocratique comme cinquante et unième État membre, et la majorité des deux tiers, à une ou deux voix près, semble plutôt favorable au Front Polisario, mais une forte minorité d'un tiers soutient le Maroc. Des questions se posent : si cette admission est irréversible, quel serait alors le sens du référendum d'autodétermination préconisé par l'O.U.A. ? Ou bien la majorité actuelle veut-elle forcer la main de Hassan II pour l'inciter à négocier une solution politique avec les dirigeants sahraouis, qui rendrait inutile le référendum ou en ferait une simple formalité ? En tout cas, d'ici au prochain sommet ordinaire cet été, probablement à Addis-Abeba, l'O.U.A. se trouve hors jeu.

Actuellement, le souverain marocain refuse, plus que jamais, tout contact avec la R.A.S.D. ou le Front Polisario. Il est vrai qu'il a admirablement joué ses cartes pour redresser une situation qui n'avait cessé de se détériorer au fil des ans. Militairement, le « mur » protégeant le « triangle utile » El Aïoun-Smara-Bou-Craa, où se trouvent concentrés les phosphates et les populations, gêne, à coup sûr, le Front Polisario. Sur le plan diplomatique le roi, un moment fort isolé, s'est assuré de précieux appuis en occupant de bons « créneaux ».

Président de la commission Al Qods (Jérusalem) et fort du succès du sommet arabe de Fès en septembre dernier, il apparaît comme le défenseur de la cause arabe et musulmane, qu'il a fortement infléchi dans le sens de la modération. Parallèlement, il cultive les discrets contacts noués avec les dirigeants israéliens, grâce auxquels avait eu lieu le voyage de Sadate à Jérusalem. Toutes ces raisons et la position stratégique du Maroc lui ont valu l'aide que l'on sait de l'administration Reagan.

De même, le souverain s'est assuré le soutien de plusieurs chefs d'État arabes et africains, notamment ceux des Émirats arabes unis et du Gabon, dont la sécurité est confiée à des agents marocains (probablement formés par les Français) qui participent aussi à la défense des Lieux saints de La Mecque. L'on ne peut ignorer que, du temps où il était prince, le roi Fahd avait acquis des résidences au Maroc et qu'il aime y prendre des vacances, de sorte qu'il est très lié personnellement à Hassan II. Une union serait même envisagée entre les enfants des deux monarques.

Consentir un geste

Mais la médaille a son revers, et l'adversaire, ses atouts. Confrontée à la crise pétrolière, l'Arabie Saoudite commence à trouver pesante l'aide financière sans laquelle le Maroc aurait du mal à faire face à certaines échéances. En outre, la guerre du Golfe est devenue pour elle prioritaire : la monarchie wahhabite redoute qu'une victoire de la révolution iranienne s'ajoutant à la poursuite du conflit israélo-arabe n'affecte son avenir. En cessant pratiquement d'aider l'Irak, ne cherche-t-elle pas à accélérer le remplacement du président Saddam Hussein par une autre personnalité bassiste plus acceptable pour l'imam Khomeiny ? Encore fallait-il que quelqu'un transmette le message à Téhéran et rapporte une réponse.

On comprend dès lors pourquoi le roi Fahd a réservé sa première visite officielle à l'Algérie : de tous les médiateurs, elle est le seul qui ait l'oreille de l'Iran, avec lequel elle poursuit un dialogue sérieux. De tels services méritent une contrepartie. Le souverain, qui a toujours estimé, en privé, que le conflit saharien passe par l'autodétermination, a donc préconisé l'application de cette formule dans un communiqué commun publié à Alger, au risque d'irriter son ami Hassan II. Et, s'il a suggéré au président Chadli de se montrer plus souple, il a également conseillé au souverain marocain de consentir un geste. Ce geste, c'est le Parlement marocain qui le ferait en discutant la ratification du traité

d'Ifrane de 1972 fixant la frontière définitive entre les deux pays et mettant fin aux revendications de Rabat sur Tindouf.

Connaissant parfaitement le dossier du Sahara — c'est lui qui avait négocié secrètement avec le conseiller du roi, M. Guedira, en 1978 puis en 1980, — le Dr Ahmed Taleb Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères, a représenté son pays au sommet de Fès, et il fait partie de la mission des sept chargée de présenter le plan de paix arabe pour le Proche-Orient, ce qui lui permet de rencontrer souvent son homologue marocain. Les contacts se sont éga-

lement multipliés à d'autres niveaux et dans d'autres secteurs entre les deux pays.

En réalité, les Algériens entendent ainsi démontrer qu'ils n'ont pas de problèmes avec Rabat et que le conflit oppose Sahraouis et Marocains. Ces derniers cherchent à prouver, de leur côté, qu'Alger évolue dans un sens positif ; ainsi laissent-ils périodiquement entendre qu'une rencontre entre le président Chadli et le roi Hassan II est en vue et qu'elle permettra, enfin, de sortir de l'impasse. Mais finalement elle n'a jamais lieu. A ce propos, le Dr Taleb Ibrahim nous a redit ce qu'il répète depuis trois ans (le Monde du 10 avril 1981) : « Une telle rencontre n'aura pas lieu sans ordre du jour et tant que le Maroc persistera à nier l'existence du Front Polisario. »

« La patrie ou le martyr »

Cela étant, l'Algérie — de même que la Mauritanie — est très inquiète de la pénétration américaine dans la région et elle a conscience que le conflit accélère le mouvement. Certains de ses dirigeants reprochent à la France sa « passivité » : « Le discours ne remplace pas l'action. Les gaullistes se battaient au couteau face aux Américains en Afrique », nous a dit l'un d'eux. Mais ils se rendent compte aussi que Paris joue une partie difficile, toute maladroite risquant d'accentuer le rapprochement entre Rabat et Washington. L'Algérie, elle-même, fait preuve d'une grande prudence et elle aurait conseillé aux Sahraouis d'éviter les gestes qui pourraient être interprétés par l'administration Reagan comme des « provocations » dont elle profiterait pour renforcer son emprise.

Depuis la prise de Guelta-Zemmour en octobre 1981, le Polisario n'a plus entrepris d'opération aussi spectaculaire. S'emparera-t-il de Dakhla, capitale du Ouadi-Eddahab (Rio de Oro) isolée et ravitaillée par mer par les Marocains ? Les Sahraouis déclarent que ce petit port de cinq mille habitants n'est pas une position stratégique comme Guelta-Zemmour, qui permet de contrôler les voies d'accès au « mur ». Ils rappellent qu'ils étaient restés plusieurs mois apparemment inactifs avant d'attaquer avec succès cette localité et ajoutent : avec conviction : « le « mur » tombera à son tour ».

Cette détermination correspond aux décisions du cinquième congrès du Front (12-16 octobre 1982) dont le slogan était : « Toute la patrie ou le martyr ! ». Mais toute attaque décisive contre le « mur » implique l'utilisation de fusée sol-sol d'une portée de 60 à 80 km, voire de chars.

Il semble que l'engagement américain ait, pour le moment, dissuadé les Sahraouis et leurs fournisseurs d'armes, de procéder à une telle escalade. Les Sahraouis se contentent donc de harceler l'ennemi, et il n'est pas exclu qu'ils s'en tiennent à cette tactique jusqu'aux élections américaines dans vingt mois. Il faut dire que ces harcèlements « fissent à contraindre les FAR (Forces armées royales) à une vigilance de tous les instants et que leurs effectifs ont été portés à deux cent mille hommes, soit trois fois plus qu'au début des hostilités.

La guerre, qui a permis au roi de mobiliser la nation autour de sa personne et de neutraliser l'opposition, constitue désormais une hémorragie permanente. Le Maroc se vide chaque jour un plus de sa substance, comme ce fut le cas de la Mauritanie, laquelle, il est vrai, n'a pas les mêmes ressources. Le Front Polisario semble beaucoup parier sur une explosion populaire encore plus ample que les émeutes de Casablanca en juin 1981, voire sur un putsch militaire au terme duquel les chefs de l'armée accepteraient de faire la paix, à l'instar des officiers de Nouakchott, pour se consacrer au redressement du pays.

Malgré leur faible nombre, les Sahraouis, comme les autres nomades du désert, pourraient résister plusieurs dizaines d'années. Mais, comme tous les mouvements de libération en période de moindre activité, le Polisario n'est-il pas guetté par des divisions internes ? Ainsi, le remaniement ministériel qui a vu, au cinquième congrès, M. Mahmoud Ali Beiba devenir premier ministre,

chargé de la culture et de l'information, en remplacement de M. Mohamed Lamine, serait-il considéré comme une victoire des pro-Algériens sur les pro-libyens. Les Sahraouis le nient en soulignant que M. Lamine demeure en troisième position au comité exécutif. Sans doute, mais scissions et découragement n'en sont pas moins des menaces réelles.

Les dirigeants sahraouis éprouvent « une grande déception » à l'égard du gouvernement socialiste : « La France, disent-ils avec amertume, n'a rien fait de fondamental pour favoriser un contact entre le Polisario et le Maroc. » M. Mitterrand avait été certes très prudent pendant sa campagne électorale, mais, rappellent-ils, « le P.S. et le P.C. avaient et ont toujours des positions claires et sans ambiguïté ». Ils soulignent que Hassan II en visite en France s'était plaint du jumelage entre Le Mans et Haouza le 10 janvier 1982 et constatent que, depuis, l'Elysée a bloqué plusieurs initiatives.

A Paris, on estime que certaines initiatives « relèvent de l'agiotage », mais qu'elles pouvaient s'expliquer quand « le gouvernement de droite pratiquait une politique qui n'était pas neutre ». On souligne que la France se doit d'avoir de bons rapports avec l'ensemble des États du Maghreb, l'intérêt de tous étant d'assurer la stabilité dans la région. C'est à cette condition que la France peut jouer un rôle utile : c'est d'ailleurs sur les pressants conseils du gouvernement socialiste que Hassan II s'est rendu au sommet de Nairobi

et a accepté le principe de l'autodétermination qu'il avait refusé jusqu'alors. Il est vrai qu'il espère toujours, au prix de concessions mineures, organiser un « référendum de confirmation », alors que pour Paris il ne s'agit pas de « n'importe quel référendum », la consultation devant offrir toutes les garanties.

A la question de savoir si, du strict point de vue de ses intérêts stratégiques, économiques et culturels, la France « préfère » un Sahara indépendant ou marocain, on répond à Paris que les deux solutions comportent — comme pour les autres parties — leurs avantages et leurs inconvénients, et qu'il convient donc de permettre aux populations intéressées de s'exprimer librement, conformément aux principes. On souligne aussi que la France est hostile à tout règlement qui se ferait au détriment de la Mauritanie. On précise, enfin, que Paris accepterait d'être médiateur à condition que Marocains, Algériens et Sahraouis le lui demandent. On constate toutefois que « les esprits ne sont pas encore mûrs pour une négociation ». Pour le moment, en dehors de la guerre d'usure, toutes les procédures susceptibles de mettre un terme au conflit saharien paraissent bel et bien bloquées.

PAUL BALTA.

Sérénité à Alger

Alger. — Apparemment Alger attend avec sérénité la visite de M. Mitterrand à Rabat. « Si cela pouvait réduire l'influence américaine, pourquoi pas ? », nous a dit un ministre. Alors qu'il est question d'un autre voyage de M. Mitterrand, en Tunisie cette fois, on apprend de bonne source que la première visite officielle du président Chadli à Paris aura lieu en septembre.

En principe, le fait que la France s'intéresse davantage au Maghreb et essaie d'y mener une politique de coopération cohérente ne devrait pas susciter d'inquiétude à Alger. Au lendemain de la visite de son ministre de l'intérieur à Tunis, l'Algérie ne souhaite-t-elle pas « l'avènement d'un Maghreb des peuples fondés sur un non-alignement positif » ?

L'Algérie présente toujours comme le résultat d'une manœuvre marocaine les rumeurs périodiques sur des contacts secrets avec Rabat en vue de trouver un compromis dans le conflit du Sahara occidental. Se défendant d'être directement partie prenante dans ce conflit, elle affirme ne vouloir se substituer en aucun cas au Front Polisario dans une éventuelle négociation. Il reste que, si les relations diplomatiques sont interrompues, les contacts n'ont pas cessé avec Rabat et que des personnalités politiques marocaines séjournent parfois discrètement à Alger.

Des rencontres ont lieu dans le cadre de la recherche de la paix au Proche-Orient, après le sommet arabe de Fès. La Maroc est souvent représenté lors de conférences internationales qui ont lieu à Alger, la dernière en date ayant été, la semaine dernière, celle de l'Union des avocats arabes. Les consulats ne sont pas fermés et peuvent faciliter ces déplacements.

Rien dans leurs propos n'indique que les dirigeants algériens souhaitent la chute du roi Hassan, qui ouvrirait dans la région une période de turbulence dangereuse pour tout le monde. En revanche, même s'il est exagéré à dessein, le péril que constitue aux yeux d'Alger un renforcement de la présence militaire américaine dans le Royaume chérifien est couramment évoqué avec gravité.

Championne du non-alignement, l'Algérie a mis ses actes en accord avec ses paroles en refusant l'installation de bases étrangères sur son territoire. Cependant, en matière de défense, elle est longtemps restée tributaire de l'U.R.S.S., qui a équipé son armée après l'indépendance. Cela se fait sentir notamment par le maintien sur le sol national de militaires soviétiques chargés de la maintenance du matériel (environ mille cinq cents actuellement pour une armée de cent mille hommes).

Il semble qu'Alger mène un jeu habile pour limiter cette dépendance en faisant former en U.R.S.S. des cadres nationaux susceptibles d'assurer entièrement la relève.

Apparemment instruits par les mauvaises performances du matériel soviétique pendant la guerre du Liban, les Algériens se sont discrètement enquis de ce que leur coûteraient certaines commandes à l'Occident et comparent actuellement ces informations.

Diversifier les équipements militaires

Hors des deux superpuissances, l'Europe pourrait constituer un bon partenaire pour une diversification des moyens de défense. Sans être le seul fournisseur, la France devrait figurer en bonne place dans ces marchés. Du côté français, on observe une extrême discrétion sur ces perspectives, mais elles entrent probablement en ligne de compte dans la conception d'une politique d'équilibre entre Rabat et Alger.

Le monde

28/1/83

MAROC-ALGERIE / LES NECESSITES D'UN RAPPROCHEMENT.

Selon le ministère français des Relations extérieures, une rencontre Hassan II-Chadli Bendjedid est "imminente" (cf. TLX. CONF. n° 63 du 28.01.1983), la situation intérieure des deux pays imposant un rapprochement.

Les Algériens, affirme-t-on à Paris, redoutent avant tout la conjonction des activités politiques de l'ancien président Ben Bella et de la revendication intégriste. Et ils estiment que le roi Hassan II est, dans le Maghreb, l'un des "paravents" les plus sûrs contre une "tentation islamiste à l'Iranienne". "Si le roi tombe, auraient confié les dirigeants algériens à un ministre français, son remplaçant sera un militaire sans légitimité qui sera balayé comme un fétu de paille". De plus, le président Chadli Bendjedid s'est engagé, sur le plan intérieur, dans une très délicate partie visant à écarter définitivement les anciens de l'équipe Boumédienne "contre lesquels des mesures radicales pourraient être prises très bientôt".

Côté marocain, le roi, souligne-t-on au Quai d'Orsay, aurait besoin de la bienveillance de son voisin pour sortir rapidement de la situation de ni guerre - ni paix qui prévaut au Sahara depuis l'achèvement du mur protégeant le triangle utile. L'armée, en effet, ronge son frein et le souverain craindrait que la "dégradation de l'état psychologique de ses hommes" ne la rende sensible à la "tentation putschiste". Surtout, ajoute-t-on, si se concrétise un projet de référendum auquel certains de ses chefs se seraient montrés hostiles. Enfin, la situation sociale et économique du royaume - "fort mauvaise" - nécessiterait désormais toute l'attention du monarque, "afin que le mécontentement d'une partie de l'armée ne rejoigne pas celui des chômeurs".

TÉLEX CONFIDENTIEL (JEUNE AFRIQUE)

N° 65 du 5/2/83.

USA-MAROC

LE MESSAGE DE REAGAN A HASSAN II.

Le président Ronald Reagan a transmis un message au roi Hassan II, par l'intermédiaire de David Rockefeller (ancien président et actionnaire important de la Chase Manhattan Bank) qui a séjourné au Maroc en visite privée du 12 au 16 février. Ce message porte sur les prochaines élections présidentielles américaines. Pour la première fois, Reagan a affirmé sa nette volonté de se représenter aux élections de 1984. Et de les gagner. Le président américain, qui se déclarait déçu par le comportement israélien au Liban, a souligné notamment sa volonté de mettre tout en oeuvre, pendant ce second mandat, pour conduire le Moyen-Orient à une paix juste. En associant davantage le plan de Fès et le sien.

Télex confidentiel (Jeune Afrique)

N° 70 du 23 Fév 83

Du dialogue de sourds au conflit larvé

La rencontre-surprise entre Hassan II et le président Chadli Bendjedid n'est que le dernier coup de théâtre dans la guerre du Sahara. Avant même qu'il dégénère en guerre ouverte à l'automne 1975, ce conflit du Sahara occidental n'a cessé, en effet, d'être marqué par de spectaculaires retournements de situation. Ainsi, en septembre 1974, la tension entre Rabat et Madrid est extrême, et le monde entier se demande si Hassan II, poussé par ses partis politiques qui font de la surenchère, ne va pas se lancer dans une aventure militaire. Mais le roi n'entend pas se mesurer à l'Espagne par les armes ; sachant qu'il serait le dessous, avec sagesse et habileté, il sort une carte que personne n'attendait en demandant l'arbitrage de la Cour internationale de La Haye. Il gagne ainsi un an.

L'arrêt du tribunal rendu en octobre 1975 ne contribue en rien à résoudre le litige, car il s'efforce de donner satisfaction à la fois au Maroc qui fait valoir ses « droits historiques », à la Mauritanie qui en fait autant mais met aussi l'accent sur la parenté existant entre les tribus mœurs dont l'aire de mouvance s'étend de l'oued Draa, dans le sud marocain, au fleuve Sénégal, et à l'Algérie qui défend une conception plus conforme au droit moderne. En effet, alors que Hassan II fonde ses revendications sur le serment d'allégeance prêté par certaines tribus, Alger invoque les chartes de l'ONU et de l'OUA pour estimer que le peuple sahraoui, dont « l'unique représentant légitime est le Front Polisario », doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination dans les frontières héritées de la colonisation.

Les enjeux sont divers et considérables. Sur le plan stratégique et économique, le Maroc admet mal que l'Algérie dispose d'un immense Sahara riche en pétrole et en gaz, alors qu'il est privé d'un désert qu'il considère être le sien et grâce auquel il pourrait détenir le monopole mondial dans le domaine des phosphates. L'Algérie, pour sa part, soupçonne Rabat de vouloir faire de la conquête du Sahara occidental la première étape de la récupération de la Mauritanie, voire de Tindouf et d'autres territoires algériens, en vue de réaliser le rêve du « Grand Maroc » cher au nationaliste marocain Allal el Fassi. En outre, bien que l'Algérie n'ait cessé de soutenir que le conflit oppose les Sahraouis aux Marocains et qu'elle n'a pas de contentieux avec Rabat, il ne fait aucun doute que la récupération par Hassan II du territoire contesté modifierait le rapport de forces entre les deux grands Etats du Maghreb. Enfin, sur le plan politique, une victoire de la thèse marocaine aurait risqué de créer un précédent susceptible de conduire à un bouleversement des frontières du continent africain, et c'est ce qui explique qu'une forte majorité des membres de l'O.U.A. se soit rangée derrière l'Algérie, laquelle ne souhaite nullement voir remise en question la dévolution du Sahara.

Au sommet arabe qui se tient à Rabat en octobre 1974, le président Boumediène est informé que le président Ould Daddah et le roi Hassan II ont conclu un accord pour se parta-

ger le Sahara espagnol. Pour le chef de l'Etat algérien qui avait soutenu Nouakchott contre les revendications de Rabat dans les années 60, puis avait réconcilié les deux capitales, le rapprochement de l'allié mauritanien avec le rival marocain est un coup dur. Pourtant, il fait bonne figure et donne sa bénédiction. Sans doute espère-t-il que Madrid, loin de favoriser cette entente, accordera, au contraire, l'indépendance au territoire qu'elle administre.

La « marche verte »

Les événements se précipitent à l'automne 1975. En Espagne, le général Franco n'en finit pas d'agoniser, et le prince Juan Carlos, qui appréhende une succession difficile sur le plan intérieur, se soucie peu d'avoir sur les bras un conflit au Sahara occidental. Hassan II le sait. Ne retenant de l'arrêt de la Cour de La Haye que les points favorables à sa thèse, il organise avec l'aide de la mise en scène qu'on lui connaît la célèbre « marche verte », début novembre. Quelques trois cent cinquante mille marcheurs arborant le drapeau marocain et le Coran se massent à la frontière pour réclamer le retour du « Sahara spolié à la mère patrie ». La manifestation impressionne la capitale espagnole où s'active le lobby pro-marocain. En dépit des promesses d'indépendance maintes fois formulées en public par Franco et répétées secrètement en septembre, à Alger, au Front Polisario par son ministre des affaires étrangères, le 14 novembre l'Espagne signe les accords de Madrid, aux termes desquels elle accepte le partage du territoire litigieux entre le Maroc et la Mauritanie.

Pour l'Algérie, qui ne s'y attendait pas, le coup est terrible. Déjà, quelques jours plus tôt, le président Boumediène, au cours d'une rencontre restée célèbre avec le président Ould Daddah à Béchar, avait tenté, en vain, de persuader ce dernier de rompre son alliance avec Hassan II, en lui décrivant, avec une surprenante précision, les différentes étapes qui conduiraient son pays à la ruine et entraîneraient sa propre chute. Mais rien n'y fit. Il est vrai que à l'époque, Rabat et Nouakchott bénéficiaient du soutien de M. Giscard d'Estaing, qui ne se privait pourtant pas de proclamer sa « neutralité » dans ce conflit.

Boumediène est persuadé d'avoir été « trahi » par M. Giscard d'Estaing. Il lui reproche de faire du jeu des Etats-Unis en vue d'affaiblir tous les Etats progressistes du monde arabe. Il réagit avec une extrême vivacité. Quelques 35 000 Marocains — environ un dixième de la communauté installée en Algérie — sont expulsés en quelques semaines. Le chef de l'Etat apporte alors un soutien qui va croissant aux guérilleros du Front Polisario. Il se rapproche aussi du colonel Kadhafi, avec lequel il avait eu des rapports tendus un an plus tôt.

L'Algérie fera également pression sur l'Espagne en apportant pendant plusieurs années un « aide appréciable au M.P.A.I.A.C. (Mouvement populaire pour l'autodétermination et

l'indépendance de l'archipel canarien), que dirige M. Antonio Cubillo.

En novembre 1976, les troupes marocaines, qui ont envahi le Sahara et occupé la plupart des agglomérations, font fuir les populations par leurs brutalités. Et c'est sous la protection des guérilleros sahraouis du Front Polisario qu'elles trouvent refuge dans les camps de la région de Tindouf. Sur le plan politique, le Front est sur le point d'être reconnu par l'O.U.A. à Addis-Abeba, l'homme-mouvement de libération, quand, le 27 février 1978, les dirigeants sahraouis proclament la République arabe sahraouie démocratique. Le Maroc en profite alors pour bloquer la procédure de reconnaissance du Polisario, mais le R.A.S.D. sera reconnu au fil des ans par un peu plus de cinquante États, dont vingt-six membres de l'O.U.A.

Aidé financièrement, politiquement et militairement par le Libye et l'Algérie, les combattants sahraouis - estimés à 15 000 environ, - qui connaissent admirablement le désert, vont marquer des points contre l'armée marocaine, infiniment supérieure en nombre puisqu'elle est passée de 80 000 hommes au début du conflit à 200 000 hommes actuellement. Dans un premier temps, toutefois, ils font porter tous leurs efforts sur le maillon faible mauritanien. Le 10 juillet 1978, le président Ould Daddah est renversé par un groupe d'officiers qui décident de retirer de la guerre leur pays réuni. C'est là un grave revers pour Rabat, qui va devoir évacuer progressivement la plupart des agglomérations du sud du territoire.

Des avances marocaines

C'est, sans doute, cette détérioration de la situation qui avait incité Hassan II à faire des avances à Boumedienne en décembre 1977. Des négociations secrètes s'étaient alors déroulées pendant tout le premier semestre 1978 alternativement à Alger et à Rabat entre le Dr Taleb Ibrahim, aujourd'hui ministre des affaires étrangères du président Chadli, et M. Rada Guedira, principal conseiller du roi. Elles auraient dû aboutir à une rencontre en Belgique entre le souverain marocain et Boumedienne, qui finalement n'eut pas lieu. Ce n'est que plusieurs mois après le mort du président algérien que le topic a été levé sur leur contenu.

On apprit alors que les deux hommes s'étaient mis d'accord sur la création d'un Etat sahraoui, dont ils avaient tracé en pointillé les frontières sud, est et nord-est, laissant le soin aux chefs d'Etat de préciser celles du Nord et du Nord-ouest correspondant au « triangle utile » : El Aloun-Smara-Bou-Craa. La concentration géographique de ces villes rendant difficile un compromis fondé sur un partage territorial, les négociateurs avaient tourné l'obstacle en imaginant une exploitation des phosphates dans le cadre maghrébin à deux (Sahraouis et Marocains), à trois (avec l'Algérie) à quatre (avec la Mauritanie) et même à cinq ou six, en étendant la coopération à la Tunisie, la France et l'Espagne.

Après la mort de Boumedienne, Hassan II fonda de grands espoirs sur le réalisme de son successeur et il ne cessa de se déclarer persuadé qu'une rencontre permettrait de résoudre le problème. Mais l'Algérie persistait à affirmer qu'une telle rencontre n'aurait de sens que si le Maroc reconnaissait le Front Polisario. Or dans la mesure où le général Dlimi, commandant du front sud, avait adopté avec succès une nouvelle tactique, qui devait donner de bons résultats en 1981 avec l'édification du « mur » protégeant le « triangle utile », Rabat se montra plus exigeant. Les négociations secrètes entamées pour préparer une rencontre au sommet échouèrent une fois de plus, Hassan II refusant catégoriquement tout contact avec le Front Polisario, tout en admettant ad hominem de Nairobi le principe d'un référendum au Sahara. C'est sans doute pour lui forcer la main que la majorité de l'O.U.A. incite, début 1982, le secrétaire général de l'Organisation à admettre le R.A.S.D. comme « cinquante et unième membre ».

La crise provoquée par cette décision, les difficultés qu'affronte le monde arabe avec la guerre du Golfe - et le conflit avec Israël, la vague intégriste qui menace les trois pays du Maghreb, la crise économique et financière qui secoue le Maroc, le risque d'un putsch militaire dans le royaume et le désir des opposants algériens de déstabiliser le régime constituent, semble-t-il, autant de raisons qui ont incité le président Chadli et le roi Hassan II à se rencontrer.

PAUL BALTA.

ALGER : LE DROIT INALIÉNABLE DU PEUPLE DU SAHARA OCCIDENTAL A L'INDÉPENDANCE

Alger (A.P.). — Voici la déclaration du porte-parole du ministère algérien des affaires étrangères publiée dimanche 27 février :

« L'Algérie a toujours affirmé qu'elle n'a aucun différend avec le Maroc. Le problème du Sahara occidental, qui est un problème de décolonisation, oppose nos frères du Sahara occidental à nos frères du Maroc.

« L'Algérie a toujours affirmé son entière disponibilité à œuvrer pour rapprocher nos frères du Sahara occidental et nos frères du Maroc en vue de trouver une solution conforme au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. Une telle solution, l'Algérie en est convaincue, tout en rétablissant la paix dans notre région, ouvrira la voie à une coopération à la mesure de l'idéal de la construction du Maghreb.

« C'est dans cet esprit que le président Chadli Bendjedid, président de la République, secrétaire général du parti F.N.L., a rencontré le roi Hassan II, la samedi 26 février 1983, à la frontière algéro-marocaine. Et c'est animée du même souci que l'Algérie demeure disponible pour de nouveaux contacts qui, du reste, n'ont pas cessé, à différents niveaux, depuis 1978. »

RABAT : attachement aux résolutions de l'O.U.A.

Rabat. (A.P.). — Le ministre d'Etat marocain chargé des affaires étrangères, M. Mohamed Boucetta a fait, dimanche, la déclaration suivante :

« Les deux chefs d'Etat ont abordé l'ensemble des questions concernant les deux pays, et notamment la normalisation des rapports entre le Maroc et l'Algérie.

« Au sujet du Sahara, le roi Hassan II a réaffirmé l'attachement du Maroc aux résolutions prises par l'Organisation de l'unité africaine à Nairobi et sa volonté d'œuvrer en vue de leur mise en application dans les meilleurs délais.

le monde
11/3/83

La rencontre de M. Chadli et du roi Hassan II ouvre une série d'entretiens sur le Sahara occidental

Le roi Hassan II et le président Chadli Bendjedid se sont rencontrés pendant cinq heures samedi 26 février aux confins de la frontière algéro-marocaine, en vue d'améliorer les relations bilatérales, rompues au début du conflit du Sahara occidental, et d'examiner les moyens de mettre fin à la guerre qui oppose le Front Polisario au royaume chérifien depuis l'automne 1975. Selon Alger, d'autres rencontres suivront ce premier entretien.

De notre correspondant

Alger. - C'est seulement dimanche après-midi 27 février que l'agence Algérie Presse Service a annoncé la rencontre du président Chadli Bendjedid et du roi Hassan. Précisant, « l'esprit de cette rencontre », le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré : « L'Algérie a toujours affirmé son entière disponibilité à ouvrir pour rapprocher nos frères du Sahara occidental et nos frères du Maroc en vue de trouver une solution conforme au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance ».

Depuis samedi, les responsables se refusaient à « confirmer ou infirmer » la nouvelle annoncée par le radio marocain. Pour expliquer ce silence, on précisait de source officielle qu'on avait d'abord voulu la démentir « afin de ne pas donner d'espoir illusoire aux gens », et qu'ensuite il avait fallu se concentrer au niveau des ministères des affaires étrangères sur l'opportunité de confirmer l'événement. « On revient à déplorer implicitement les « suites » de Rabat.

Des contacts à différents niveaux avaient commencé en 1978, notamment par l'intermédiaire de M. Taleb Ibrahim, alors ministre conseiller à la présidence et, depuis

mai 1982, ministre des affaires étrangères. Il semble être le grand artisan de cette amorce de réconciliation. Les ultimes préparatifs ont eu lieu lors d'une rencontre entre le président Chadli et M. Ahmed Ben-souda, conseiller du roi Hassan II, venu à Alger à l'occasion du Conseil national palestinien. Le tête-à-tête au sommet a eu lieu en territoire algérien, près de la frontière, dans le « village socialiste Akid Loifi », du nom d'un colonel « martyr de la révolution ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

*Le monde
du 1/3/83*

Une série d'entretiens sur le Sahara occidental

(Suite de la première page.)

Un officiel auquel nous demandions si les résultats des entretiens étaient encourageants nous a dit de « tirer nos conclusions » du fait qu'il « y aura sans doute d'autres rencontres ». L'opinion publique avait été préparée à l'événement. Lors de la visite du ministre algérien de l'intérieur à Tunis, en janvier, un appel avait été lancé à l'initiative de celui-ci pour « l'avènement d'un Maghreb des peuples ». Evoquant le Sahara occidental dans un discours prononcé le 24 février, le président Chadli avait dit : « Nous ne soutenons jamais un peuple arabe contre un autre peuple arabe (...). Nous sommes disposés à entreprendre toute action qui contribuera au rapprochement des points de vue des deux parties au conflit. » Parlant du Maroc, il avait souhaité que les deux pays « puissent se consacrer aux questions essentielles et établir une coopération économique fructueuse ».

Au ministère des affaires étrangères, on ne peut dire si les relations diplomatiques seront bientôt rétablies, mais on souligne que l'Algérie a réglé depuis longtemps son problème de frontière avec le Maroc (1). Officiellement l'Algérie n'a pas modifié sa position selon laquelle il ne lui appartient pas de se substituer à la R.A.S.D. dans une négociation avec Rabat. « L'Algérie acceptera ce que les Sahraouis accepteront », dit-on ici.

Forcer la main au Polisario

Il reste que si l'on n'a pas pris la place du Polisario autour du tapis vert, on a sans doute voulu lui forcer la main pour qu'il cesse de camper sur des positions peu réalistes. Un officiel, prié de dire si les Sahraouis avaient été informés au préalable de la rencontre avec le souverain marocain, nous a simplement assuré que « le contenu des entretiens sera transmis à ceux-ci et à la Mauritanie ».

« Je ne suis pas au courant, le Maroc a toujours cherché à intoxiquer l'opinion », nous avait répondu M. Ould Salek, responsable des relations extérieures du Front Polisario auquel nous demandions son senti-

ment sur la rencontre Chadli-Hassan II lors d'une conférence de presse qu'il tenait samedi à Alger à l'occasion du septième anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D. le 27 février 1976.

La réalité de l'évolution en cours, malgré ces dénégations, donnait parfois un caractère émouvant aux efforts de M. Ould Salek pour dresser un bilan justifiant les sacrifices consentis par ses compagnons de lutte. Bilan surprenant quand il est question « des progrès énormes du *l'artisanat* » dans les zones sous contrôle du Polisario. Bilan peu crédible quand l'édification du *marocain* a été présentée comme *l'aveu d'une défaite militaire*. Mais bilan historiquement justifié quand la percée diplomatique de la R.A.S.D., reconnue par cinquante quatre États, a été évoquée.

Rappelant le mot d'ordre du dernier congrès du Front Polisario : « Toute la patrie ou le martyre », M. Ould Salek a écarté toute idée de partition. Il n'y a pas de condition préalable à la négociation, a-t-il dit, mais « il n'y aura jamais de paix sans retrait total de l'armée marocaine » de la totalité du Sahara occidental. « La solution du conflit ne dépend pas des relations entre l'Algérie et le Maroc », a encore dit M. Ould Salek, qui a précisé : « Le soutien de l'Algérie sur le plan financier et militaire va s'accroissant. Pas seulement celui de l'Algérie mais aussi celui de la Libye. »

Sans faire allusion à la visite officielle du roi Fahd à Alger en novembre 1982, M. Ould Salek a dénoncé l'attitude de l'Arabie Saoudite, « second bailleur de fonds au Maroc après les Américains ». Il a également déploré l'attitude du gouvernement socialiste espagnol, « qui n'a pas dénoncé les accords de Madrid ». Quant à la France, « nous sommes très étonnés », a-t-il dit, de voir un gouvernement socialiste continuer une politique contre laquelle il a milité.

Il semble exclu que la France ait joué un rôle déterminant dans la rencontre de samedi. En revanche, indique-t-on de source diplomatique, cet événement est de nature à conforter l'idée d'une « conférence de la Méditerranée occidentale » lancée par M. Mitterrand lors de sa visite au Maroc. Il faudra un certain temps pour que les choses se concrétisent, indique-t-on de même source, mais des consultations ont lieu au niveau des ministres des affaires étrangères avec les partenaires ou les futurs partenaires de la France au sein de la Communauté européenne. Saisie officiellement du projet, l'Algérie l'a « mis à l'étude ».

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

(1) N.D.L.R. - Le 27 mai 1976 lors d'une rencontre à Tlemcen, Hassan II avait renoncé à ses revendications sur Tindouf et Béchar en échange d'une exploitation en commun des gisements de fer de Gara-Djebilet. En 1972, le traité d'Ifrane avait réglé le tracé des frontières : ce traité a été ratifié par l'Algérie mais toujours pas par le Maroc.

le monde
du 1/3/83

Au nom du Maghreb

Attendue depuis la mort de Boumedienne, en décembre 1978, préparée par plusieurs négociations secrètes qui échouaient régulièrement, annoncée à maintes reprises par des « fuites » que les faits s'empres-saient de démentir, la rencontre entre Hassan II et M. Chadli Bendjedid a enfin eu lieu — est-ce un hasard ? — le 26 février, la veille du septième anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique et à quelques jours de la fête du Trône à Rabat, le 3 mars.

Cet entretien — ouvre des perspectives très vastes non seulement devant les deux pays frères, mais également pour l'ensemble du Maghreb, et renforce l'action arabe commune dans tous les domaines », a déclaré M. Chadli Klibi. Le secrétaire général de la Ligue arabe ne pouvait mieux résumer le sens et la portée des cinq heures de conversations entre le souverain marocain et le président algérien. Cette rencontre a, en effet, fait tomber le mur de méfiance qui séparait les deux pays, et pourrait être capitale pour l'avenir du Maghreb.

Certes, le conflit saharien ne sera pas réglé comme par enchantement et cette première rencontre — qui en annonce d'autres — comporte une part d'ambiguïté. L'Algérie continue, en effet, d'affirmer qu'elle n'a aucun différend avec le Maroc, que le problème du Sahara occidental est un « problème de décolonisation » qui oppose les « frères marocains » aux « frères sahraouis », et qu'elle est prête à tout mettre en œuvre pour les rapprocher, comme elle l'avait fait en 1979 entre Mauritaniens et Sahraouis. De son côté, le Maroc, qui a refusé jusqu'ici tout contact avec le Polisario, car il équivaldrait à une reconnaissance « de facto », rappelle qu'il a accepté en 1981, au sommet de Nairobi, le principe d'un référendum dans le territoire contesté.

Il n'en demeure pas moins que cette amorce de normalisation entre Rabat et Alger peut contribuer, dans un premier temps, à résoudre la crise ouverte au sein de l'O.U.A. par l'admission de « l'Etat du Polisario » en évitant l'éclatement de

Le rapprochement entre Alger et Rabat reflète en tout cas l'inquiétude des deux capitales face aux problèmes auxquels sont confrontés les Arabes : guerre du Golfe, conflit avec Israël, crise du pétrole et des matières premières, inflation mondiale. En outre, le Maroc est en proie à une crise économique et financière sans précédent, tandis que l'Algérie peut appréhender la vague intégriste qui menace l'ensemble du Maghreb. Enfin, les Algériens ne souhaitent plus, comme au début de la brouille, un effondrement de la monarchie marocaine, sachant qu'il infligerait une redoutable secousse à une région déjà menacée par les surenchères du colonel Kadhafi. Toutes ces raisons n'ont pu qu'accélérer la reprise du dialogue.

Alger et Rabat, qui depuis un an ont intensifié leur coopération avec Tunis, ont, de toute évidence, pris conscience que la stabilité régionale — que la France n'a cessé d'appeler de ses vœux — doit l'emporter sur les différends idéologiques et que la recherche d'un compromis est indispensable. Les concessions, de part et d'autre, impliquent notamment que le Polisario limite lui aussi ses ambitions au nom de l'unité maghrébine.

Le monde du
1/3/83

APRÈS LE SOMMET ALGÉRO-MAROCAIN

Le Polisario se déclare « favorable à toute initiative qui aboutirait à des négociations directes avec Rabat »

Le Front Polisario a accueilli avec satisfaction la récente rencontre entre le président Chadli Bendjedid et le roi Hassan II, a déclaré lundi 28 février à Alger M. Ould Salek, responsable des relations extérieures du Polisario. Le dirigeant sahraoui a précisé que son mouvement était « favorable à toute initiative, d'où qu'elle vienne, qui aboutirait à des négociations entre nous et le Maroc, pour parvenir à une solution pacifique et durable du conflit ». Il a ajouté : « La paix passe par le retrait du dernier soldat marocain du territoire sahraoui et le respect par le Maroc de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République arabe sahraouie démocratique ».

M. Ould Salek a affirmé que les responsables sahraouis étaient au

courant des contacts entretenus depuis 1978 entre Alger et Rabat et en particulier du lieu et de la date du « sommet » algéro-marocain du samedi 26 février. Il a souligné la « confiance des Sahraouis en l'Algérie, qui les soutient avec constance, sérieux et une sérénité exemplaire » et a rappelé le rôle joué par ce pays dans le règlement du conflit entre les Sahraouis et la Mauritanie grâce à l'accord de paix signé à Alger en août 1979.

D'autre part, notre correspondant à Tunis, Michel Deuré, nous câble que M. Ahmed Bensouda, conseiller du roi Hassan II, est arrivé lundi 28 février à Tunis pour informer le président Bourguiba des résultats des conversations entre le souverain chérifien et le président algérien.

le monde du
Mercredi 2/3/83.

LES CONCESSIONS MUTUELLES.

Quelles sont les chances de succès des négociations algéro-marocaines qui doivent avoir lieu à la suite de la rencontre entre Hassan II et Chadli Bendjedid le 27 février ? Observons d'abord qu'il ne s'agit pas d'une rencontre sans lendemain. Que les Algériens aient eux-mêmes précisé qu'un second entretien entre les deux chefs d'Etat est d'ores et déjà prévu, indique assez qu'on aura affaire à des négociations à proprement parler. Au demeurant, c'est parce que les deux parties - Maroc et Algérie - souhaitent que le premier entretien inaugure un processus de normalisation que la rencontre a été différée à plusieurs reprises. La précédente date fixée pour la rencontre tombait - c'était bien entendu délibéré - la semaine précédant le voyage de François Mitterrand au Maroc (27-29 janvier 1983). Et elle fut abandonnée in extremis parce qu'on ne s'estimait pas prêt.

La négociation étant entamée, quelles sont alors les concessions que les deux parties pourraient faire et dont les grandes lignes ont été envisagées pendant les pourparlers préparatoires de ces derniers mois ? La première concession algérienne a... déjà été faite. Elle concerne l'opposition à toute escalade de la guerre depuis la bataille de Guelta Zemmour (octobre 1981). On se souvient que des armes sophistiquées (SAM-6 et SAM-8) ont été utilisées au cours de cette bataille par le Polisario. Il a été vérifié par la suite que ces armes avaient transité par Tindouf (Algérie). Le Polisario a bien reçu ultérieurement un surcroît de matériel susceptible - selon les experts - de lui permettre de franchir "le Mur". Le Maroc n'était pas sans réplique puisqu'il pouvait bénéficier de l'appui adéquat des Etats-Unis. L'escalade et l'internationalisation furent néanmoins évitées parce que l'Algérie ne les a pas voulues. La deuxième concession algérienne - celle-ci à venir - porte sur la revendication sahraouie. Celle-ci ne prendra plus un caractère maximaliste : indépendance de tout le territoire anciennement colonisé par l'Espagne.

Du côté marocain, deux concessions ne sont pas à exclure. En premier lieu, le Royaume ne refusera plus toute discussion avec le Polisario. Mais, celle-ci se déroulera dans un cadre acceptable par le Maroc. A ce sujet les idées ne manquent pas. On pense surtout au Conseil consultatif sahraouie, installé il y a un an par le roi Hassan II. Dans son discours, Hassan II avait alors clairement fait allusion à l'autonomie dont pourraient jouir les habitants du Sahara occidental. Ce cadre pourrait être accepté par le Polisario dans la mesure où, à ses yeux, ce sont les représentants de l'Etat marocain qu'il aura en face de lui. Le Maroc lui facilitera cette acceptation. La deuxième concession marocaine est d'ordre territorial : il n'est pas impossible, en effet, que la partie du Sahara occidental déjà rétrocédée à la Mauritanie au terme des accords de Madrid (14 novembre 1975), et occupée puis annexée par l'armée marocaine après la renonciation de Nouakchott à ce territoire au profit du Polisario (5 août 1979), soit l'objet des pourparlers.

Rien de cela n'est acquis d'emblée. Mais le fait que les concessions, énumérées ci-dessus, aient été envisagées secrètement explique que la rencontre Chadli-Hassan II ait eu lieu. Il en découle que les négociations algéro-marocaines, avec la participation d'une manière ou d'une autre du Polisario, seront longues et laborieuses (il faut prévoir une année). Mais elles devraient aboutir.

TELEX CONFIDENTIEL

N° 72 : 2 MARS 1983.

USA-MAGHREB

LE PLAN DE PAIX AMERICAIN POUR LE SAHARA.

Le général Vernon A. Walters a fait un bref séjour à Rabat et à Alger fin février. Ce n'est pas la première fois, bien que ses visites ne soient pas toujours rendues officielles, que l'ambassadeur itinérant de Reagan se rend au Maghreb. L'ancien directeur adjoint de la CIA, en effet, entretient d'excellents rapports avec les dirigeants marocains et également avec les responsables d'Alger. (Il s'est découvert pour Chadli Bendjedid - a confié un de ses amis - "une affection quasi filiale").

Dans ses bagages, Walters avait cette fois un plan de paix pour le Sahara. Les Américains ont en effet estimé opportun de proposer à leurs deux partenaires du Maghreb, l'Algérie et le Maroc, le partage du Sahara qui impliquerait une rétrocession au Maroc de l'Oued Ed Dhahab (Tiris el-Gharbiya pour les Mauritaniens) dévolu à Nouakchott selon les accords de Madrid du 14 novembre 1975, puis annexé par le Royaume. (cf. ILX. CONF. n° 72 du 2.03.1983). La formule préconisée aujourd'hui par Washington avait eu jadis l'aval de la France de Giscard d'Estaing. Elle bute, aujourd'hui comme hier, sur un obstacle de taille : la population de l'Oued Ed Dhahab (et par conséquent le territoire) a fait acte d'allégeance (la Beya) au souverain marocain et on connaît l'importance de cette démarche dans la coutume et le droit vigoureux au Maroc.

Commentaire d'un dirigeant de Rabat sur la dernière mission de Walters : "Le Roi a décidé contre toute attente, en août 1979, d'annexer et de ne pas seulement occuper ce territoire, précisément pour rendre inopérantes toutes les pressions extérieures, lesquelles se manifestaient déjà à l'époque." D'autres observateurs estiment que la diplomatie et le temps transforment parfois l'inconcevable en... évolution évidente.

TELEX CONFIDENTIEL

N°76 - 16 MARS 1983

Entre Alger et Rabat, le temps n'est pas encore au beau fixe.
Mais il existe de nombreux signes de normalisation.

A Tunis, également, on voit poindre la relance
d'une coopération abandonnée avec le voisin de l'ouest.

Le transmaghrébin sifflera trois fois...

de notre envoyé spécial au Maroc, Abdelaziz Dahmani

Les relations algéro-marocaines évoluent en profondeur et l'on s'achemine vers une sorte de normalisation, malgré le contentieux du Sahara.

Cette amélioration du climat a été rendue possible grâce à de nouvelles négociations secrètes entre les deux pays. Elles se sont essentiellement déroulées à Paris (dans deux célèbres hôtels) et en Espagne. Ces échanges auxquels ont participé des personnalités civiles et militaires ainsi que des médiations extérieures (celles du roi Fahd d'Arabie saoudite et des Tunisiens) ont permis de mettre au point une rencontre discrète entre Hassan II et Chadli Bendjedid sur la frontière algéro-marocaine.

Un vent d'espoir souffle sur les relations entre les deux pays. D'autant que l'affaire du Sahara commence à « fatiguer » tout le monde. La guerre coûte cher au Maroc. Et l'Algérie a perdu espoir dans une victoire du Polisario et de la RASD.

Il existe mille indices de l'évolution des relations entre le Maroc et l'Algérie. Déjà, en octobre 1982, Ahmed Bensouda, conseiller du roi Hassan II, s'était rendu à Alger. A

la veille de ce voyage, la Royal Air Maroc avait reçu de la présidence algérienne l'autorisation de survoler le territoire national. Alors que jusque-là, les vols de la RAM vers la Tunisie et le Moyen-Orient évitaient l'espace algérien en effectuant une large boucle au-dessus de la Méditerranée. Désormais la liaison Casablanca-Tunis se fait via l'Algérie. Dans les prochains mois, les compagnies nationales algérienne et marocaine effectueront des vols Alger-Casablanca. En attendant, la frontière s'est entrouverte, dans la région d'Oujda, malgré le démenti officiel.

Des échanges culturels et commerciaux

Les échanges commerciaux ont repris de part et d'autre. On ramène d'Algérie essentiellement du café et du hé ; du Maroc, des fruits frais et des agrumes. Curieusement, avant 1975, le thé faisait le chemin inverse. Deux explications : il est aujourd'hui moins cher en Algérie qu'au

Maroc et de qualité supérieure (son origine : la Chine). Les échanges « culturels » vont également bon train : on se procure dans le pays voisin les journaux que l'on n'a pas la possibilité de lire chez soi (pour cause... d'interdiction). Les moins actifs de ce point de vue ne sont pas les coopérants.

La ville marocaine d'Oujda est devenue assez animée le jeudi soir : les Algériens, qui ont jour de repos le lendemain, ne dédaignent pas de s'y rendre. Souvent l'hôtel *Terminus*, pour ne citer que lui, affiche « complet ». D'autres Algériens préfèrent pousser jusqu'à Melilla, sous contrôle espagnol, pour y faire des achats en *duty free* : gadgets électroniques, appareils photo et vidéo..., comme avant 1975. Toujours dans la région d'Oujda, on commence à réparer les rails du chemin de fer « *le transmaghrébin* » qui reliait naguère Casablanca à Alger et à Tunis.

A Rabat, des noms d'ambassadeurs circulent. En attendant, celui qui s'occupe des intérêts algériens au Maroc, M. Rachid Sahri, sort davantage. Il hante les cocktails, où



Hassan II, Chadli Bendjedid et Habib Bourguiba. Deux rencontres en perspective.

il est abordé plus souvent que naguère par les officiels marocains. C'est aussi le cas du consul général d'Algérie à Casablanca. Même comportement des diplomates marocains en poste à Alger, Constantine et Sidi-Bel-Abbes.

Le 9 février, à l'occasion de la 13^e session du conseil de l'Union des parlementaires arabes à Rabat, le Maroc a présenté une résolution préconisant la réélection de M. Abderrahman Bouraoui, Algérien, comme secrétaire général de l'U.P.A.

Au lendemain de cette session, M. Dey Ould Sidi Baba, président du Parlement marocain, s'est rendu à Alger à la tête d'une importante délégation pour assister à la réunion du Conseil national palestinien. M. Ahmed Bensouda, conseiller de Hassan II, est intervenu devant le CNP avant d'avoir un long entretien en tête à tête avec le président Chadli Bendjedid.

Le 17 février, l'APS (Algérie Presse Service), l'agence officielle algérienne, a proposé à son équivalent marocain la MAP (Maghreb Arabe Presse) de lui transmettre le long discours prononcé en arabe par M. Bensouda. La transcription s'est faite en lettres latines pour éviter toute traduction erronée. Le fait que M. Bensouda ait rendu un vibrant hommage au président algérien a facilité les choses. Mais pareille coopération eût été impensable il y a peu.

A tous ces signes, il faut ajouter l'amélioration parallèle des relations algéro-tunisiennes. Il semble que l'Algérie n'ait plus l'intention de « détacher » la Tunisie du Maroc... ■

La fin de la méfiance

Rien ne sera épargné pour que la visite, prévue pour la fin mars, du président Chadli Bendjedid à Tunis manifeste de façon spectaculaire le nouveau climat qui s'instaure entre Algérie et Tunisie. Le signal avait déjà été donné par la participation du Premier ministre, Ahmed Abdelghani, le 8 février, aux cérémonies de commémoration du bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef par l'aviation française en 1958, en pleine guerre d'Algérie. L'annulation *in extremis* il y a deux ans, pour la même circonstance, du voyage du Premier ministre algérien, avait au contraire été le point de départ d'un refroidissement des relations entre les deux pays.

On n'avait guère apprécié à Alger la publicité donnée à une éventuelle médiation tunisienne dans l'affaire du Sahara. Par la suite, la visite du Premier ministre Mohamed Mzali aux Etats-Unis (26-30 avril 1982) avait été considérée comme une tentative de « verrouillage » du Maghreb — la Tunisie passant après le Maroc, dans l'orbite « américaine ». Dans le même temps, les projets de coopération algéro-tunisienne étaient mis au frigidaire et les « touristes » algériens, qui déferlaient sur la Tunisie au rythme d'un million par an, se faisaient plus rares.

L'invasion israélienne du Liban allait profondément modifier la situation, du fait de l'installation de la direction palestinienne à Tunis, du sommet de Fès (6-9 septembre 1982) et de l'effritement qui allait provoquer l'isolement d'un Kaddafi dont, au même moment, Alger avait lieu de s'irriter, notamment pour le soutien qu'il apportait à l'ex-président Ahmed Ben Bella.

C'est une des raisons pour lesquelles Alger se tourne, avec prudence mais, semble-t-il, non sans résolution vers ses voisins immédiats. Aussi bien, lorsque le 8 février, M. Mzali a évoqué « une coopération avec tous les peuples du Maghreb arabe, de la Mauritanie jusqu'à la Libye », ses propos ont été repris par son homologue algérien qui a même fait allusion à la coopération algéro-marocaine en laissant de côté le Sahara... et en ne parlant pas de Tripoli.

Toujours est-il qu'à l'heure présente, les experts des deux pays réactualisent les projets qui avaient été abandonnés en 1981. On dit qu'ils devraient faire de la région frontalière, lieu de leur implantation, « une zone de prospérité ».

S.B.

La rencontre algéro-marocaine du 26 février

HASSAN II ACCEPTE DE NEGOCIER DIRECTEMENT AVEC LE POLISARIO

PAR SIMON MALLEY

« P aix des braves », « Alger se rapproche de Rabat pour former une Sainte-Alliance contre la Libye », « Paris, Riyad et Tunis réussissent leur médiation », « Concession algérienne face à l'impasse de la guerre au Sahara », « Alger réduit son assistance au Polisario », « Un règlement sur le dos des combattants sahraouis », « La R.A.S.D. tenue dans l'ignorance complète de la rencontre Chadli-Hassan II », « Chadli se rapproche de Hassan pour neutraliser Ben Bella et combattre les intégristes musulmans », « Tentative pour forcer la main aux Sahraouis », etc. Tout a été écrit. Tout a été dit. Gros titres, analyses, commentaires n'ont pas cessé de déferler dans les médias d'information bourgeois occidentaux depuis le 26 février dernier. A coups d'affirmations infonduées, ou, souvent, fantaisistes, ils n'ont cessé de manipuler, d'intoxiquer l'opinion publique. Pour tenter d'accréditer l'idée que le président Chadli Bendjedid, en acceptant de s'entretenir avec Hassan II, aurait fait prendre un virage à 180° à sa politique à l'égard du Maroc.

Et pourtant, la réalité telle que nous avons pu l'établir, grâce à des sources diplomatiques africaines dignes de foi, est des plus simples.

1 Le gouvernement marocain a accepté le principe de discuter directement mais discrètement avec le Polisario. Le conseiller du roi Hassan II, Ahmed Bensouda, aurait même rencontré secrètement à Alger, en février dernier, des représentants du Front Polisario.

2 Le président de la R.A.S.D. était parfaitement au courant de la rencontre entre les deux chefs d'Etat bien avant que celle-ci n'ait lieu. Bien plus : le président Chadli, le secrétaire général de la présidence, le lieutenant-colonel Larbi Belkheir, et le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Taleb Ibrahimi, avaient tenu leurs interlocuteurs sahraouis parfaitement informés de toutes les tractations et discussions qui se sont déroulées entre officiels marocains et algériens durant ces trois dernières années, comme l'avait d'ailleurs fait en son temps le président Boumediène lorsque ses émissaires rencontraient les représentants du roi, en Europe ou ailleurs.

3 A aucun moment, le président Chadli Bendjedid et le monarque marocain n'ont discuté le fond de l'affaire sahraouie. Si, de part et d'autre, on a pu exposer les positions fondamentales des deux pays, le chef de l'Etat algérien a refusé de parler au nom du Polisario ou de la R.A.S.D. et a fortiori de négocier quoi que ce soit quant à l'avenir du règlement de ce conflit, qui dure depuis voici bientôt huit ans.

4 L'Algérie continue et continuera de soutenir, sur tous les plans, le juste combat du peuple sahraoui pour ses droits à l'autodétermination et à l'indépendance et son aide ne diminuera pas d'un iota jusqu'à la totale satisfaction des profondes aspirations nationales du peuple sahraoui.

5 Le roi Hassan, qui envisage de reprendre les discussions du 26 février lors d'une prochaine visite à Alger, après le sommet du Mouvement des non-alignés de Delhi, s'est engagé à mettre en œuvre « dans les meilleurs délais » les pertinentes résolutions votées par l'O.U.A. à Nairobi en 1981.

6 Le président Chadli Bendjedid et le roi Hassan II se sont entendus sur la normalisation des relations diplomatiques, rompues par le Maroc il y a sept ans. Rabat proposera le nom de son prochain ambassadeur et Alger fera de même aussitôt après. Cette normalisation diplomatique sera suivie d'une série de mesures économiques et sociales qui seront négociées entre les deux gouvernements.

Voilà pour les détails. Essayons maintenant de mettre en lumière les événements qui ont abouti à cette rencontre et les possibles motivations du souverain marocain. Dès son arrivée au pouvoir, en 1979, le président

Le président Chadli Bendjedid et le roi Hassan II
Les dirigeants sahraouis en étaient parfaitement au courant



Chadli Bendjedid avait clairement indiqué les fondements de la politique qu'il entendait mener dans l'affaire sahraouie. Une politique qui était parfaitement en harmonie avec les vues et les objectifs du Front Polisario et de la R.A.S.D.

① Respect total, sans réserve aucune, des engagements internationaux pris par l'Algérie, aussi bien à l'O.U.A. qu'à l'O.N.U. ou aux Non-Alignés, par rapport au règlement du conflit qui oppose le Maroc au peuple sahraoui. En d'autres termes, la recherche de tous les moyens susceptibles de permettre la mise en application en premier lieu des résolutions de l'O.U.A. votées à Nairobi en 1981 sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans des conditions justes et équitables.

② Refus catégorique de l'Algérie de négocier à la place des Sahraouis auxquels elle entend ne pas se substituer. Toutes les discussions engagées discrètement par les Algériens avec leurs interlocuteurs marocains n'avaient pour but que d'œuvrer au rapprochement des Sahraouis et Marocains afin que soit trouvée une solution prenant en compte le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. S'il est vrai qu'au cours de certaines rencontres algéro-marocaines en Europe et ailleurs, avant la mort du président Boumediène, certaines idées ou propositions avaient été présentées de part et d'autre, le président Chadli Bendjedid s'en était fermement tenu à l'idée que toute négociation, toute solution concrète devrait être trouvée directement entre les Marocains et les Sahraouis eux-mêmes, l'Algérie étant seulement prête à faciliter leurs contacts et leurs négociations futures.

③ En l'absence de tout contentieux algéro-marocain — la question des frontières ayant été réglée par une convention signée à Rabat en juin 1972 —, le chef de l'Etat algérien ne voyait pas la nécessité d'une rencontre à moins qu'un ordre du jour précis ne fût établi excluant toute discussion de l'affaire sahraouie et se

limitant aux problèmes bilatéraux et divers. C'est très précisément ce qu'il a répété au dernier comité central du F.L.N., lorsqu'il a évoqué les diverses démarches marocaines et certaines interventions de pays amis en faveur d'une telle réunion.

Le président Chadli Bendjedid voyait juste. Une rencontre sans ordre du jour préétabli, sans accord précis sur le fait que l'affaire sahraouie ne serait ni discutée ni négociée entre les deux pays, sans que le Maroc admette le principe que toute solution passe par des pourparlers entre lui et les Sahraouis, ne serait-elle pas utilisée par les médias d'information télévisés pour essayer de jeter le doute sur les intentions de son régime? Ne donnerait-elle pas au roi l'occasion de consolider ses positions internes et internationales gravement compromises d'une part par la crise économique et la faillite financière de son pays et, de l'autre, par les remous causés par l'assassinat du général Dlimi, ce qui accentue son isolement sur la scène africaine et mondiale? Ne serait-elle pas utilisée par les thuriféraires du sanguinaire régime marocain afin de tenter d'accréditer l'idée que c'est Alger qui a cédé, et qu'il est prêt à « lâcher » le Polisario?

C'est pourquoi des assurances marocaines, des engagements formels étaient d'autant plus nécessaires que nul ne se fait plus d'illusion sur les pratiques de la monarchie alaouite, dont les mensonges le disputent aux forfaitures, les promesses aux trahisons. Telle fut, en fait, la mission dont le roi Hassan II devait charger son émissaire spécial, Ahmed Bensouda, lors du récent Conseil national palestinien à Alger auquel il se rendait. A sa demande, il fut reçu par le président algérien durant une longue audience au cours de laquelle le conseiller du roi aurait donné les assurances attendues par Alger qui devaient permettre de fixer les détails de la rencontre du 26 février.

P

ourquoi Hassan II a-t-il franchi — ou feint de franchir — ce pas? Les observateurs diplomatiques de Rabat sont unanimes: sans parler des explosifs problèmes internes et externes dans lesquels nage avec de plus

en plus de difficultés la monarchie, le souverain craint sérieusement une nouvelle tentative militaire de le renverser. Les officiers, en effet, ne lui pardonnent ni l'assassinat de sang-froid du général Dlimi ni la dépendance de plus en plus grande par rapport aux Etats-Unis. L'armement américain et les conditions souvent draconiennes imposées par Washington suscitent un véritable mécontentement au sein des F.A.R. (forces armées royales), où l'influence française est certainement plus importante que celle de l'administration Reagan. Dans ces conditions, il est fort possible qu'avant de s'engager dans une nouvelle confrontation avec son armée, le roi ait voulu chercher à désamorcer l'affaire du Sahara afin de prouver à ses officiers soit qu'il cherche à se dégager de l'emprise américaine — en faveur de celle de Paris — soit qu'il n'y a rien à faire avec Alger en raison de l'« intransigeance » de son gouvernement et que le recours à Washington est la seule solution qui lui reste.

Reste maintenant à savoir si les engagements du roi dans l'affaire du conflit sahraoui seront respectés ou si, selon ses habitudes, il ne s'agit que d'un stratagème destiné à redorer son blason gravement terni et à gagner du temps... Quoi qu'il en soit, le président Chadli Bendjedid aura été, quant à lui, à la hauteur de ses engagements. Fidèle au serment donné. Un serment d'honneur que nul ne saurait valablement mettre en doute.

S.M.



CHADLI- HASSAN: PREMIERES REACTIONS

(De notre correspondant à Alger)

SAMEDI après-midi, tout Alger bruissait de la rencontre entre le président Chadli Benjedid et le roi Hassan II. « Alors, il paraît que les frontières vont être rouvertes ? », m'a-t-on répété à chaque fois. On comprend dès lors l'étonnement des autorités algériennes et leur embarras face à la publication de la nouvelle puisque, d'un commun accord, il avait été décidé entre les deux chefs d'Etat que la rencontre resterait secrète pour ne pas troubler la sérénité des négociations difficiles et ne pas soulever d'espoir prématuré dans les deux peuples.

Le communiqué du ministère algérien des Affaires étrangères précise que « l'Algérie a toujours affirmé qu'elle n'a aucun différend avec le Maroc » et qu'elle a « toujours affirmé son entière disponibilité à œuvrer pour approcher nos frères du Sahara occidental et nos frères du Maroc en vue de trouver une solution conforme aux droits inaliénables du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance ». Le communiqué marocain n'est pas contradictoire puisqu'il sépare lui aussi les deux questions : d'une part « le problème de la normalisation des rapports » entre les deux pays, d'autre part « l'attachement du Maroc aux résolutions de l'OUA » qui prévoient le libre exercice par les Sahraouis du droit à l'autodétermination.

Pour sa part, Mohammed Salem Ould Salek, responsable des relations extérieures du Front Polisario, a précisé hier soir qu'il était au courant de la rencontre et a réaffirmé « la confiance des Sahraouis en l'Algérie qui les soutient avec constance, sérieux, et une sérénité exemplaire ». Il a rappelé le rôle qu'a joué l'Algérie dans le règlement du conflit entre les Sahraouis et la Mauritanie, qui avait abouti à un accord de paix en août 1979. Il a précisé que le Front Polisario était « favorable à toute initiative d'où qu'elle vienne qui aboutirait à des négociations entre nous et le Maroc pour parvenir à une solution pacifique et durable du conflit ».

Un espoir existe, qui, s'il était concrétisé, serait un grand pas vers la disparition d'une zone de tension, proche de notre pays. La France, nous n'en doutons pas, pourra jouer un rôle important sur la base de la non-ingérence et du respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Michel Muller

Revolution N° 157

Jan 1983

Sahara : la guerre a tout son temps

**En dépit
de la rencontre récente
entre le président Chadli
et le roi du Maroc,
la guerre du Sahara continue.
Les combattants du Polisario
entendent le faire savoir.
Ils ont invité
notre correspondant
à Alger à une « promenade »
de 500 kilomètres
au Sahara occidental
et dans le sud marocain.**

De notre envoyé spécial

Hafed-Boudjema. — En plein désert algérien, à quelques kilomètres de la frontière non matérialisée du Sahara occidental, le Polisario expose ses prises de guerre : blindés, canons, mortiers, mitrailleuses de tous calibres. Entre ces alignements, des parachutes et un siège éjectable, utilisés par les pilotes marocains dont l'appareil a été abattu, voisinent avec des enveloppes de bombes à fragmentation CBU larguées par l'aviation royale.

La visite comporte aussi le passage devant quelques-uns de ces pilotes et une centaine d'autres prisonniers marocains, rangés par petits groupes, presque sans gardiens (comment s'évaderait-on ?) sous un soleil déjà ardent. Le journaliste peut leur « poser des questions » s'il le désire.

Souvent corrodé, l'essentiel du matériel lourd ici exposé a été pris il y a plusieurs années, notamment lors des grandes offensives de 1979. Depuis la construction du « mur » protégeant le « triangle utile » formé par El Aïoun, Smara et Bou-Craa, un tel butin n'est plus possible.

Après les attaques par surprise de plusieurs de leurs garnisons, les Marocains ont évacué les neuf

dixièmes du Sahara occidental et se sont retranchés derrière 2 mètres de sable qui sur plusieurs centaines de kilomètres suffisent, avec les mines, à arrêter les « *katibas* » du Polisario. Celui-ci harcèle à l'arme lourde, et semble-t-il avec une certaine précision, les positions avancées marocaines, notamment quand la situation diplomatique requiert un communiqué de guerre. Rien dans les propos des responsables rencontrés ne laisse supposer qu'une action d'envergure soit proche.

L'accent est mis, en revanche, sur les effets délétères pour la monarchie de la guerre d'usure imposée par la « République arabe sahraouie démocratique ». Pour un peu, le général Dlimi, pourtant artisan de la stratégie qui a partiellement mis en échec le Polisario, serait crédité d'une clairvoyance l'amenant à comploter contre le roi en prenant en compte le mauvais moral de ses troupes. « *Il nous suffit d'attendre le temps qu'il faut pour que le mur tombe comme un fruit pourri* », dit un Sahraoui.

« Territoires libérés »

« *Dieu, qui a créé le temps, l'a créé en quantité suffisante.* » Ce dicton irlandais doit se traduire en arabe tant est lent le rythme de vie des différents camps du Polisario implantés en Algérie, dans la région de Tindouf. Les « *territoires libérés* » sont, en fait, vides de population civile, hormis peut-être quelques semi-nomades dans le Sud. Aucun habitant n'a pu revenir dans les villes où flotte le drapeau sahraoui. Celles-ci ne sont qu'amas de ruines que revient régulièrement bombarder l'aviation marocaine pour y rendre toute vie normale impossible. Alors, on a reconstitué chez le voisin d'immenses campements qui forment trois wilayas (préfectures, comme en Algérie) portant les noms de Smara, El Aïoun et Dakhla, respectivement métropoles

historique, politique et économique du Sahara occidental, toutes aux mains du Maroc, la dernière sur le littoral atlantique.

Dans chaque wilaya il y a plus de cinquante mille personnes, nous assure le « *wali* » (préfet) d'El Aïoun, sans trop s'aventurer sur le terrain glissant de l'importance numérique de son peuple. Dotés d'eau, par puits ou camions-citernes, de gaz en bonbonne, ces campements, exposés au vent du sable du désert, paraissent, de prime abord, d'un confort très sommaire. Ceux qui les ont visités lors de leur création constatent cependant des progrès méritoires. Les écoles, crèches et hôpitaux soutiennent avantageusement la comparaison avec ce qu'on trouve dans d'autres camps de réfugiés en Afrique.

Distinctes de celles de wilayas et situées à l'écart d'elles, parfois à des distances de plusieurs dizaines de kilomètres, d'autres « institutions modèles » sont des étapes obligatoires du circuit de Tindouf. Consacrée à la « formation permanente » des femmes, l'École du 27 février (jour anniversaire de la « proclamation de la République ») aligne des rangées impressionnantes de machines à coudre.

Du rouge pour les Cubains

L'hôpital du martyr Bachir Salah comporte 450 lits, dont 250 occupés. Arrive-t-il que des combattants blessés soient soignés ici ? L'un des dix médecins sahraouis « formés dans les pays amis » et officiant dans le bâtiment nous assure que non. Les blessés légers sont soignés sur le terrain et les autres sont évacués « *quelque part* », mais pas dans cet hôpital civil. Ici ou ailleurs, le Polisario est-il aidé par des médecins étrangers ? Non, tranche notre interlocuteur. Pourtant, en débarquant de l'avion à Tindouf, nous avons vu décharger des caisses de vin

En 1978, l'Algérie a averti le Maroc que l'exercice d'un droit de poursuite sur son territoire serait un *casus belli*. Le silence du désert est souvent violenté par les Mig algériens, les convois militaires sont nombreux autour de Tindouf, mais si médecins, enseignants, administrateurs sahraouis se déclarent « mobilisés » d'une armée, au demeurant sans grade, chacun souligne le caractère « civil » de ses activités sur le sol algérien. L'armée de libération, assure-t-on, est de l'autre côté de la frontière et ses membres ne viennent dans la région que pour rejoindre les épouses dans les camps, le temps d'une permission.

« Nous contrôlons une superficie du Maroc égale à celle que l'armée royale occupe chez nous », disent les Sahraouis. C'est vrai, à ceci près qu'il n'y a pas de phosphates dans le paysage de canyons, grandiose après les mornes étendues du plat désert, situé au sud-ouest de Zag. Le « mur » a été prolongé à l'est, là où le djebel Ouarkiz cesse d'offrir une barrière naturelle contre les attaques du Polisario vers l'oued Drâa. A quelques kilomètres des positions avancées marocaines qui précèdent le « mur », nous voyons des dizaines de carcasses de chars marocains détruits lors d'une embuscade meurtrière en 1979.

A black and white map of Morocco. The Atlantic Ocean (Océan Atlantique) is to the west, with the Canary Islands (Iles Canaries) shown. Major cities marked include Agadir, Marrakech, Fes, Meknes, Rabat, and Casablanca. The Atlas Mountains (Mts. Atlas) are in the center. Neighboring countries are Algeria to the east and Mauritania to the south. A scale bar at the bottom left indicates 0 to 100 km. A compass rose is located in the bottom right corner.

Comme ceux qui nous ont précédé au Sahara occidental, parfois jusqu'à l'Atlantique, nous avons roulé sans précautions particulières et sans voir l'aviation marocaine. Nous n'avons pas vu non plus d'unités de combat sahraouies dissimulées sur le terrain. Celles-ci existent, bien sûr, comme en témoigne la poursuite de quelques actions contre le « mur », mais le Polisario est sur ce point d'une discrétion absolue.

expliquer l'absence de l'aviation marocaine. En revanche, poursuit-il, celle-ci fait des vols d'observation pour repérer les éventuelles concentrations humaines et venir les attaquer plus tard. A en croire M. Mohamed Sidati, secrétaire général à la présidence de la République, des satellites américains sont utilisés pour ce travail d'observation.

Le retour comporte, en territoire algérien, une étape dans un potager dont les Sahraouis ne sont pas peu fiers. « Oignons », « navets », annonce en espagnol un jardinier en treillis. Les soldats descendus de la Land-Rover palpent avec ferveur. « Nous sommes un petit peuple contraint à faire une guerre dont il a horreur », dit notre accompagnateur. Certains Sahraouis parlent la « langue de bois » et ne procèdent que par affirmations répétitives et peu crédibles. D'autres cultivent un discours et des attitudes romantiques. Ce sont les plus désarmés, en ce moment, devant l'observateur qui entend s'en tenir aux faits et aux chiffres.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE MONDE 20/21 MARS
1983.

SAHARA: APRES LA RENCONTRE CHADLI-HASSAN

Mohamed Fadel Ismail

LA rencontre Chadli-Hassan a suscité beaucoup de commentaires et au moins autant de spéculation. Qu'en pense, pour sa part, le Front Polisario ?

Mohamed Fadel Ismail : Notre département des Relations extérieures l'a dit très officiellement : c'est avec satisfaction que nous avons accueilli l'initiative algérienne d'une rencontre avec le roi du Maroc. L'Algérie, c'est le premier soutien du Front Polisario, un pays qui a donc toute la confiance de notre peuple, de notre front, et du gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'Algérie prend des initiatives de ce type. Je pense à la rencontre mauritano-marocaine organisée par l'Algérie en 1969, après dix ans durant lesquels Rabat revendiquait la Mauritanie. Ou bien au rôle joué par l'Algérie dans la signature, en 1979, d'un accord de paix entre le gouvernement mauritanien et le Front Polisario.

L'initiative est d'autant plus positive que la position de l'Algérie est claire : pas question de se substituer au gouvernement sahraoui, mais volonté de rapprocher le point de vue de ce dernier et celui du gouvernement marocain, recherche d'une solution pacifique sur la base du droit à l'indépendance du peuple sahraoui. Bref, la rencontre ne constitue pas une médiation algéro-marocaine, mais un pas vers des négociations directes entre les gouvernements du Maroc et de RASD. Or, pour nous, de telles négociations sont la meilleure voie de la paix, dans le respect total de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RASD par le Maroc.

J'ai été frappé, lors du Conseil national palestinien — donc avant le sommet algéro-marocain — par l'analyse que m'avait exposée Ould Salek, le responsable des Relations extérieures du Polisario. Selon lui, je résume, la situation du régime chérifien était devenue tellement délicate, tant au niveau politique intérieur que face au Polisario, sur le terrain militaire comme sur le terrain diplomatique, qu'il lui fallait faire un geste. Ne serait-ce que pour gagner du temps.

Mohamed Fadel Ismail : Deux mots



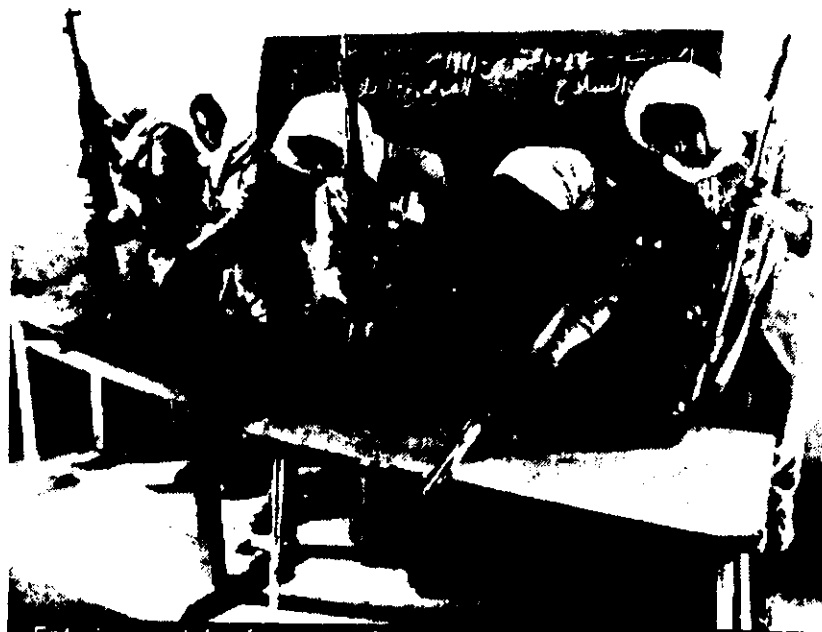
Mohamed Fadel Ismail

Maous/Gamma

résumer la situation de la monarchie marocaine : isolement et asphyxie. Le Maroc devient un occupant occupé : bases américaines, arrivée d'experts et de conseillers techniques et politiques US. Le pays est au bord de la banqueroute. Mais surtout, le conflit entre l'armée et le Palais est à nouveau ouvert, comme on l'a vu récemment avec la dernière tentative de Oulmi, sanctionnée par son assassinat...

... Pourtant, du côté de l'opinion populaire et des partis qui la représentent, il n'y a pas de signes de « décrochage », en tout cas sur la question du Sahara ?

Mohamed Fadel Ismail : Le seul souci de Hassan, c'est de sauver sa monarchie. C'est dans ce but qu'il avait déclenché son agression contre le Sahara en 1975, dans une situation de crise identique : crise économique, mais aussi politique, avec une armée tentant par deux fois de prendre le pouvoir. Il fallait donc éloigner cette armée : en l'envoyant au Sahara occidental. Mais aujourd'hui, c'est son maintien là-bas qui menace la monarchie. Alors, pour gagner du temps, le roi joue, tantôt l'armée contre les partis, tantôt les partis contre l'armée. Il fait d'ailleurs de même au niveau



Entraînement des femmes sahraouies à l'école du « 27 février »

international avec la France et les Etats-Unis.

Au Sahara même, sur le terrain, certains disent que les choses se calment...

Mohamed Fadel Ismail : ... C'est faux. Il ne se passe pas un jour sans qu'une ou plusieurs positions marocaines ne soient bombardées par l'Armée de libération populaire sahraouie. S'il fallait démentir ceux qui tentent de faire oublier la guerre qui se déroule chez nous, je pourrais citer l'offensive lancée depuis le 27 février, date du septième anniversaire de la RASD, dans la région de Smara.

Notre mot d'ordre reste : « *Toute la patrie ou le martyr !* » Hassan doit comprendre que notre combat ne cessera pas avant le retrait total du Maroc et de ses forces.

Et sur le terrain diplomatique ? Après les deux sommets manqués de l'OUA à Tripoli, où en est l'idée d'un référendum ?

Mohamed Fadel Ismail : Notre reconnaissance internationale est plus large que jamais. Cinquante-quatre pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique reconnaissent la RASD. En Afrique même, ils sont plus de trente, si bien que, le 22 février 1982, la RASD a été admise à l'OUA comme membre de plein droit, au même titre que le Maroc, que cela lui plaise ou non.

Pour permettre la tenue du sommet de Tripoli, nous avons accepté que la RASD n'y participe pas, puisque tel était le prétexte mis en avant par certains pour faire échouer le sommet. Mais le plan américano-marocain s'est poursuivi : le problème tchadien a servi de nouveau prétexte. Et, s'il avait été résolu, nous sommes certains qu'un autre prétexte serait apparu.

Reste l'essentiel : la RASD a été admise et de manière irréversible, trente pays membres la reconnaissent, et le Comité des douze issu de Tripoli 2 a décidé l'organisation sans

préalable d'un sommet auquel la RASD est invitée...

... mais le projet de référendum ?

Mohamed Fadel Ismail : Le gouvernement de la RASD et le Front Polisario ont toujours lutté pour préserver le droit du peuple sahraoui à choisir souverainement son destin. C'est pourquoi nous nous sommes toujours prononcés pour une véritable autodétermination. Un référendum oui, mais pas sans un retrait total de l'armée et de l'administration marocaines...

... Vous acceptez un contrôle international ?...

Mohamed Fadel Ismail : ... Bien sûr. Une force internationale pourrait assurer l'ordre, tandis qu'une administration internationale de l'ONU et de l'OUA organiserait le référendum. Notre point de vue là-dessus est connu depuis longtemps. Il rejoint d'ailleurs les propositions faites par le Maroc en 1974 aux Nations unies...

Pour aller vers cette solution, qu'attendez-vous du gouvernement français ?

Mohamed Fadel Ismail : Nous déplorons l'attitude du gouvernement français. A son arrivée, nous avions l'espoir que les liens entre lui et le Front Polisario se développeraient. Nous sommes déçus. Le gouvernement français ne dépasse pas, sur cette question, l'attitude de la France du temps de Valéry Giscard d'Estaing.

Qu'attendons-nous du gouvernement français ? Aussi longtemps qu'il maintiendra ses experts militaires au Maroc, qu'il livrera des armes qui sont utilisées contre un peuple auquel la France reconnaît — c'est ce que déclare le président de la République — le « *droit à l'autodétermination* », qu'il n'envisagera pas d'une nouvelle manière ses liens avec le Front Polisario, nous n'aurons, hélas ! rien à attendre du gouvernement français.

Propos recueillis par Dominique Vidal

Le rendez-vous d'Akid-Lotfi

Le roi Hassan II et le président Chadli ont fait leurs comptes : la guerre du Sahara coûtait vraiment trop cher...

■ Un étalon, en terre arabe, est symbole d'amitié. Le président algérien Chadli Bendjedid ne pouvait donc pas offrir de cadeau plus éloquent au roi du Maroc, Hassan II. Symbole encore : la rencontre entre les deux dirigeants maghrébins a eu lieu, le samedi 26 février, non pas en terrain neutre mais aux confins algéro-marocains, dans le petit village d'Akid-Lotfi, où deux tentes caïdales avaient été dressées. Cette rencontre, capitale pour l'avenir du Maghreb, met fin à sept ans de guerre larvée entre les deux pays maîtres de cette région, et elle amorce le règlement d'un des conflits qui ont le plus violemment empoisonné l'ensemble de l'Afrique : celui du Sahara occidental.

Les frères ennemis déjeunant autour de la même table, buvant ensemble le café épais et brûlant ! Bien des Algériens et des Marocains, dont la propagande officielle à Alger comme à Rabat a entretenu la haine depuis 1975, n'en

sont pas encore revenus ! Ils ignorent, il est vrai, que nombre de négociations secrètes du temps de Boumediene avaient été entamées sans succès et que, dans les derniers mois, toutes les conditions ont enfin été réunies pour autoriser la spectaculaire réconciliation. Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Taleb Ibrahim, les deux conseillers de Hassan, Reda Guedira et Ahmed Bensouda — ce dernier a mis au point les derniers préparatifs, lors de son séjour à Alger pendant la réunion du Conseil national palestinien — n'ont pas ménagé leurs efforts pour satisfaire la volonté de leurs maîtres, eux-mêmes encouragés dans la voie de la paix par l'Arabie saoudite, la France et la Tunisie.

Le mur marocain

En finir avec le conflit saharien : tel est l'objectif désormais commun de Hassan et de Chadli. Pourquoi ? Sur le terrain, le souverain chérifien est militairement vainqueur. Après une période de revers infligée par les quinze mille combattants sahraouis aux quatre-vingt mille puis deux cent mille soldats de l'armée marocaine, le roi a réussi à renverser les rapports de forces. Grâce au général Dlimi, commandant de ce front Sud (mort il y a quelques semaines), il a fait édifier — avec l'aide militaire de la France et financière de l'Arabie saoudite — le fameux « mur » truffé de canons et d'appareils électroniques qui a permis de protéger efficacement contre les attaques du Polisario le « triangle utile », cette zone tant convoitée des gisements de phosphates.

La vague intégriste

Mais, pour arriver à ses fins, il fallait qu'évolue la situation intérieure algérienne. En clair : écarter ceux qui, dans l'équipe Boumediene, étaient restés jusqu'au-boutistes et faire prendre conscience au noyau dirigeant, à l'appareil du parti dont Chadli est une émanation, qu'il ne saurait y avoir de porte de sortie au Sahara occidental dans une politique systématique de refus.

D'autant que, parallèlement, la Libye inquiète de plus en plus l'Algérie, qui s'était, un temps, rapprochée de Tripoli (autre allié du Polisario), avant de réaliser que Kadhafi cherche surtout à la déstabiliser. Le soutien que la Libye est accusée d'apporter aujourd'hui à Ben Bella et à la vague intégriste qui commence à menacer l'Afrique du Nord a définitivement convaincu Chadli de rompre avec ce « frère révolutionnaire » pour se tourner notamment vers l'Europe. Là encore, l'Arabie saoudite l'y a encouragé (le roi Fahd s'est rendu à Alger en novembre dernier), ainsi que la France (Mitterrand a rencontré le président algérien en décembre). Les deux pays ont démontré à Chadli — ainsi qu'à Hassan — que seule l'unité maghrébine, au-delà des divergences idéologiques, et l'amarrage de cette région aux pays d'Europe du Sud assureraient la paix dans cette partie du monde.

Ce changement de politique passe par un référendum au Sahara occidental, référendum dont les modalités restent à définir, ce qui n'est pas une mince affaire. Officiellement, les Algériens disent toujours que tout cela concerne uniquement leurs « frères sahraouis » et leurs « frères marocains ». Le porte-parole du Polisario, Guld Salek, a précisé à Alger que la paix ne saurait se faire sans « le respect par le Maroc de la souveraineté et de l'intégralité territoriale de la R.A.S.D. » Mais il est évident que Hassan et Chadli décideront seuls du sort et des frontières du front Sud.

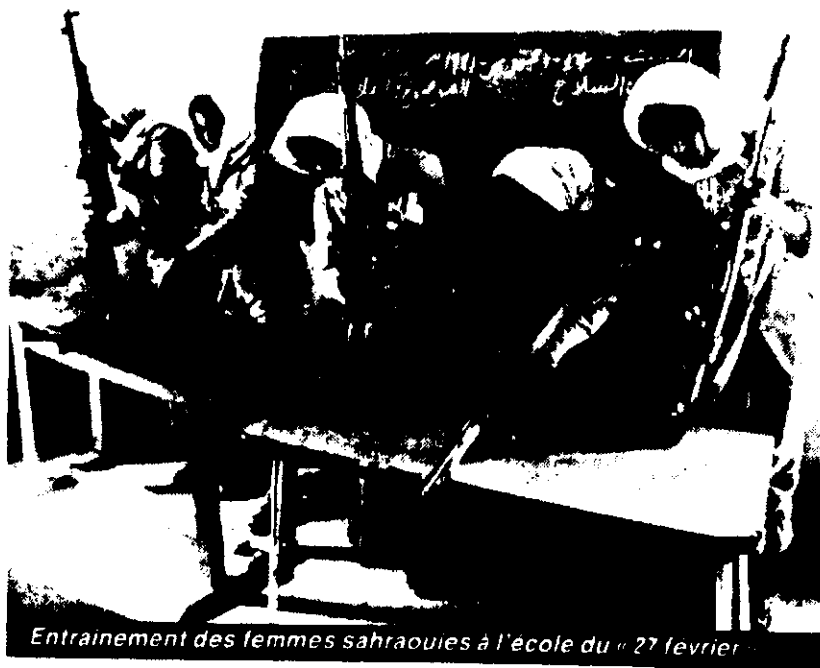
ELISABETH SCHEMLA

Diplomatiquement, la situation de Hassan est plus complexe. Les dirigeants sahraouis, en 1976, ont proclamé la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), reconnue aujourd'hui par plus de cinquante Etats, dont vingt-six membres de l'O.U.A. L'admission de la R.A.S.D. au sein de l'Organisation de l'Unité africaine a entraîné la paralysie de cette instance. Mais, dans le même temps, elle a rendu irréversible la reconnaissance d'un Etat sahraoui. Le réaliste Hassan II le sait bien, qui a lui-même accepté, dès 1981, le principe d'un référendum d'autodétermination.

Cette guerre, de surcroît, coûte cher : deux millions de dollars par jour que paie cash l'Arabie saoudite, bailleur de fonds du Maroc. Le roi Fahd a signifié à Hassan qu'il était temps de faire des économies : le prix du baril de pétrole diminue et les caisses saoudiennes ne pourront pas indéfiniment alimenter des conflits jugés inutiles.

Du côté algérien, ce problème des ressources pétrolières est loin d'être étranger au souci de dialogue. L'Algérie, l'un des principaux pays producteurs, est incontestablement en état de faiblesse économique. Elle non plus n'est pas en mesure de continuer à financer le Front Polisario, qu'elle a pour sa part inconditionnellement soutenu depuis le début des hostilités contre le Maroc.

« Et puis, dit un observateur, le président Chadli a voulu se dégager de ce buisson d'épines. Il a compris que cette guerre est trop lourde, trop coûteuse, pour lui et pour l'équilibre du Maghreb ; qu'à vouloir déstabiliser le Maroc, l'Algérie laisserait aussi des plumes. »



international avec la France et les Etats-Unis.

Au Sahara même, sur le terrain, certains disent que les choses se calment...

Mohamed Fadel Ismail : ... C'est faux. Il ne se passe pas un jour sans qu'une ou plusieurs positions marocaines ne soient bombardées par l'Armée de libération populaire sahraouie. S'il fallait démentir ceux qui tentent de faire oublier la guerre qui se déroule chez nous, je pourrais citer l'offensive lancée depuis le 27 février, date du septième anniversaire de la RASD, dans la région de Smara.

Notre mot d'ordre reste : « *Toute la patrie ou le martyr !* » Hassan doit comprendre que notre combat ne cessera pas avant le retrait total du Maroc et de ses forces.

Et sur le terrain diplomatique ? Après les deux sommets manqués de l'OUA à Tripoli, où en est l'idée d'un référendum ?

Mohamed Fadel Ismail : Notre reconnaissance internationale est plus large que jamais. Cinquante-quatre pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique reconnaissent la RASD. En Afrique même, ils sont plus de trente, si bien que, le 22 février 1982, la RASD a été admise à l'OUA comme membre de plein droit, au même titre que le Maroc, que cela lui plaise ou non.

Pour permettre la tenue du sommet de Tripoli, nous avons accepté que la RASD n'y participe pas, puisque tel était le prétexte mis en avant par certains pour faire échouer le sommet. Mais le plan américano-marocain s'est poursuivi : le problème tchadien a servi de nouveau prétexte. Et, s'il avait été résolu, nous sommes certains qu'un autre prétexte serait apparu.

Reste l'essentiel : la RASD a été admise et de manière irréversible, trente pays membres la reconnaissent, et le Comité des douze issu de Tripoli 2 a décidé l'organisation sans

préalable d'un sommet auquel la RASD est invitée...

... mais le projet de référendum ?

Mohamed Fadel Ismail : Le gouvernement de la RASD et le Front Polisario ont toujours lutté pour préserver le droit du peuple sahraoui à choisir souverainement son destin. C'est pour quoi nous nous sommes toujours prononcés pour une véritable autodétermination. Un référendum oui, mais pas sans un retrait total de l'armée et de l'administration marocaines...

... Vous acceptez un contrôle international ?...

Mohamed Fadel Ismail : ... Bien sûr. Une force internationale pourrait assurer l'ordre, tandis qu'une administration internationale de l'ONU et de l'OUA organiserait le référendum. Notre point de vue là-dessus est connu depuis longtemps. Il rejoint d'ailleurs les propositions faites par le Maroc en 1974 aux Nations unies...

Pour aller vers cette solution, qu'attendez-vous du gouvernement français ?

Mohamed Fadel Ismail : Nous déplorons l'attitude du gouvernement français. A son arrivée, nous avions l'espoir que les liens entre lui et le Front Polisario se développeraient. Nous sommes déçus. Le gouvernement français ne dépasse pas, sur cette question, l'attitude de la France du temps de Valéry Giscard d'Estaing.

Qu'attendons-nous du gouvernement français ? Aussi longtemps qu'il maintiendra ses experts militaires au Maroc, qu'il livrera des armes qui sont utilisées contre un peuple auquel la France reconnaît — c'est ce que déclare le président de la République — le « *droit à l'autodétermination* », qu'il n'envisagera pas d'une nouvelle manière ses liens avec le Front Polisario, nous n'aurons, hélas ! rien à attendre du gouvernement français.

Propos recueillis par Dominique Vidal

L'embarras du Polisario

Tindouf (ouest du Sahara algérien). — La coopération entre pays méditerranéens et la normalisation qu'elle suppose entre Alger et Rabat ont sans doute été préparées lors du tête-à-tête entre le roi Hassan II et le président Chadli le 26 février, au cours duquel le conflit du Sahara occidental a été évoqué. Que pense le Polisario des initiatives algériennes une fois passé l'effet de surprise ? « Cette rencontre est une bonne chose si elle peut amener le Maroc à discuter directement avec nous. » Tel est le commentaire formulé avec un bel ensemble tant par les cadres civils de la « République arabe sahraoui démocratique » dans la région de Tindouf, où l'Algérie abrite des réfugiés Sahraouis, que par les militaires avec lesquels nous nous sommes rendus dans une partie du Sahara occidental, où le Royaume chérifien n'exerce pas sa souveraineté. Il est difficile de leur en faire dire plus, des consignes de retenue leur ayant manifestement été données.

L'embarras ressortait d'un entretien que nous a accordé un dirigeant. « Secrétaire général à la présidence de la République », M. Mohamed Sidati a rang de ministre dans le « gouvernement » sahraoui et passe pour un homme influent au sein du Polisario. « L'Algérie nous a communiqué le résultat de la rencontre, dit d'abord M. Sidati. Elle a répété à Hassan II qu'elle est disposée à faciliter les contacts entre le Maroc et le Polisario sans se substituer à celui-ci. Elle

De notre envoyé spécial

continue à soutenir notre droit à l'autodétermination. » Mais, affirme M. Sidati, « Hassan II n'a fait aucune proposition concrète. Il a seulement cherché à bilatéraliser le conflit. Il utilise cette rencontre à des fins de propagande pour berner l'opinion africaine ». L'analyse du Polisario est que le roi est « aux abois » en raison du mécontentement de son armée, lasse de poursuivre la guerre retranchée derrière le « mur ». En ce cas, l'initiative du président Chadli était-elle judicieuse, ou plutôt de nature à conforter le souverain en difficulté ? « Depuis deux ans, répond M. Sidati, Hassan II répète à ses interlocuteurs qu'il lui suffit d'une rencontre avec M. Chadli pour faire un pas décisif vers la solution du conflit. Or la rencontre a eu lieu. Mais qu'en est-il résulté ? Elle a tenté la mauvaise foi du roi sans qu'on n'avance d'un pas. »

Selon M. Sidati, « il est important que les dirigeants étrangers qui ont œuvré à cette rencontre aillent jusqu'au bout pour faire pression sur le roi afin qu'il discute avec nous ». Parmi ces dirigeants, M. Sidati range les Saoudiens et les Français. De source française, on dément cependant que Paris ait joué un rôle direct. « Et vous prouvez cela ? » demande avec une visible amertume M. Sidati. Dans l'affaire du Sahara occidental, l'attitude de la France est « plus que décevante ». Pour notre interlocuteur, « nous n'avons

pas apprécié le soutien à l'idée marocaine de référendum consultatif » lors de la visite de M. Mitterrand à Rabat. De fait, il ressort de nos entretiens avec d'autres membres du Polisario que celui-ci s'en tient à la thèse selon laquelle « le référendum est dépassé car le peuple sahraoui s'est prononcé en proclamant la république ».

La Tunisie, où le président Chadli se rendra le 18 mars, est jugée aussi sévèrement que la France. M. Sidati explique ce voyage par le fait qu'« on ne choisit pas ses voisins ». Mais, ajoute-t-il, « nous devons être clairs : la Tunisie s'est distinguée par son rôle négatif en ce qui concerne le Sahara occidental ; elle a joué à fond la carte marocaine ».

M. Sidati s'insurge, enfin, contre le fait qu'on « cherche à diviser les Sahraouis en pro-Libyens et pro-Algériens. Nous retenons de l'Algérie et de la Libye leurs positions de principe communes. Nous pensons que la concertation s'impose à elles ». Il n'en reste pas moins que la mésentente entre les deux pays qui le soutiennent le plus activement met le Polisario dans une situation difficile. L'appel du colonel Kadhafi « aux masses populaires pour réaliser l'unité » par-delà la volonté des dirigeants algériens et tunisiens (le Monde du 5 mars) a été fort mal pris à Alger, où certains s'attendent, dans les jours qui viennent, à quelque nouvelle « initiative intempestive » de la part du numéro un libyen.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

LE MONDE 16/3/83.

Recrudescence des opérations militaires du front Polisario

Une recrudescence des opérations de harcèlement du front Polisario contre les troupes marocaines stationnées au Sahara occidental est enregistrée depuis le début de cette année, après une longue accalmie, selon des communiqués sahraouis publiés à Alger. Ces textes ont fait état d'au moins une vingtaine d'attaques à l'arme lourde lancées apparemment dans le but de tester le dispositif de défense des forces marocaines au Sahara occidental, selon certains experts.

• Dans un communiqué daté des territoires libérés, la RASD a annoncé que les garnisons marocaines de Taharkanit et de M'Zeriga, ont fait l'objet d'un pilonnage, qui leur a causé d'importants dégâts, le 5 janvier dernier, par les forces de l'armée de libération populaire sahraouie.

Le communiqué a précisé que ces actions « inaugurent une recrudescence des activités militaires de l'ALPS - contre les forces marocaines. Le communiqué ajoutait, par ailleurs, que les troupes marocaines retranchées à Tioutal et à Lamseyed avaient également essuyé les tirs de l'artillerie sahraouie pendant une trentaine de minutes.

D'autres garnisons marocaines, notamment celles d'Aboukar et de Tahkanit où sont stationnées d'importantes troupes, ont également été la cible de tirs de l'artillerie de l'ALPS, « au cours desquels l'ennemi a subi des pertes considérables, notamment la destruction de dépôts de carburants et de munitions ».

• L'ALPS a lancé de nombreuses attaques contre des garnisons marocaines occasionnant « des pertes considérables en matériel et en vies humaines », a indiqué un communiqué.

Ce texte souligne que ces actions entrent dans le cadre d'une nouvelle offensive générale contre les forces d'occupation et a précisé que les positions attaquées sont situées tout au long de la frontière maroco-sahraouie ou à l'intérieur du territoire marocain. Il s'agit notamment des postes de Rbeib Bellaou, de Rhaib Lemghader, de Mzeiriga, Sabti et Ratmi.

Le communiqué a affirmé en conclusion que les bombardements intensifs auxquels ont été soumis ces garnisons « démontrent à l'agresseur la farouche volonté de notre peuple et sa détermination à libérer les dernières zones de notre territoire national ».

• Les forces du front Polisario ont effectué du 17 au 26 janvier une série de harcèlements à l'arme lourde contre les positions marocaines à la frontière entre la RASD et le Maroc a annoncé un communiqué publié à Alger par le ministère sahraoui de l'Information.

Ce texte affirmait que « des pertes importantes en matériel et en vies humaines » avaient été infligées aux forces marocaines, notamment à Douek et Erbieb Bellaou. Selon le communiqué, la base marocaine de Taharkanit a également été bombardée ainsi que les localités de Aboukas Lemsiéd, Assekim, Sahbi et Rous el Ouj.

• Le ministre des Affaires étrangères de la RASD, M. Hakim Ibrahim, a déclaré : « L'impérialisme américain responsable, selon lui, des divisions au

sein de l'OUA : « L'impérialisme américain divise l'OUA avec l'espoir de la détruire », a ajouté M. Ibrahim.

• M. Ahmed Ould Menih, ministre mauritanien des Affaires étrangères, a remis au secrétaire général du front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, un message du président mauritanien Mohamed Khouna Ould Haidalla portant sur « les relations bilatérales et la situation régionale ».

• L'Association des amis de la RASD - en a appelé au président de la République française - pour que les positions de la France sur le Sahara occidental « soient clairement affirmées », à la veille de son voyage au Maroc du 27 au 30 janvier. Lors d'une conférence de presse à Paris, le secrétaire général de l'association, M. Thomas Jallaud, a souhaité que la France affirme le « droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans le cadre des frontières héritées de la colonisation » et refuse tout contrat d'armes avec le Maroc - tant que ce pays occupera le territoire sahraoui ». Selon lui, la France peut encore « jouer un rôle de médiation » entre le Maroc et le Polisario, dont elle devrait reconnaître « toute la représentativité et la légitimité ».

• La « France socialiste » doit « agir auprès de son partenaire marocain pour le convaincre de la nécessité de négocier avec la RASD et le front Polisario », a estimé M. Mohamed Abdelaziz, président de la RASD. Le communiqué du président de la RASD, publié à l'occasion de la visite officielle du chef de l'Etat français à Rabat, ajoutait que « la France doit réaliser que son assistance militaire au Maroc participe à l'effort de guerre de ce pays, ce qui est incompatible avec le désir de paix qu'elle n'a cessé d'exprimer solennellement ».

• Le Croissant rouge sahraoui a annoncé l'arrestation de 10 Sahraouis à Boujdour au nord du Sahara occidental, par « les forces d'occupation marocaines », durant la deuxième quinzaine de janvier. Dans un communiqué publié à Alger, cet organisme a précisé que ces arrestations ont été opérées après que des « dépôts d'alimentation des forces d'agression marocaines eurent pris feu » à Boujdour. Les 10 personnes arrêtées, dont le Croissant rouge sahraoui a publié la liste, ont été accusées, selon lui, « de sabotage et de destruction des biens de l'Etat » et ont « fait l'objet de tortures et de sévices inhumains ».

MAURITANIE

La base militaire de la Guera bombardée

La base militaire de la Guera, à l'extrême Sud du Sahara occidental, a été bombardée par des unités navales de nationalité inconnue, mais considérées comme probablement marocaines, le 15 janvier. La base a riposté et des échanges de tirs se sont déroulés, pendant un temps assez court, mais sans faire de victimes. Selon les informations non confirmées, ces bombardements de la Guera par des unités navales auraient été accompagnés d'une tentative de débarquement de faible envergure.

Des mesures de sécurité ont été prises le long du littoral mauritanien, de Nouadhibou, ville jumelle de la Guera, à Nouakchott : mais dans la capitale elle-même, ces mesures sont restées discrètes et n'ont entravé en aucune façon le déroulement des activités habituelles.

La base de la Guera, qui relevait autrefois du Tiris el Gharbia (l'ancien Rio

de Oro) est occupée par la Mauritanie depuis 1976, époque à laquelle le Maroc et la Mauritanie s'étaient partagé l'ancien Sahara espagnol. La Mauritanie s'était retirée du Tiris el Gharbia en août 1978, à la suite des accords qui mettaient fin à la guerre contre le Polisario, mais elle avait conservé le contrôle de la Guera, dont elle redoutait une occupation soit par le Maroc, soit par le Polisario. La Guera n'est située en effet qu'à 2 km de Nouadhibou, qui a toujours été en territoire mauritanien et où se trouve le terminus de la voie ferrée amenant vers la mer le minerai de fer de Zouerate. La Mauritanie a toujours considéré que sa présence à la Guera représentait « l'une des garanties fondamentales de sa neutralité dans le conflit du Sahara occidental ». La Guera dépend en fait entièrement de Nouadhibou et ne dispose ni de port ni d'aéroport.

• Un projet de loi, approuvant une convention franco-mauritanienne pour la formation militaire, signée en 1976 entre les deux pays, a été adopté par le conseil des ministres français. Ce texte concerne le détachement d'une trentaine d'instructeurs militaires.

DEFENSE AFRIQUE
MARS 1983.

Alger. — Depuis le jeudi 7 avril, les quelque deux cent mille Marocains résidant en Algérie et les vingt mille Algériens résidant au Maroc peuvent circuler librement entre les deux pays, sans le visa ou l'autorisation préalable exigés avant la mise en œuvre de l'accord auquel sont parvenus les deux gouvernements.

De notre correspondant

Cette mesure est une des étapes du processus de normalisation amorcé par la rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli le 26 février. De part et d'autre, on affirme que la volonté politique existe d'aller plus avant sur cette voie, mais il apparaît que la pierre d'achoppement du Sahara occidental n'est pas encore contournée.

Ouvriers agricoles ou petits commerçants, le plus souvent installés dans l'Ouest algérien et mariés avec des Algériennes, les expatriés marocains s'étaient installés à l'époque de la présence française. Leur colonie avait été amputée par l'expulsion de trente mille d'entre eux en 1975. Des négociations sont en cours pour l'indemnisation, voire le retour, de ces expulsés. Elles pourraient progresser lors de la visite du ministre algérien de l'intérieur au Maroc dans la seconde quinzaine du mois.

Une autre rencontre algéro-marocaine aura lieu le 27 avril, le F.L.N. (Front de libération nationale) ayant répondu positivement à une invitation du parti marocain de l'Istiqlal pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la conférence de Tanger. Réunis du 27 au 30 avril 1958, ces deux partis et le parti socialiste destourien de Tunisie avaient condamné le soutien des pays occidentaux à « la guerre coloniale menée par la France en Algérie », et adopté une résolution sur l'unité du Maghreb. De source informée algérienne, on met l'accent sur le caractère « commémoratif » de l'événement, en soulignant que « les données qui existaient en 1958 ne sont plus les mêmes ». Il est néanmoins possible que certaines institutions communes, en sommeil depuis longtemps (tels le Comité permanent maghrébin de Tunis et le Centre industriel maghrébin de Tanger), soient réactivées à cette occasion.

C'est au nom de la solidarité maghrébine que la rencontre Chadli-Hassan II a eu lieu. Les vues algériennes ont trouvé un premier aboutissement dans la signature du traité de fraternité et de concorde signé le 19 mars avec la Tunisie. Ce traité est ouvert aux autres membres du grand Maghreb, qui, selon Alger, comprend « les trois pays d'Afrique du Nord, plus la Libye, la Mauritanie et, demain, l'Etat sahraoui ». La visite du commandant

Jalloud, numéro deux libyen, à Alger le 27 mars, « a été positive dans la mesure où elle a permis de clarifier certaines choses en ce qui concerne l'unité arabe », dit-on à Alger. En fait, Alger et Tripoli n'ont pas les mêmes vues sur la façon d'y parvenir, ni les délais nécessaires. Mais cette visite, à la demande de la Libye, a permis de détendre au moins momentanément l'atmosphère. Est-il possible que le président Chadli se rende au Maroc pour le sommet arabe préparé par Rabat ? « Les tractations sur les lieux et ordre du jour se poursuivent », dit-on à Alger ; si l'O.L.P. est d'accord, nous irons à ce sommet quel qu'en soit le lieu », ajoute-t-on, sans préciser le niveau de la représentation.

Peut-on déduire d'un mutuel changement d'attitude que le drapeau marocain flottera bientôt sur l'ancienne ambassade à Alger, où réside toujours le chargé d'affaires sous couvert tunisien ? Pour que les relations diplomatiques soient rétablies, il faudrait « au moins un début de solution politique au problème du Sahara occidental », dit-on à Alger. L'acceptation par le Maroc des décisions du comité de mise en œuvre pour le référendum au Sahara occidental, préconisé par le sommet panafricain de Nairobi, est considérée comme « une évolution positive que l'Algérie se doit d'encourager ».

L'Algérie, qui tient l'accord de Madrid du 14 avril 1975 comme nul et non avenu et l'avait signifié à l'époque au secrétaire général des Nations unies estime que « l'Espagne demeure responsable de la situation au Sahara occidental et a toujours un rôle à jouer pour parachever le processus de décolonisation ». Des fichiers d'état civil espagnols devraient servir pour le référendum, dit-on à Alger, mais les réfugiés et leurs enfants âgés maintenant de dix-huit ans devraient aussi faire partie des votants.

De source marocaine, on considère au contraire que les réfugiés de la région de Tindouf ne peuvent représenter qu'une « minorité » parmi les « cent vingt mille personnes maximum » qui devraient avoir droit de vote. Alors que se pose la question des modalités du cessez-le-feu préalable, on dénie toute représentativité au Polisario et à la « République sahraouie ». On s'étonne que l'O.U.A. ait admis celle-ci, en préjugant ainsi de la réponse au référendum qu'elle avait elle-même préconisé. L'Algérie continuant à considérer la Polisario comme le seul représentant légitime du peuple sahraoui et a proposé ses « bons offices » entre les deux parties, il y a, au moins en apparence, dialogue de sourds sur ce point.

Quoi qu'il en soit, Rabat et Alger se déclarent d'accord sur le principe du référendum d'autodétermination. Le choix étant simplement entre l'indépendance et l'intégration au Maroc, les spéculations sur des compromis, telles la partition ou des formules confédérales, sont actuellement sans objet.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

La libre circulation est rétablie entre l'Algérie et le Maroc

LE MONDE
10/11 AVRIL 1973

Trois mois après l'« accident » dont le général Dlimi a été victime le 25 janvier dernier, la question se pose toujours de savoir pourquoi le numéro 2 du régime marocain aurait été éliminé. Aussitôt après sa mort, deux hypothèses ont été formulées. Selon la première, le général Dlimi voulait négocier de sa propre initiative avec les Algériens la fin de la guerre du Sahara occidental. Selon la seconde, le commandant de la zone Sud se serait opposé à toute concession à l'égard de l'Algérie et à tout rapprochement avec elle aussi longtemps que le Front Polisario continuerait de bénéficier de son appui.

La rencontre, le 26 février dernier, dans le village frontalier algérien Akid-Loutfi, du roi Hassan II et du président Chadli Bendjedid, paraît plutôt donner raison aux tenants de la seconde hypothèse. Aussi bien d'autres arguments plaident en sa faveur. Le général Dlimi n'était-il pas devenu, au fil des années, le grand chef de guerre qui pouvait se vanter d'avoir retourné en faveur de son pays, depuis février 1980, le sort des armes dans la seconde guerre des sables qui se déroule au Sahara occidental depuis 1975 ? Ne pouvait-il croire la victoire à portée de la main depuis la construction à partir de 1981 du fameux « mur », c'est-à-dire de la ligne de défense établie autour du Sahara utile et comprenant, outre les villes d'El-Ayoun et de Smara, les gisements de phosphate de Bou-Craa ? Dans ces conditions, le rapprochement spectaculaire avec l'Algérie projeté par le roi Hassan II ne prenait-il pas pour le général Dlimi et pour beaucoup de ses officiers, qui, selon l'expression couramment employée à Rabat, « bouffent du sable depuis cinq ans », l'apparence d'une amnistie prématurée, voire d'une trahison ?

Organiser un référendum

Disposant de pouvoirs exorbitants qui n'étaient pas sans rappeler ceux du général Oufkir, dont il avait été le bras droit (il était non seulement commandant de la zone Sud, mais aussi premier des aides de camp du roi, c'est-à-dire chef de la maison militaire de Hassan II et chef des services de renseignement), le général Dlimi pouvait apparaître comme un obstacle aux desseins du roi.

Le souverain avait d'ailleurs déjà montré au cours de l'été 1981 aux dépens de l'opposition socialiste qu'il ne supportait pas de critiques contre les décisions qu'il prenait dans l'affaire du Sahara occidental. Il avait alors brutalement arrêté cinq principaux dirigeants de l'U.S.F.P., dont son secrétaire général, M. Abderrahim Bouabib, coupables d'avoir publié un communiqué critiquant la décision prise par le roi, à la conférence de l'Organisation africaine de Nairobi de juin 1981, d'accepter le principe d'un référendum dans les provinces sahariennes selon certaines modalités. Mais le communiqué socialiste avait taxé le roi de « naïveté ».

Maroc

APRÈS LA MORT DU GÉNÉRAL DLIMI

La rencontre de février entre le roi Hassan II et le président Chadli n'a pas modifié la politique de Rabat au Sahara occidental

Bien que le souverain ait gracié M. Bouabib et ses compagnons au début de 1982 et que l'opposition socialiste ait donné, de son côté, des gages de sa fidélité en décidant de faire revenir au Parlement les quelque quinze députés qui l'avaient quitté l'année précédente, l'U.S.F.P. attend toujours la réapparition de sa presse et la libération de ses détenus politiques. L'opposition socialiste est le seul grand parti qui n'ait pu tenir de congrès avant les élections législatives, qui ont été reportées après le ramadan, qui commence, cette année, le 12 juin. Dans ces conditions, la décision annoncée le 8 mai par le bureau exécutif de l'U.S.F.P. de participer aux élections n'a pas été acquise sans creuser encore les divisions à l'intérieur de l'opposition socialiste. Là aussi, le roi a marqué un point.

Est-ce à dire que le roi Hassan II, après avoir muselé l'opposition socialiste et rétabli une autorité sans partage sur l'armée, ait l'intention, pour faire la paix avec son voisin al-

gérien et se débarrasser du fardeau de la guerre du Sahara, de céder sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le rattachement au Maroc des deux provinces sahariennes d'El-Ayoun et de Dakhla (ancien Rio-de-Oro, occupé par l'armée marocaine en 1979) ? Absolument rien ne permet de l'affirmer. Officiellement, la position du Maroc à l'égard du Sahara est inchangée. Avant comme après, la rencontre d'Akid-Loutfi, le roi Hassan II s'affirme toujours disposé à organiser un référendum dans les provinces sahariennes, ni plus ni moins.

Bien que la situation économique et sociale du Maroc soit particulièrement difficile, le souverain ne manque pas, au demeurant, d'atouts dans son jeu. D'abord sur le plan militaire, où, depuis l'attaque de Smara au début de l'été de 1982, le silence des armes paraît être revenu au Sahara, témoignant à tout le moins de l'impuissance du Front Polisario à entreprendre même de nouveaux raids en profondeur du style de celui de Guelta-Zemmour à la fin de 1981.

Ensuite, sur le plan diplomatique, où le Maroc a réussi à faire échouer la réunion annuelle du sommet de l'O.U.A. Même la rencontre du 26 février entre le roi Hassan II et le président Chadli peut apparaître comme un nouveau succès pour le Maroc, qui a toujours présenté le conflit du Sahara occidental comme un affrontement entre l'Algérie et le Maroc par Front Polisario interposé. L'embarras manifesté par le Polisario après l'entrevue de Akid-Loutfi, laquelle fut annoncée d'abord à Rabat, confirme beaucoup d'observateurs dans leur conviction que le roi Hassan II a marqué là aussi un point sur le Front Polisario qu'il a toujours refusé de reconnaître et avec lequel il a toujours refusé de négocier directement, comme l'Algérie le demandait et continue de le demander.

Le roi Hassan II s'en tient donc toujours à sa décision du 1^{er} juin 1981 consistant à accepter la tenue d'un référendum dans les deux provinces sahariennes, mais à titre « confirmatif ». Ni l'armée ni l'administration marocaine ne quitteraient ces provinces pendant les opérations de référendum. Dans ces conditions, on admet généralement à Rabat que le risque couru par le roi est minime, même si tout ou partie des Sahraouis rassemblés dans les camps autour de Tindouf étaient admis à y participer.

Certes, du côté marocain on éprouve toujours la nostalgie du Grand Maghreb, dont les trois peuples tunisien, algérien et marocain seraient les piliers. En témoigne encore la rencontre, le 27 avril dernier à Tanger, à l'invitation des Marocains, des représentants des trois partis présents lors de la réunion d'avril 1958, à savoir l'Istiqlal pour le Maroc, le F.L.N. pour l'Algérie et le parti socialiste destourien pour la Tunisie. Mais rien ne permet pour le moment du moins de déceler le moindre changement dans la position de Rabat sur le Sahara occidental. Les craintes de l'opposition socialiste ou des militaires marocains se sont révélées jusqu'ici vaines. Mais les critiques de la première et l'agitation des seconds n'en ont pas moins valeur d'avertissement. Il n'y a guère de doute que, si d'aventure le roi Hassan II paraissait remettre en question le rattachement des provinces sahariennes au Maroc, il risquerait son trône.

ROLAND DELCOUR.

Sahara : l'Algérie en quête d'une « solution maghrébine »

*Une rencontre secrète a récemment eu lieu
entre le Front Polisario et l'Etat marocain*

Une rencontre à un haut niveau a récemment mis en présence des représentants du Front Polisario et de l'Etat marocain. Cette rencontre, tenue secrète jusqu'à présent, ne paraît pourtant pas devoir déboucher rapidement sur une négociation en bonne et due forme à la veille des festivités que le Polisario organise ce week-end dans la région de Tindouf.

LA nouvelle, qui nous a été confirmée de plusieurs sources officielles, pourrait ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire déjà longue et tourmentée des tentatives pour mettre un terme à cette interminable guerre des sables. Ce contact direct — qui s'est déroulé en l'absence de tout intermédiaire — serait le premier depuis la série de rencontres secrètes qui, en 1979, n'avait conduit à aucun résultat.

Il y a moins de trois mois, la rencontre au sommet entre le président algérien Chadli et le roi du Maroc Hassan II, avait spectaculairement illustré le désir des deux pays de reprendre langue. Préparé au cours d'entrevues directes, l'automne dernier à Paris, entre le chef de la diplomatie

algérienne Taleb Ibrahim et deux proches conseillers du roi du Maroc — A. Guedira et le colonel Dlimi — le sommet du 26 février avait convenu d'une normalisation progressive des relations entre les deux pays.

On a, depuis, avancé à pas très lents mais on avancé. Les frontières se sont entrouvertes. Des délégations officielles se sont mutuellement rendu visite. Quelques projets de coopération s'ébauchent. Et on s'apprête à échanger des ambassadeurs. Le Maroc a déjà pratiquement choisi le sien : Ahmed Ben Souda, un proche du roi.

L'ampleur des méfiances accumulées comme le désir de ne pas perdre la face, expliquent cette lenteur des deux pays « frères » à restaurer des relations normales. Mais sur-

tout, aucune détente sérieuse ne peut voir le jour, en l'absence de progrès sur la question sahraouie, cœur du conflit entre les deux pays.

Du Sahara occidental, il n'avait pas été officiellement question lors du sommet Chadli-Hassan. Les Algériens — soucieux de ne pas paraître lâcher leurs alliés sahraouis — tenaient beaucoup à ce formalisme.

On en avait en fait beaucoup parlé. Hassan II avait expliqué à Chadli qu'il jugeait désormais sans avenir la voie ouverte dans le cadre de l'OUA (un référendum d'autodétermination) et qu'il vaudrait mieux organiser une rencontre entre Polisario et sahraouis promarocains pour mettre sur pied une « entité sahraouie » qui conserverait « seulement le drapeau et le timbre marocain ». Il avait suggéré que s'établissent ainsi deux niveaux de négociations, l'un entre l'Algérie et le Maroc, l'autre entre sahraouis. Ce faisant, Hassan II esquissait une ligne de con-

doute élaborée quelques jours plus tôt à Rabat avec quelques personnalités marocaines présentes pour jouer un rôle dans ces futures négociations.

Chadli aurait répondu au roi qu'il lui semblait impossible d'évacuer l'idée d'un Etat sahraoui indépendant. Pourquoi ne pas plutôt chercher une « solution dans un cadre maghrébin » qui permettrait à chacun de sauver la face, avait-il lancé, avant d'ajouter que l'Algérie était prête à des concessions économiques et politiques dans un tel cadre. Et il avait parlé de faire transiter un gazoduc Algérie-Europe via le Maroc, d'exporter le fer algérien par des ports marocains, d'exploiter en commun les phosphates de Bou Craa, etc.

Depuis le 26 février, l'Algérie ne manque pas une occasion d'exalter les vertus du « Grand Maghreb arabe ». Renfort de poids, le tunisien Bourguiba — en signant le mois dernier d'importants accords avec l'Algérie — a fait savoir qu'il était disposé à cautionner la tentative.

Dans ce contexte, la rencontre secrète entre le Polisario et des représentants marocains, prend le sens d'un geste de bonne volonté d'Hassan II alors que les positions des deux parties paraissent encore éloignées.

Certes, depuis la fin 1981, les combats ont pratiquement cessé au Sahara occidental. L'armée marocaine, retranchée derrière « le mur » qui protège le « pays utile », a pratiquement abandonné le désert aux colonnes du Polisario qui, de leur côté, se sont gardées de toute opération importante contre un mur qui bénéficie d'une impressionnante protection électronique d'origine américaine.

Mais fort de ses 15 000 hommes bien équipés, qui parcourent le désert sans relâche faute

de pouvoir se fixer en des lieux que l'aviation marocaine pourrait prendre pour cible, le Polisario maintient intégralement son exigence d'indépendance. Lors de son dernier congrès, au début de l'année, le Polisario a écarté de sa direction le courant traditionnellement favorable à une solution « maghrébine » incluant la Mauritanie. Les militaires, dirigés par Mohamed Abdelaziz, aujourd'hui secrétaire général du Front et président de la RASD, et son ministre de la Défense, disposent d'une importante majorité. Ils continuent à recevoir une aide logistique et militaire importante de l'Algérie et de la Libye.

Il est clair pourtant que l'Algérie de Chadli — aux prises avec une réorganisation de son économie délabrée — estime que le temps de la négociation est venue et qu'une négociation implique des concessions de part et d'autre. Le durcissement qu'entretient dans le pays l'état de guerre larvée aux frontières sahariennes fait obstacle au lent processus d'ouverture économique entrepris par Chadli. Une « restructuration » (le mot « ouverture » est banni, il évoque par trop l'« *infitah* » égyptienne), qui est aujourd'hui la priorité des priorités en Algérie. Elle domine la préparation du prochain congrès du parti FLN, prévu l'hiver prochain.

Officiellement, il n'est pas question de toucher au « socialisme » et à la « Charte nationale », mais toutes les mesures prises ces derniers mois vont dans le même sens. Le démantèlement des puissantes sociétés nationales, qui ont dominé l'industrialisation de l'Algérie pendant quinze ans, est pratiquement achevé. Un peu moins de cent sociétés nationales ont été redécoupées en 330 entreprises de taille plus modeste. La toute-puissante

Sonatrach a éclaté en treize sociétés différentes, et l'installation de plusieurs de ces sociétés à l'intérieur du pays — et non sur la bande côtière surpeuplée — a commencé. L'épuration a frappé vivement à la tête de ces féodalités industrielles. Plusieurs anciens directeurs sont en prison. D'autres sont partis précipitamment à l'étranger. L'arrestation de Mohamed Zeggr, la condamnation récente de l'ancien ministre Bouteflika, suggèrent l'ampleur d'une épuration qui a également touché de nombreux responsables du parti et des organisations de masse. Boumediene est bien mort. Chadli est bien président.

L'accent est désormais mis sur les petites et moyennes entreprises privées. On a ré-autorisé certains producteurs agricoles à commercialiser librement leurs produits. On a accepté que s'ouvrent certaines brèches dans le monopole étatique du commerce extérieur. Ces « adaptations » d'un monopole fondamental vont se multiplier, assurent les responsables de la planification.

La partie la plus difficile reste à entreprendre : la rénovation d'une agriculture quasiment sinistrée, épuisée après les lois sur la « révolution agraire » de Boumediene. Les subventions alimentaires grâce auxquelles le gouvernement maintient des prix relativement bas sur les marchés urbains, pèsent en effet d'un poids croissant sur le budget de l'Etat : 2 milliards de dinars en 1982, soit une hausse de 80 % en trois ans. 20 % des importations algériennes sont actuellement des produits alimentaires. Chadli, qui paraît mieux assuré de son pouvoir qu'il ne l'était il y a un ou deux ans, entend visiblement — sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur — poursuivre une politique d'apaisement.

Jean-Louis Péninou

LE MATIN du 19 Mai 1983

Le conflit saharien

LE FRONT POLISARIO A FAIT DÉFILER HUIT MILLE COMBATTANTS ET DES BLINDÉS LÉGERS POUR SON DIXIÈME ANNIVERSAIRE

Région de Tindouf (A.F.P.). — Le Front Polisario, à l'occasion de son dixième anniversaire, a voulu montrer tant sa capacité militaire dans la perspective d'un prolongement du conflit avec le Maroc que son aptitude, pour le cas où la paix serait proche, à encadrer la population sahraouie.

Devant les représentants d'une centaine de pays, de partis politiques et d'organisations humanitaires, le Front a marqué cet anniversaire les 20 et 21 mai par un défilé militaire de huit mille hommes suivi d'une marche populaire où dominaient les moins de quinze ans.

Le défilé a duré six heures, mais l'accent n'a pas été mis, comme les années précédentes, sur les armes sophistiquées du Polisario, encore que pour la première fois des blindés légers de fabrication brésilienne livrés par la Libye ont fait leur apparition.

Les observateurs ont été frappés par le nombre considérable de jeunes combattants qui défilaient en unités féminines, masculines et parfois mixtes.

Clou de la parade : pour la première fois des groupes d'hommes grenouillés, en tenue de plongée, ont été présentés sous l'appellation quelque peu pompeuse d'« unités marines ».

Côté civil, la population est toujours mobilisée par le slogan « *toute la patrie ou le martyr* ». L'organisation des Sahraouis, où la jeunesse est prédominante, vise à lui permettre d'affronter une guerre d'usure, mais aussi à consolider les structures politiques, administratives, sociales et économiques dans la perspective de la paix.

Un des responsables a déclaré que l'objectif est de « *pouvoir transférer, dès l'indépendance, ces structures dans les wilayas (départements) d'origine (Smara, El-Aïoun, Dakhla) actuellement sous contrôle marocain* ».

LE MONDE DU 25/5/83

Vers un sommet maghrébin

« Un sommet des pays du Maghreb aura lieu dans les prochains jours en Algérie », a annoncé mercredi soir 25 mai l'agence officielle Algérie Presse Service. Elle ne précise cependant pas si la rencontre se limitera aux chefs d'État du Maghreb central, le roi Hassan II rejoignant le président Chadli Bendjedid à l'occasion de la visite officielle que le président Bourguiba doit faire à Alger du 29 au 31 mai, ou si elle sera élargie au colonel Kadhafi et au lieutenant-colonel Khouna Ould Haidalla, de Mauritanie.

L'imprécision tient à la poursuite des tractations avec les capitales intéressées et au fait que bien des ambiguïtés demeurent quant à la solution du conflit saharien. En effet, le processus de normalisation engagé entre Rabat et Alger par la rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli, le 26 février, semble quelque peu bloqué. Annonce comme imminent, le rétablissement du trafic aérien entre les deux pays a été retardé. Les Algériens invoquent des raisons techniques, mais ils ont toujours dit que la normalisation aurait lieu par étapes, en fonction des signes de bonne volonté que Rabat fournirait sur le Sahara.

Les Algériens avaient posé deux conditions au tête-à-tête que souhaitait le souverain : qu'il admette le principe de l'autodétermination au Sahara occidental et reconnaisse que le conflit est maroco-sahraoui et non maroco-algérien. En échange de quoi ils proposaient leurs « bons offices » pour faciliter une solution. Ils ont, semble-t-il, obtenu certaines satisfactions. En tout cas, malgré un démenti de M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, des conversations ont eu lieu à Alger, entre Marocains et Sahraouis.

Les Algériens disent également, selon notre correspondant à Alger, « que l'idée d'un Etat sahraoui est plus ou moins acceptée par Hassan II, mais qu'il faut faire preuve d'imagination pour ne pas lui faire perdre la face ». Optimisme de commande ? Le roi s'est-il donné un délai de réflexion pour observer les répercussions sur la population marocaine du thème de l'édification du Grand Maghreb arabe orchestré par Alger et Tunis ? Ou bien espère-t-il, au contraire, comme on le laisse entendre à Rabat, qu'Alger obligera son protégé sahraoui à faire l'essentiel des concessions ? M. Mohamed Yala, ministre algérien de l'Intérieur, qui se rend ce jeudi à Rabat, après être allé à Nouakchott, a pour principale mission de se faire une idée plus précise des intentions du roi.

Les pays maghrébins sont engagés dans une course contre la montre dans la mesure où le dix-neuvième sommet de l'O.U.A. est convoqué pour le 6 juin à Addis-Abeba. Parviendront-ils à débayer suffisamment le terrain d'ici là pour éviter un troisième échec qui serait fatal à l'organisation panafricaine ? En tout cas, le message que le président Reagan vient d'adresser à M. Arap Moï, président en exercice, et dans lequel il estime que les problèmes de l'Afrique doivent « recevoir une solution africaine », constitue, par son ton, un encouragement à sauver l'O.U.A. par des compromis.

Les pays du nord-ouest de l'Afrique, en dépit de leurs divergences, tablent sur la « dynamique maghrébine » et les espoirs qu'elle a soulevés pour surmonter les obstacles encore nombreux. Le principal risque demeure que chacune des parties intéressées ne cherche à utiliser cette dynamique pour faire prévaloir exclusivement sa thèse.

Un sommet maghrébin pourrait se réunir prochainement en Algérie

La visite du président Bourguiba à Alger, du 29 au 31 mai, est précédée d'une intense activité diplomatique et politique destinée à préparer un sommet maghrébin. M. M'Hamed Yala, ministre algérien de l'intérieur, se rend ce jeudi 26 mai au Maroc dans le cadre des négociations sur la circulation des personnes et l'indemnisation des quelque trente-cinq mille Marocains expulsés d'Algérie en 1975, lorsque les forces marocaines ont pénétré au Sahara occidental.

Notre correspondant à Alger nous signale qu'une visite de son homologue marocain avait eu lieu à Alger avec la participation des walis (préfets), à l'exception de celui de Béchar, les Algériens ayant voulu marquer que les problèmes de cette wilaya, où se trouvent les réfugiés sahraouis, ne sont pas de même nature.

D'autre part, M. Slaheddine Baly, ministre tunisien de la défense, a été reçu le mercredi 25 mai par le président Chadli. Quelques jours plus tôt, le ministre libyen des affaires étrangères s'est entretenu avec le roi Hassan II, tandis que M. Cherif Messaadia, responsable du F.L.N. algérien, rencontrait à Tripoli le colonel Kadhafi et que M. M'Hamed Yala remettait au président mauritanien Khouna Ould Haidalla un message du président Chadli.

Alors que les dirigeants de la République arabe sahraouie démocratique affirment avoir été invités au sommet de l'O.U.A. en tant que cinquante et unième membre, le président en exercice a diffusé un message à l'occasion du vingtième anniversaire de l'organisation, faisant état de cinquante membres seulement. A Paris, les ambassadeurs africains ont célébré cet anniversaire en offrant un dîner en l'honneur du président Mitterrand. Le représentant du Front Polisario n'avait pas été invité.

De passage à Paris avant de se rendre à Nairobi puis à Addis-Abeba, M. Brahim Hakim, « ministre sahraoui des affaires étrangères », a confirmé que « plusieurs rencontres ont eu lieu à un niveau très élevé » entre Sahraouis et Marocains. M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, ayant démenti la semaine dernière toute rencontre avec un représentant de la R.A.S.D., M. Hakim a affirmé : « C'est une trahison de la vérité. » Il a indiqué que « le gouvernement de la R.A.S.D. clarifiera incessamment les choses ».

Il a également réaffirmé que la R.A.S.D. participera au dix-neuvième sommet de l'O.U.A. à Addis-Abeba, le 6 juin, et précisé que M. Mohamed Abdelaziz a reçu « en tant que président de la R.A.S.D. une invitation du président éthiopien, M. Mengistu, une communication du secrétaire général de l'O.U.A. et un appel du président en exercice, M. Arap Moi ».

Il s'agit là de la procédure administrative normalement utilisée avec les Etats membres. M. Hakim ne craint-il pas, néanmoins, que sa participation torpille le sommet, comme cela a été le cas à Tripoli ? « *Le quorum sera atteint et le sommet se tiendra* », a-t-il affirmé. A la ques-

tion de savoir si la R.A.S.D. n'envisage pas de faire preuve de « modération » en acceptant une formule de compromis, il a déclaré : « *Pour que l'Afrique nous demande quelque chose il faut qu'elle se réunisse, et se réunisse avec nous.* »

La solution d'un conflit supposant des concessions des belligérants, c'est qu'estime-t-il négociable avec le Maroc, à partir du moment où les dirigeants sahraouis affirment que leur peuple s'est autodéterminé par les armes ? « *La fin de la guerre* », répond-il. Il admet, enfin, que des concessions pourraient être faites en ce qui concerne l'exploitation des phosphates et la pêche, mais dans un cadre maghrébin.

P. B.

LE MONDE DU 27/5/83

Sommet maghrébin à Alger

Les chefs d'Etat de Tunisie, Algérie, Maroc, Libye et Mauritanie devraient se rencontrer dans les prochains jours. Au menu : le Sahara

Un sommet du Maghreb, réunissant vraisemblablement les chefs d'Etat d'Algérie, de Tunisie, Maroc, Libye et Mauritanie, se tiendra dans les tout prochains jours en Algérie, à l'occasion de la visite officielle que le président tunisien Habib Bourguiba effectuera à partir de dimanche à Alger.

De notre correspondant à Alger.

LES Etats du Maghreb paraissent cette fois décidés à sortir de l'impasse du conflit du Sahara occidental qui les piège depuis plus de sept ans. Le président algérien Chadli Bendjedid paraît en voie de réussir une première : réunir à Alger, autour du doyen des chefs d'Etat maghrébins, le président Habib Bourguiba, quatre-vingts ans, les autres dirigeants du « grand Maghreb arabe », vieux rêve du « combattant suprême ».

Officiellement, on ne connaît encore ni le nombre des participants ni la date précise de ce premier sommet maghré-

bin. Tout ce que l'on sait avec certitude, c'est que cette rencontre aura lieu à Alger, à l'occasion d'une visite officielle, quasiment impromptue, du chef de l'Etat tunisien en Algérie à partir dimanche prochain. On sait aussi que le président Chadli a dépêché des émissaires de haut rang à Tunis, à Tripoli, à Nouakchott et à Rabat pour obtenir la présence des chefs d'Etat de ces pays à cette dernière rencontre. Troisième certitude, sauf coup de théâtre de dernière minute, la République arabe sahraouie démocratique — appartenant à la sphère géographique du grand Maghreb,

que le Maroc continue à ignorer — Le serait pas à ce rendez-vous historique. Il est cependant évident que le front Polisario sera plus que présent dans la coulisse et que le conflit du Sahara occidental sera le plat de résistance au menu de ce sommet.

Hassan II, au pied du mur

Dans l'attente d'une confirmation, officielle des participants, l'incertitude continue à planer sur la présence déterminante du roi Hassan II qui, sans aucun doute, sera la vedette de cette « première ».

Dans cette délicate partie d'échecs, dont le considérable enjeu politique et économique est la réalisation du vieux rêve grand-maghrébin, Hassan II semble placé au pied du mur. Pour lui, pratiquer la politique de la « chaise vide » accentuerait son isolement dans le Maghreb, où son seul allié

demeure précisément la Tunisie de Habib Bourguiba. D'un autre côté, il risque, dans cette hypothèse, d'apparaître, par son intransigence, comme le fauteur de trouble dans la région et son opinion publique, très favorable à l'idée du grand Maghreb, aurait du mal à comprendre l'attitude négative de son roi. En revanche, accepter l'invitation de Chadli, qui devait lui être remise hier par Hadj Yala, ministre de l'Intérieur, pourrait l'exposer à de vives pressions de ses pairs maghrébins, décidés à en finir avec cette guerre qui empoisonne l'atmosphère dans la région. Un éventuel échec de ce sommet ne manquerait pas en tout cas de lui être imputé.

La tâche des chefs d'Etat maghrébins sera ardue. Tous sont convaincus de l'urgence de constituer un bloc économique et politique maghrébin capable de peser d'un poids spécifique dans le bassin méditerranéen, face à l'Europe, et

de devenir un partenaire privilégié avec l'Afrique noire tout en constituant un trait d'union entre les deux continents. Or, la réalisation de ce rêve commun reste conditionnée par le règlement du conflit du Sahara occidental, qui, pour l'Algérie, comme pour la Mauritanie et la Libye, n'est pas concevable sans l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Ce dont ne veut pas encore entendre parler le roi Hassan II, plutôt favorable à un référendum qui confirmerait le maintien de la présence marocaine au Sahara occidental.

Ce premier sommet inter-maghrébin, dont le succès pourrait avoir un impact considérable sur l'organisation de l'unité africaine menacée d'écroulement, sera-t-il capable de résoudre la quadrature du cercle à laquelle est confronté le Maghreb ?

Karim Siam

Un sommet maghrébin pourrait se réunir prochainement en Algérie

La visite du président Bourguiba à Alger, du 29 au 31 mai, est précédée d'une intense activité diplomatique et politique destinée à préparer un sommet maghrébin. M. M'Hamed Yala, ministre algérien de l'intérieur, se rend ce jeudi 26 mai au Maroc dans le cadre des négociations sur la circulation des personnes et l'indemnisation des quelque trente-cinq mille Marocains expulsés d'Algérie en 1975, lorsque les forces marocaines ont pénétré au Sahara occidental.

Notre correspondant à Alger nous signale qu'une visite de son homologue marocain avait eu lieu à Alger avec la participation des walis (préfets), à l'exception de celui de Béchar, les Algériens ayant voulu marquer que les problèmes de cette wilaya, où se trouvent les réfugiés sahraouis, ne sont pas de même nature.

D'autre part, M. Slaheddine Baly, ministre tunisien de la défense, a été reçu le mercredi 25 mai par le président Chadli. Quelques jours plus tôt, le ministre libyen des affaires étrangères s'est entretenu avec le roi Hassan II, tandis que M. Cherif Messaadia, responsable du F.L.N. algérien, rencontrait à Tripoli le colonel Kadhafi et que M. M'Hamed Yala remettait au président mauritanien Khouna Ould Haidalla un message du président Chadli.

Alors que les dirigeants de la République arabe sahraouie démocratique affirment avoir été invités au sommet de l'O.U.A. en tant que cinquante et unième membre, le président en exercice a diffusé un message à l'occasion du vingtième anniversaire de l'organisation, faisant état de cinquante membres seulement. A Paris, les ambassadeurs africains ont célébré cet anniversaire en offrant un dîner en l'honneur du président Mitterrand. Le représentant du Front Polisario n'avait pas été invité.

De passage à Paris avant de se rendre à Nairobi puis à Addis-Abeba, M. Brahim Hakim, « ministre sahraoui des affaires étrangères », a confirmé que « plusieurs rencontres ont eu lieu à un niveau très élevé » entre Sahraouis et Marocains. M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, ayant démenti la semaine dernière toute rencontre avec un représentant de la R.A.S.D., M. Hakim a affirmé : « C'est une trahison de la vérité. » Il a indiqué que « le gouvernement de la R.A.S.D. clarifiera incessamment les choses ».

Il a également réaffirmé que la R.A.S.D. participera au dix-neuvième sommet de l'O.U.A. à Addis-Abeba, le 6 juin, et précisé que M. Mohamed Abdelaziz a reçu « en tant que président de la R.A.S.D. une invitation du président éthiopien, M. Mengistu, une communication du secrétaire général de l'O.U.A. et un appel du président en exercice, M. Arap Moi ».

Il s'agit là de la procédure administrative normalement utilisée avec les Etats membres. M. Hakim ne craint-il pas, néanmoins, que sa participation torpille le sommet, comme cela a été le cas à Tripoli ? « Le quorum sera atteint et le sommet se tiendra », a-t-il affirmé. A la ques-

tion de savoir si la R.A.S.D. n'envisage pas de faire preuve de « modération » en acceptant une formule de compromis, il a déclaré : « Pour que l'Afrique nous demande quelque chose il faut qu'elle se réunisse, et se réunisse avec nous. »

La solution d'un conflit supposant des concessions des belligérants, c'est qu'estime-t-il négociable avec le Maroc, à partir du moment où les dirigeants sahraouis affirment que leur peuple s'est autodéterminé par les armes ? « La fin de la guerre », répond-il. Il admet, enfin, que des concessions pourraient être faites en ce qui concerne l'exploitation des phosphates et la pêche, mais dans un cadre maghrébin.

P. B.

LE MONDE DU 27/5/83

Algérie

LA VISITE DES PRÉSIDENTS BOURGUIBA ET OULD HAIDALLA

Alger se garde de dramatiser l'absence de Hassan-II

De notre correspondant

Alger. — Le président Bourguiba regagne Tunis, le mardi 31 mai, au terme d'une visite officielle de trois jours en Algérie. L'événement un moment attendu n'a pas eu lieu. Le roi Hassan II n'est pas venu à Alger pour sceller une réconciliation à l'ordre du jour depuis sa rencontre avec le président algérien, le 26 février. Le pouvait-il sans prendre le risque de voir arriver aussi les dirigeants de la R.A.S.D. avec lesquels, officiellement, il refuse toujours tout dialogue ?

La présence du président de la Mauritanie, le lieutenant-colonel Ould Haidalla, a permis de donner aux dernières heures de la visite du président tunisien un air de fête de famille maghrébine. On se garde de dramatiser l'absence du roi. Il n'y a pas eu de refus désobligeant de sa part, laisse-t-on entendre, puisque « aucune invitation formelle n'avait été envoyée ».

Simplement, on déclare de source officielle : « Certains frères — ne nous demandez pas lesquels — avaient suggéré de profiter de l'occasion de la présence du président Bourguiba pour se rencontrer. Nous avons alors dit que ceux qui voudraient se joindre aux deux présidents seraient les bienvenus. »

On poursuit de même source que la visite du président Bourguiba et l'intense activité diplomatique qui l'a précédée n'ont pas été inutiles : « Nous avons informé tous les frères et voisins de ce que nous avons entendu exprimer par les Marocains. Nous leur avons dit ensuite ce que nous pensons et ce que nous voulons. Nous avons fait le maxi-

mum pour aider à l'accouchement d'une solution. Maintenant il y a un travail complémentaire à poursuivre à l'O.U.A. Une action ne peut remplacer l'autre. »

Le sens des propos tenus lundi soir dans les milieux officiels algériens est que l'absence du roi Hassan II n'est pas, en soi, un élément permettant de se faire une opinion définitive sur l'évolution probable du problème saharien, mais qu'on sera fixé après le sommet de l'O.U.A. L'Algérie attend de voir l'attitude du Maroc et de ses partisans à l'occasion de ce sommet ou des tractations qui précèdent la date prévue de son ouverture. Tout porte à croire que si la conduite de Rabat était inacceptable de son point de vue, elle en tirerait rapidement des conséquences.

JEAN DE LA GUÉNIÈRE.

● *Occupation de l'ambassade de France.* — Environ trois cents coopérants ont occupé, lundi 30 mai, le parc de l'ambassade de France à Alger. Pour éviter l'occupation des locaux, les portes de la chancellerie et des différentes missions ont été fermées et aucun service n'a fonctionné. Le mouvement paraît susceptible de se poursuivre. Les manifestants demandent une indemnité de perte de change plus importante que celle qui leur a été proposée. IL s'agit d'enseignants travaillant dans les établissements algériens et adhérant à la section de la Fédération de l'éducation nationale en Algérie. — (Corresp.)

LE MONDE DU 1/6/83

Le retrait des Sahraouis a permis l'ouverture du dix-neuvième sommet de l'O.U.A.

Addis-Abeba. — « Cette réunion est une victoire de l'Afrique », s'exclama le président kenyan, M. Daniel Arap Moi, en ouvrant solennellement, mercredi 8 juin, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine. Le mot, assurément, n'était pas trop fort. Une victoire sur elle-même, en tout cas, et d'autant plus savourée qu'elle fut tardive. L'O.U.A. venait de surmonter la plus grave crise de son histoire, en se ressaisissant à l'instant critique.

L'ambiance était pourtant morose depuis la veille. On ne donnait pas cher du dix-neuvième sommet, et le dernier né des comités de l'O.U.A., chargé d'établir des contacts entre les deux blocs séparés par le problème sahraoui semblait hériter d'une mission impossible. Le « groupe des vingt-deux » (le Maroc et ses partisans) avait choisi d'attendre de pied ferme à l'hôtel Ghion, résidence des chefs de délégation, l'heure fixée pour l'ouverture officielle du sommet. « Nous voulions faire bloc », explique un diplomate marocain.

Cette volonté collective de ne pas céder a-t-elle impressionné l'autre camp ? La perspective d'un nouvel échec, faute de quorum, a-t-elle contraint les amis de la R.A.S.D. au compromis ? Toujours est-il que la conciliation et la sagesse ont, en fin de compte, prévalu. Au milieu de l'après-midi, le secrétaire général de l'O.U.A., M. Eden Kodjo, venait annoncer aux « vingt-deux » que la R.A.S.D. avait cédé.

Un peu plus tard, l'arrivée du « chef de la diplomatie sahraouie », M. Ibrahim Hakim, dans le hall du palais de l'O.U.A. dissipait le brouhaha ambiant. L'air grave, il faisait aux quelque quatre cents journalistes présents la déclaration suivante : « Nous venons de tenir une réunion avec le président en exercice de l'O.U.A. [M. Arap Moi] et avec le comité qui l'entoure. Après consultations, la R.A.S.D., soucieuse de l'intérêt de l'Afrique et conformément à notre volonté de contribuer au renforcement de l'unité africaine, menacée par l'expansionnisme marocain soutenu par les Etats-Unis d'Amérique, la R.A.S.D., en tant qu'Etat membre de l'O.U.A., a décidé volontairement et temporairement de ne pas participer au dix-neuvième sommet de l'O.U.A. ».

Cette concession n'était pas nouvelle. Les Sahraouis l'avaient déjà faite en novembre 1982, avant le deuxième sommet avorté de Tripoli. Mais elle s'était vite révélée inutile face à l'intransigeance d'un colonel Kadhafi qui ne voulait à aucun prix, voir siéger, au nom du Tchad, son ennemi juré, M. Hissène Habré. Un mois plus tard, les Sahraouis avaient dénoncé leur engagement antérieur, et assuré qu'ils siègeraient désormais de plein droit dans toutes les réunions de l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Il leur a donc fallu plier une nouvelle fois. Quelques minutes après la déclaration de M. Hakim, les employés du protocole faisaient lestement disparaître de la salle de conférences le drapeau de la R.A.S.D., apparu pour la première fois dans la même salle quinze mois plus tôt. Le dix-neuvième sommet pouvait s'ouvrir dans ce « retour à la légalité » souhaitée par les amis du Maroc.

Mais les chefs de délégation se réunirent encore pendant une heure et demie afin de choisir par consensus le nouveau président en exercice de l'O.U.A. On pariait beaucoup sur M. Nyerere, le Tanzanien, Mais le choix se porta tout simplement sur le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien et hôte du sommet. C'était un camouflet pour le colonel Kadhafi. Désigné comme futur président en exercice par le sommet de Nairobi en juillet 1981 lors du débat à huis clos, le président Chadli Bendjedji a émis des réserves devant cet irrespect des engagements pris. Il s'agit, selon lui, d'un « précédent dangereux ».

Satisfaction à Rabat

Il n'était pas étonnant dans ces conditions qu'à l'heure où l'Afrique, soulagée, se rassemblait avec deux jours de retard, un fauteuil demeurât délibérément vide, celui du dirigeant libyen. En refusant de se joindre à la fête, le colonel Kadhafi, conséquent avec lui-même, mettait en pratique le slogan qu'aimait à marteler ses gardes du corps : « Quitte à mettre le monde entier contre nous, nous ne marchanderons pas nos principes. » Les dirigeants de Tripoli ne répétaient-ils pas à l'envi, depuis dimanche, que « les autres » devaient accepter la présence des Sahraouis puisque la Libye ne refusait plus de siéger aux côtés du délégué d'Hissène Habré ? Mais le marchandage Tchad-Sahara n'a pas eu lieu.

L'O.U.A. a préféré « sublimer » la défaite diplomatique des Sahraouis et des Libyens en une « victoire collective » du continent jetée à la face d'un monde extérieur qui augurait du pire. « Nous avons imposé silence à nos détracteurs », lançait le président Mengistu. Et son homologue ougandais, M. Milton Obote, renchérisait aussitôt : « Nous avons fait honte à tous les ennemis de l'Afrique, qui prédisaient que ce jour serait celui de la dislocation de l'O.U.A. ».

Plusieurs éléments expliquent que le réflexe unitaire l'ait finalement emporté sur les intérêts de la R.A.S.D., fussent-ils tenus pour légitimes par beaucoup. Loin de s'effriter, le « tiers bloquant » favorable au Maroc avait rallié deux nouveaux pays, le Togo et la Sierra-Leone, qui, tout en ayant reconnu la R.A.S.D.,

contestaient la procédure de son admission à l'O.U.A. Les « jusqu'aboutistes », partisans de casser l'O.U.A. au nom de la clarté idéologique, ne formaient qu'une petite minorité parmi les cinquante Etats du continent. La « dynamique maghrébine » enclenchée par la rencontre Chadli-Hassan II, fin février, a fait naître un timide espoir de règlement à terme de la crise saharienne. Tout cela a joué en faveur des partisans de la conciliation.

« Il faut respecter la jurisprudence de l'O.U.A. », nous disait M. Kamanda Wa Kamanda, ministre zairois des affaires étrangères. *Aucun Etat n'est entré à l'O.U.A. de la même façon que les Sahraouis. On doit appliquer les résolutions de Nairobi sur un cessez-le-feu et un référendum d'autodétermination, car ce sont les seules qui ont été approuvées à l'unanimité par les chefs d'Etat. Ou bien la R.A.S.D. existe, et tout référendum est inutile. Ou bien un référendum est souhaitable, et nul ne peut préjuger son résultat. Si le Polisario ne veut plus de cette consultation, qu'il le dise clairement.*

La délégation marocaine arbore une satisfaction sans nuances. Rabat a-t-il offert quelque concession en contrepartie du geste sahraoui ? Les Marocains jurent leurs grands dieux qu'il n'en est rien. Selon d'autres sources, le régime d'Hassan II serait disposé à reconnaître pour la première fois que le conflit oppose seulement le Maroc aux Sahraouis et que l'Algérie n'y est pas partie prenante.

J.-P. LANGELLIER.

LE MONDE
10 JUN 83

La RASD rinde homenaje a Gadafi por haber abandonado la reunión

Suspendidos los debates sobre el Sáhara en la 'cumbre' africana de Addis Abeba

MANUEL OSTOS, Argel

El conflicto del Sáhara occidental suscitó ayer ásperos debates en la reunión de ayer de la 19ª cumbre de la Organización para la Unidad Africana (OUA), hasta el punto que los asistentes a la misma decidieron suspender las discusiones sobre este espinoso tema. Los jefes de Estado y de Gobierno han encargado a un comité integrado por Mauritania, Etiopía y Senegal para que traten de elaborar un proyecto de resolución que incluya las diferentes posturas encontradas.

La cumbre sigue celebrándose en la capital etíope con la ausencia de Libia y la República Saharaui. La OUA mantiene su determinación de organizar un referéndum en el territorio saharauí, una vez decidido un alto el fuego entre los contendientes. Partidarios y detractores del Polisario siguen enzarzados a propósito de los términos de una resolución en la que los primeros desean se mencione expresamente la necesidad de llevar a cabo negociaciones directas entre marroquíes y saharauis.

El informe presentado por el secretario general de la OUA, Edem Keyo, quien termina con esta *cumbre* su mandato, no satisface al grupo minoritario que acudieron Marruecos y Guinea, por mencionar a la RASD y justificar su entrada en la organización a través de una decisión administrativa. Frente a ese grupo, la mayoría de los países que reconocen al Polisario, a través del presidente de Mauritania, Juna Uld Jaidalla, ha pedido a Marruecos que negocie con los saharauis los términos del alto el fuego y la preparación del referéndum.

Jaidalla, tras encomiar la retirada de la RASD de esta *cumbre*, pidió que ese "sacrificio" se viera compensado por medio de garantías "claras y completas" sobre una solución justa y duradera del conflicto. Tales garantías, según el presidente mauritano, tendrían que ser la negociación directa marroquí-saharauí. La identificación de los dos beligerantes, cosa que

nunca se ha realizado, a pesar de las protestas del Polisario, la retirada de las tropas y administración civil marroquíes del territorio disputado y la organización de un referéndum regular y libre.

El presidente mauritano expuso prácticamente la totalidad de los argumentos que ha esgrimido la RASD para aceptar el cese de las hostilidades y participar al referéndum. "El Polisario, agregó Jaidalla, "no se opondrá a esta consulta electoral si considera que puede celebrarse regularmente".

Rechazo marroquí

Marruecos, a través de su ministro de Exteriores, Mohamed Bucetta, ha rechazado la posibilidad de negociar públicamente con la RASD, a pesar de que los saharauis han revelado el pasado jueves el encuentro secreto que mantuvieron los dos contendientes en abril pasado. El Polisario acusa a Marruecos de no haber manifestado ningún deseo de llegar a un acuerdo honroso en el curso de la reunión citada. Significativamente, los saharauis rindieron ayer un *vibrante homenaje* al coronel Gadafi por haber manifestado su fidelidad a la causa del Polisario, al abandonar la *cumbre* y la propia capital de Etiopía tras la retirada voluntaria y temporal de la RASD. Gadafi llegó ayer a Riad para entrevistarse con el rey Fahd de Arabia Saudí.

El Comité Especial de la OUA sobre el Sáhara occidental, com-



El líder libio, Muammar al Gadafi.

puesto por los presidentes de Mali, Guinea, Kenia, Nigeria, Sierra Leona, Sudán y Tanzania, se verá reactivado, muy posiblemente, al concluir esta *cumbre*, para redefinir los detalles de la organización del referéndum. Esa posibilidad, como la retirada de la RASD, son otros tantos pasos oscilantes de la organización africana en torno a un conflicto que nadie sabe cómo podrá ser solucionado, aunque todos admiten que debe formalizarse un referéndum.

La reunión de Addis Abeba podría desembocar, a lo máximo, en un consenso general sobre el conflicto en la antigua colonia española, ligado a esas garantías que ha preconizado Senegal, aceptado Marruecos y exigido el Polisario. Bucetta afirmó ayer que había recibido instrucciones del rey Hassan II "para aceptar todas las condiciones del Comité Especial de la OUA sobre el Sáhara, creado en Nairobi", declaración que suscitó un interés marcado. El presidente malgache, Didier Ratsiraka, uno de los defensores más acérrimos de la RASD, lanzó un nuevo llamamiento a Rabat para que continúe la negociación iniciada en abril y acepte las condiciones previas los saharauis. "La OUA no debe sobrevivir al precio de la muerte del pueblo saharauí", agregó el presidente de Madagascar.

EL PAIS, Sábado 11 de junio de 1985

Le secrétaire général de l'O.U.A. appelle les Etats africains qui le peuvent à se « lancer dans le nucléaire »

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — L'O.U.A. a ses petites phrases. De cette première vraie journée de travaux du dix-neuvième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, jeudi 9 juin, on en retiendra deux : l'une, clamée de la tribune par M. Edem Kodjo, secrétaire général de l'Organisation, l'autre prononcée dans les jardins de l'hôtel Ghion par M. Mohamed Abdelaziz, président de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.).

« Le devoir des Etats africains qui le peuvent, déclara M. Kodjo, est de se lancer hardiment dans le nucléaire. » L'exhortation était, pour le moins, inédite. « Le temps de la solidarité verbale et des vœux pieux est passé, ajouta-t-il. Il nous faut, dans le cadre de l'O.U.A., créer la communauté africaine de défense, au sein de laquelle sera élaborée une doctrine stratégique commune. Et surtout qu'on ne vienne pas nous parler de dénucléariser l'Afrique alors que l'Afrique du Sud dispose d'un arsenal nucléaire. Contre qui fabrique-t-elle des bombes atomiques ? Contre nous, bien sûr. »

L'appel de M. Kodjo, qui présentait son rapport d'activité après cinq ans passés au secrétariat général, peut surprendre sur un continent dont les dépenses militaires grèvent déjà très lourdement les budgets nationaux. On aimerait savoir aussi quel accueil lui réserveront les Etats de l'océan Indien — membres de l'O.U.A. — qui essaient vainement d'obtenir une démilitarisation de leur région.

L'autre petite phrase concerne le problème plus immédiat du Sahara occidental. Avant l'ouverture, vendredi, du débat sur le conflit saharien, le Polisario a voulu mettre les points sur les « i ». « Deux délégations de la R.A.S.D. et du Maroc, a précisé M. Abdelaziz, se sont rencontrées en mars 1983. Les négociations ainsi engagées portaient sur la recherche d'une solution au conflit qui oppose les deux pays. » La révélation n'était pas tout à fait nouvelle. Il y a quelques semaines, M. Abdelaziz avait déjà, sans autre détail, fait état des contacts entretenus avec le Maroc (le Monde des 21 et 27 mai).

Cette fois, il s'est montré précis, en révélant la composition des deux délégations en présence : du côté sahraoui, le premier ministre, M. Ali Beiba, le responsable des relations extérieures du bureau politique, M. Mohamed Ould Salek, et un membre du comité exécutif, M. Bachir Mustapha Sayad. Du côté marocain, le conseiller du roi, M. Reda Guenda, M. Boucetta, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du parti istiqlal, le ministre de l'intérieur, M. Driss Bâri.

Le chef du Polisario n'a livré ni le lieu ni la date de la rencontre. « à cette occasion, a-t-il dit, nous avons pu constater un manque manifeste de volonté chez la partie marocaine », avant de préciser que « la décision de retrait volontaire et temporaire du dix-neuvième sommet n'avait aucun lien avec ces négociations ». Interrogé peu après, M. Boucetta, chef de la délégation marocaine à Addis-Abeba, opposait un démenti catégorique. Le ministre semblait toutefois légèrement agacé par l'annonce des Sahraouis.

Le colonel Kadhafi grand perdant

Celle-ci n'a pas été faite au hasard. A la veille du débat des chefs d'Etat, elle est un des éléments du jeu diplomatique serré qui s'annonce. Et ce n'est sans doute qu'un début. Alors qu'on lui rapportait le démenti marocain, M. Hakim, ministre sahraoui des affaires étrangères, promettait pour bientôt des « photos » de la rencontre. La nécessité d'établir des négociations directes avec le Maroc est une vieille revendication sahraouie. Elle aurait figuré parmi les garanties présentées par les amis du Maroc avant l'obtention du retrait de la R.A.S.D. du dix-neuvième sommet.

Dans la salle de l'O.U.A., on a aussi parlé jeudi du Tchad et des finances de l'Organisation. Le budget de l'an dernier — 20 millions de dollars — a été adopté provisoirement, bien que avec retard. La conférence n'a pas soulevé le problème, pourtant crucial, des arriérés de paiement.

Le Tchad a donné lieu à quelques vifs échanges. Ainsi, le ministre des affaires étrangères de N'Djemena, M. Idriss Miskine, aurait qualifié le président Beninois, M. Kerekou, de « valet d'une cause coloniale ». Le colonel Kadhafi n'était pas là pour entendre ces amabilités. Il avait quitté Addis-Abeba en grand perdant. Le dix-neuvième sommet se tenait sans lui, sans ses amis sahraouis, mais avec le représentant de son pire ennemi du moment, M. Hissène Habré.

Il était normal que le seul hommage qui lui soit adressé à Addis-Abeba émane de la R.A.S.D. : « Le peuple sahraoui, a déclaré M. Abdelaziz, exprime à notre frère Kadhafi sa reconnaissance et sa gratitude pour sa fidélité à son engagement de ne pas assister à un sommet de l'O.U.A. d'où serait absente la R.A.S.D. Cette décision historique honore les justes causes. » M. Abdelaziz n'a, en revanche, pas soufflé mot de l'Algérie.

J.-P. L.

Un tournant dans la guerre du Sahara

L'O.U.A. appelle le Maroc et le Polisario à une négociation directe

Un tournant important vient d'être pris dans le conflit saharien. Pour la première fois, l'O.U.A. a manifesté, ce samedi matin, au terme du sommet d'Addis-Abeba son unité sur ce problème. Elle appelle le Maroc et le Polisario à négocier directement. Rabat fait des « réserves » mais ne dit pas non.

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — Appel à des négociations directes entre les parties au conflit, organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara dans les six mois à venir : telles sont les deux principales recommandations adop-

tées samedi matin 11 juin par la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine réunis pour leur dix-neuvième sommet à Addis-Abeba.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Un référendum dans les six mois

Il s'agit donc là d'une concession majeure du Maroc apparemment obtenue en contrepartie du retrait temporaire de la R.A.S.D. de l'O.U.A. En révélant jeudi l'existence de négociations secrètes avec le Maroc, menées, selon eux, en mars 1983, les Sahraouis entendaient forcer la main de l'Organisation. Le président sénégalais avait lui-même « reconnu » le Polisario comme l'interlocuteur principal du Maroc en rencontrant, vendredi après-midi, le « numéro un » du Front, M. Mohamed Abdelaziz.

La résolution invite ensuite le comité de mise en œuvre constitué en juin 1981, à Nairobi, « à se réunir dès que possible en collaboration avec les parties au conflit, pour définir les modalités et détails de l'application du cessez-le-feu et de l'organisation du référendum dans les six mois à venir ».

Ce comité de mise en œuvre comprend sept pays : Guinée, Kenya, Mali, Nigéria, Sierra-Leone, Soudan et Tanzanie.

Les autres points de la résolution n'innovent pas. Ils avaient déjà été arrêtés avec ce même comité lors de ses réunions à Nairobi en août 1981 et février 1982 : l'ONU installera, conjointement

avec l'O.U.A., une force de maintien de la paix au Sahara occidental en vue de garantir la paix et la sécurité au cours de l'organisation du déroulement du référendum ; le comité de mise en œuvre prendra, avec la participation de l'O.N.U., toutes les mesures nécessaires à l'exécution correcte de la présente résolution.

L'O.U.A. demande au comité « de faire rapport à sa vingtième conférence au sommet » dont la date reste à fixer « des résultats du référendum en vue de permettre à ce sommet de prendre une décision finale sur tous les aspects de la question du Sahara occidental » (sous-entendu sur l'affaire de l'admission de la R.A.S.D. pour l'instant temporairement gelée).

L'O.U.A. se félicite, d'autre part, de « l'attitude constructive des dirigeants sahraouis » qui ont permis la tenue du dix-neuvième sommet.

Une résolution équilibrée

Le texte adopté ce samedi matin à Addis-Abeba est général. Il n'entre pas dans le détail, comme l'avait fait le comité de mise en œuvre en 1981 et 1982, en abordant notamment les problèmes de l'administration intérimaire et du cantonnement des troupes dans leurs bases. Le comité pourra reprendre ou non à son compte les principes qu'il avait déjà élaborés au sujet des opérations référendaires.

Cette nouvelle résolution, hormis la concession majeure obtenue du Maroc, est relativement équilibrée. Le Polisario y est nommé mais pas le R.A.S.D. En outre, elle ne demande ni le retrait des troupes ni celui de l'administration marocaine. Toutes ces modalités devront être négociées au cours d'une partie diplomatique qui, si elle s'engage vraiment, s'annonce très serrée. M. Ahmed Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, a émis, au cours du débat, certaines « réserves » au sujet de ce texte sans les préciser davantage. Mais il ne l'a pas rejeté.

La résolution de l'O.U.A. sera-t-elle suivie d'effets rapidement ? Il est trop tôt pour le dire. Elle marque en tout cas le franchissement d'une étape cruciale dans la recherche d'un règlement du conflit saharien. Pour la première fois, tous les dirigeants africains reconnaissent le Polisario comme une entité politique. Son adoption est aussi un succès pour le sommet de l'organisation africaine qui, après un faux départ à Addis-Abeba, a atteint un objectif important.

Le sommet devait s'achever dans la journée de samedi avec notamment l'élection d'un nouveau secrétaire général de l'O.U.A. en remplacement de M. Edem Kodjo. Trois candidats sont officiellement en lice : MM. Paul Okumba, conseiller du président du Gabon ; Blondin Beye, ministre malien des affaires étrangères ; Abdoulaye Conteh, chef de la diplomatie de la Sierra-Leone.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Cette double exhortation des dirigeants africains est contenue dans une résolution en neuf points (validée ce samedi, vers 4 heures, heure locale, au terme d'un débat long - sept heures - et ardu, commencé vendredi matin).

Un comité formé de trois pays - Sénégal, Ethiopie et Mauritanie - avait été chargé de préparer un texte acceptable par tous. Le président sénégalais M. Abdou Diouf, a joué un rôle-clé dans l'élaboration de ce document qui a été adopté par consensus sans grand changement par le sommet.

La principale nouveauté concerne à l'évidence la nécessité, pour les deux adversaires, d'ouvrir un dialogue direct. Dans la résolution, « l'O.U.A. exhorte les parties au conflit - le royaume du Maroc et le Front Polisario - à entreprendre des négociations directes afin de parvenir à un cessez-le-feu visant à créer les conditions nécessaires pour un référendum pacifique et juste en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental ».

Les « deux parties au conflit », elles seules, sont donc clairement nommées. Jusqu'à présent, le roi du Maroc avait toujours refusé de négocier directement le cessez-le-feu avec le Polisario car affirmait ne pouvoir le faire « avec » des Etats internationalement reconnus, susceptibles d'encourir des sanctions en cas de violation d'accords ou d'engagements. Selon Hassan II, le cessez-le-feu devait intervenir avec la coopération de l'Algérie et de la Mauritanie qui, « en surveillant les frontières et en empêchant toute infiltration, en favorisant le respect ».

L'O.U.A. n'a pas pu désigner son nouveau secrétaire général

Addis-Abeba. — Après un laborieux départ sans indéniable succès — avec l'adoption de la résolution sur le Sahara occidental, — le neuvième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine s'est achevé, dimanche 12 juin, par une

fausse note. L'O.U.A. n'a pu, en effet, trouver un successeur à son secrétaire général sortant, M. Edem Kodjo. Plusieurs dizaines de tours de scrutin n'ont pas permis de départager les deux candidats restés en lice, M.M. Paul Okumba d'Okwatsague, conseiller du président du Ga-

non, et Alioune Blondin Beye, ministre malien des affaires étrangères. Les scores réalisés par les deux postulants reflétaient à peu près le rapport de forces entre pays dits « progressistes » et « modérés ». Aucun d'eux n'a pu approcher la majorité requise des deux tiers.

De notre envoyé spécial

De guerre lasse, l'O.U.A. s'est donc accommodée d'une solution provisoire en désignant comme secrétaire général par intérim l'un des cinq secrétaires généraux adjoints, M. Peter Onu. Citoyen nigérian, il faisait office, jusqu'à présent, de porte-parole de l'Organisation. Il s'agit bien d'une nomination temporaire car les traditions non écrites de l'O.U.A. veulent que le secrétariat général revienne à une personnalité francophone.

Avant de se séparer, les dirigeants africains ont décidé que le vingtième sommet se tiendrait à Conakry (Guinée) à partir du 25 mai 1984. Il est probable que l'O.U.A. mettra alors fin au principe de la rotation des sommets et que, à partir de 1985, les conférences annuelles se tiendront à Addis-Abeba, quartier général de l'Organisation. L'Éthiopie dispose ainsi d'un délai précieux pour améliorer des infrastructures d'accueil conçues il y a vingt ans pour une O.U.A. qui ne comprenait que trente-deux membres.

Le premier enseignement de ce dix-neuvième sommet concerne le colonel Kadhafi auquel l'O.U.A. aura, en fin de compte, infligé un triple affront en réussissant à se réunir — après deux tentatives infructueuses en Libye — et en le faisant, de surcroît, en présence d'un représentant de M. Hissène Habré et en l'absence de la République arabe sahraouie démocratique. C'en était trop pour le peu commode colonel qui préféra boudier le sommet, quitter à la sauvette la capitale éthiopienne et hâter son pèlerinage d'avant ramadan vers La Mecque.

Un succès pour l'Éthiopie

Le chef de l'Etat libyen n'a jamais paru si isolé en Afrique. Ce nouvel échec vient après plusieurs déconvenues récentes, notamment en Haute-Volta et en Centrafrique. Son refus de siéger à côté de ses pairs dans un pays ami qui, au demeurant, ne croyait guère à sa venue jusqu'au dernier moment, ne contribuera pas à l'essor des relations libyo-éthiopiennes. Malgré l'accord de défense conclu à Addis-Abeba en août 1981 entre la Libye, l'Éthiopie et le Sud-Yémen, les rapports entre Tripoli et Addis-Abeba n'ont jamais été vraiment chaleureux. Cette tiédeur s'explique en partie par la prudence du colonel Mengistu envers un partenaire trop imprévisible et par la persistance, de la part de l'Éthiopie chrétienne, fût-elle aujourd'hui marxiste, de l'ancêtre méfiance envers le monde arabe.

La tenue du dix-neuvième sommet constitue, en revanche, un indéniable succès pour l'Éthiopie révolutionnaire. En acceptant, il y a quelques mois, d'accueillir ses pairs, le colonel Mengistu était décidé à tout faire pour réussir. D'où l'invitation chaleureuse lancée à M. Hissène Habré. D'où, aussi, le rôle actif de l'Éthiopie dans la rédaction d'une résolution saharienne. Nul n'empêchera le colonel Kadhafi de juger, peut-être à bon droit, que le succès éthiopien a été partiellement acquis à ses dépens. Valable sur le plan diplomatique, va-t-il chercher dans les prochains mois une revanche sur un autre terrain, par exemple en intensifiant son intervention au Tchad aux côtés de M. Koukount Oueddei? Ce n'est pas exclu.

Le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Idriss Miskine, espère que « Kadhafi comprendra que, dans ce monde, il faut quand même avoir quelques amis ». « Le Tchad, nous dit-il, souhaite que la Libye amorçe maintenant un dialogue avec lui, comme nous l'avons toujours demandé ».

Le dix-neuvième sommet restera, bien sûr, surtout celui qui aura permis une relance de la négociation sahraouie en invitant à des pourparlers directs entre le Maroc et le Polisario et en restituant l'ensemble du dossier au comité de mise en œuvre

créé à Nairobi en juillet 1981. La tâche de ce comité avait été interrompue, en février 1982, par la décision d'admettre la R.A.S.D. au sein de l'O.U.A.

Une chose est claire : le déblocage du conflit est largement dû à l'évolution intervenue au Maghreb depuis la rencontre entre Hassan II et M. Chadli en février, comme le reconnaît le chef de la diplomatie marocaine, M. Boucetta. Tout se passe au fond comme si Alger et Rabat avaient déblayé la voie devant conduire à un référendum au Sahara occidental mais avaient choisi ensuite d'en laisser le bénéfice politique à l'O.U.A. Sans le rapprochement maghrébin, l'adoption par consensus d'une résolution à Addis-Abeba aurait été beaucoup plus difficile.

En attendant que s'engage une partie diplomatique qui s'annonce très serrée, les deux camps en présence affichent leur contentement. Pour le secrétaire général du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, « le peuple sahraoui vient de remporter une grande victoire à travers le verdict historique rendu par l'Afrique ». Il se déclare prêt « à appliquer immédiatement les décisions adoptées à Addis-Abeba » et demande au Maroc d'« emprunter le chemin de la paix ».

M. Boucetta, lui, se déclare satisfait, sinon « pleinement, du moins pour l'essentiel », dans la mesure où la résolution d'Addis-Abeba reprend celles de Nairobi et où le rôle-clé revient au comité de mise en œuvre dont quatre membres — Guinée, Kenya, Nigéria et Soudan — sur sept n'ont pas reconnu la R.A.S.D. « Le Maroc, nous dit-il, est prêt à prendre tous les chemins qui conduisent à la paix. Il y aura un référendum au Sahara avant six mois si l'autre côté ne soulève pas d'obstacle ».

Le principal bénéficiaire du sommet d'Addis-Abeba est, bien sûr, l'Afrique tout entière. Les partisans de la conciliation l'ont emporté sur ceux de l'affrontement. L'O.U.A. a survécu et peut enfin de compte fêter sans tristesse son vingtième anniversaire. « Maintenant, conclut en souriant à l'issue du sommet M. Archie Mogwe, ministre des affaires étrangères du Botswana, nous pouvons rentrer chez nous heureux et la tête haute ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● M. François Mitterrand a adressé, samedi 11 juin, un message de félicitations au chef de l'Etat éthiopien, le colonel Mengistu, à la suite de son élection à la présidence annuelle de l'O.U.A.

LE MONDE

14 Juin 83

Maroc

Le dirigeant libyen estime que l'organisation d'un référendum sur l'avenir du Sahara « n'a pas de sens »

Le colonel Kadhafi a quitté, dimanche 3 juillet, Rabat à l'issue d'une visite *d'amitié et de travail* de quatre jours au Maroc (le Monde du 1^{er} juillet). Le chef de l'Etat libyen a été salué à son départ par le roi Hassan II avec lequel il avait eu trois entretiens. Dans un message adressé au souverain chérifien au moment où il quittait le Maroc pour regagner la Libye, le colonel Kadhafi a exprimé sa volonté d'œuvrer en faveur d'un *« développement sans limite »* de la coopération entre les deux pays, en vue de *« réaliser l'unité à laquelle les deux peuples aspirent »*.

Le colonel Kadhafi estime, selon des membres de son entourage, qu'il faudrait trouver une *« solution de rechange »* pour résoudre la question du Sahara occidental, qui a occupé la majeure partie des conversations du *« guide »* de la révolution libyenne pendant son séjour au Maroc. En effet, pour le dirigeant libyen, l'organisation du référendum préconisé par l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et accepté par Rabat *« n'a pas de sens »*, car, a-t-il affirmé aux dirigeants des

six grandes formations politiques marocaines qu'il a rencontrés vendredi 1^{er} juillet, *« le Polisario continuera à lutter jusqu'à l'indépendance »*.

L'une des surprises du voyage du colonel a été l'accueil attentif qu'il a réservé, samedi 2 juillet, à Rabat, à une délégation de citoyens marocains originaires du Sahara occidental et ayant des liens de parenté avec des membres du Polisario. Cette délégation comprenait M. Reguibi Khalili, père de M. Mohamed Abdelaziz (*« président de la République sahraoui »*), M. Homad Douihi, père de M. Ali Beiba (*« premier ministre sahraoui »*), M. El-Batal Belal, père d'Ahmed El-Batal (un responsable du Polisario) et M. Mohamed Salem Elleili, oncle de M. Ahmed Mohamed, dit Mohamed Lamine (ancien *« premier ministre sahraoui »*). La délégation, qui considère les membres du Polisario comme des *« égarés »*, a prié le colonel Kadhafi de *« cesser toute aide et tout soutien à ceux-ci, donc elle désapprouve les menées subversives et séparatistes »*. — (A.F.P., A.P.)

LE MONDE 5 JUILLET 1983.

Maroc

Le roi Hassan II invoque la guerre du Sahara pour justifier le plan d'austérité

Rabat (*Reuter*). — Dans un message adressé à la Chambre des représentants réunie en session extraordinaire, le roi Hassan II a imputé mardi 26 juillet la crise économique que connaît le Maroc à une conjoncture de facteurs extérieurs non maîtrisables comme la recession mondiale, la chute des prix du phosphate, la persistance de la sécheresse et la guerre au Sahara occidental.

La Chambre a été convoquée pour débattre d'une loi de finances rectificative prévoyant une réduction des dépenses publiques de 12 %, la suppression de dix-neuf mille postes dans la fonction publique, un accroissement des recettes fiscales et l'imposition d'une taxe sur les vacances des marocains à l'étranger. En revanche, les subventions des produits alimentaires de base sont maintenues.

Parlant de la guerre du Sahara occidental le roi a notamment déclaré :

« A ces graves effets d'un environnement international particulièrement défavorable, il s'en ajoute d'autres — non moins graves — qui sont propres au Maroc. [...] Depuis bientôt sept ans, nous subissons une guerre que nous ne voulons pas, mais que les ennemis de la patrie nous imposent, leur dessein avoué étant la mutilation de notre unité et de notre intégrité territoriale. Les mesures proposées auront un impact et des effets certains sur plusieurs secteurs d'activité de notre pays [...] Nous avons tenu à les équilibrer de façon à ne pas hypothéquer notre développement, à garder intactes toutes nos chances pour un redémarrage de notre croissance économique et atténuer, dans toute la mesure du possible, les disparités sociales ».

LE MONDE, 27 JUILLET 1983.

Le conflit saharien ou « comment s'en débarrasser » ?

*Les négociations entre Rabat et le Polisario sont au point mort.
Le rôle de l'Algérie sera déterminant
pour favoriser la paix ou rallumer la guerre*

Que Hassan II et Chadli Bendjedid veuillent en finir avec le conflit saharien est une évidence. Qu'ils aient grand mal à trouver une solution en est une autre. Rabat ayant proclamé la marocanité des « provinces sahariennes » envahies par les FAR (Forces armées royales) en novembre 1975 et Alger ayant reconnu la République arabe sahraoui démocratique proclamée le 28 février 1976, le successeur de Boumediène et son royal voisin ne peuvent se déjuger du jour au lendemain. Ils le peuvent d'autant moins que leurs positions de départ sont fort éloignées et les obligent à ruser avec leurs « ultras ».

C'est ainsi que Hassan II, aux prises avec les partis politiques, a refusé que ses ministres rencontrent une nouvelle fois les dirigeants sahraouis, au risque de bloquer le processus imaginé par l'O.U.A. en juin dernier. En effet, l'organisation a adopté une résolution qui « exhorte les parties au conflit - le Royaume du Maroc et le Front Polisario - à entreprendre des négociations directes » en vue de parvenir à un cessez-le-feu et à un référendum

par PAUL BALTA

d'autodétermination avant la fin de l'année. En outre, elle a chargé un comité de mise en œuvre de veiller à la bonne application de ce texte. Le comité, qui a les pleins pouvoirs, aurait dû se réunir le 20 juillet mais il n'a pu le faire en raison de la défection des Marocains.

Alger et Rabat doivent, en outre, compter avec les intérêts et les ambitions de leurs voisins et alliés qui interfèrent dans le jeu. D'abord, le Front Polisario qui n'entend nullement être sacrifié sur l'autel du Grand Maghreb et encore moins se saborder. Ensuite, la Mauritanie : maillon faible de la région, elle ne veut pas, selon une expression prêtée à Hassan II que « le Maroc et l'Algérie mangent sur son dos le méchoui de la réconciliation ».

Solidaire des Sahraouis - Maures comme l'ethnie dominante en Mauritanie, - le président Khouna Ould Haidalla préfère qu'un État indépendant s'installe dans les frontières de l'ancienne colonie espagnole, par souci d'équité mais aussi par réa-

lisme : il redoute les appétits des guerriers du Polisario qui seraient privés de leur terre et préfère que la R.A.S.D. serve de « zone tampon » face au puissant voisin du Nord. Il soupçonne, en effet, Rabat de ne pas s'être libéré de ses « démons expansionnistes » et de n'avoir pas définitivement renoncé au rêve d'intégrer Nouakchott dans le « Grand Maroc », cher à feu Allal El Bassi.

Ami du Maroc, le président du Sénégal, M. Abdou Diouf s'affirme de plus en plus comme un grand chef d'État mais il va devoir adapter des mesures impopulaires pour juguler une des plus graves crises économiques qu'ait connue son pays. Aussi préfère-t-il agir dans un environnement pacifié. Moins engagé aux côtés de Hassan II que son prédécesseur, M. Léopold Senghor, il ne cherche pas, contrairement à ce dernier, à soulever les Négro-Africains du sud de la Mauritanie contre les Maures au risque de faire éclater le pays ; en outre, il veut à la fois préserver l'O.U.A. et faire prévaloir une solution négociée dans le conflit saharien.

Le conflit saharien

(Suite de la première page.)

Ce n'est donc pas un hasard s'il a pris sur lui de déplaire à Rabat en recevant à Addis-Abeba, M. Mohamed Abdelaziz, président de la R.A.S.D., et en rédigeant avec ses collègues mauritanien et éthiopien la résolution adoptée par le sommet de l'O.U.A.

La Tunisie, qui bénéficie sur tous les plans de sa réconciliation avec l'Algérie, se sent désormais mieux assurée face aux visées — unitaires ou subversives — de la Libye et plus inclinée à pousser le Maroc à accepter un compromis avec le Front Polisario pour favoriser la naissance du Grand Maghreb qu'elle n'a cessé d'appeler de ses vœux. Elle sait, au demeurant, comme tous les États intéressés, que le référendum d'autodétermination au Sahara occidental risque fort de ne pas avoir lieu ou de n'avoir aucun sens s'il n'est l'aboutissement de négociations directes entre belligérants.

On ne saurait ignorer, non plus, le colonel Kadhafi qui est prêt à brouiller les cartes pour régler ses comptes. Ainsi n'a-t-il pas pardonné au président Haïdalla de n'avoir pas entériné l'union mauritano-libyenne promise à Tripoli au début de 1982 par son premier ministre, M. Bneiara, aujourd'hui en prison. On affirme à Nouakchott que le « guide de la révolution libyenne » a d'ailleurs tenté à deux reprises de persuader l'ancien président Ould Daddah — « qui a refusé », souligne-t-on — de reprendre le pouvoir avec l'aide de Tripoli. C'est pour combattre de telles menées et pour maintenir à la tête du mouvement sahraoui des dirigeants qui lui soient fidèles, que l'Algérie a contrarié les ambitions sahariennes, voire africaines, de son « allié » libyen.

En se rendant récemment à Rabat — où il n'était pas allé depuis 1969 — le colonel Kadhafi souhaitait inquiéter le Front Polisario qui ne l'a pas soutenu jusqu'au bout dans sa querelle pour obtenir la présidence de l'O.U.A. Il voulait aussi montrer à Alger qu'il conserve des atouts dans le jeu maghrébin et qu'il peut, lui aussi, pour défendre ses intérêts, embarrasser des alliés jugés décevants, quitte à pratiquer des politiques apparemment contradictoires mais toutes mises au service de son rêve d'« États-Unis du Sahara » : discuter avec Hassan II, inciter les Sahraouis à se montrer intransigeants dans une négociation ou encore les pousser à s'unir à la Mauritanie, voire à prendre le pouvoir à Nouakchott.

Le rôle d'Alger

Dans cette partie d'une rare complexité où tous les fils s'enchevêtrent et les coups bas fréquents, le rôle de l'Algérie demeure cependant déterminant : plus que tout autre État, elle peut aussi bien favoriser la paix que rallumer la guerre : elle vient de le prouver en donnant un feu vert, au moins implicite, à l'attaque de Lemsiyed par le Front Polisario après une accalmie de plus de dix-huit mois. Dans la phase actuelle dont rien ne garantit qu'elle soit la dernière, le Maroc risque d'être pris au piège de la paix, la résolution de l'O.U.A. réduisant sa marge de manœuvre.

Pour rencontrer Hassan II le 26 février dernier, le président Chadli avait toujours posé comme condition que le souverain reconnaisse d'une façon ou d'une autre le Front Polisario. C'est pourquoi, peu après ce tête-à-tête qui semblait s'être déroulé sans condition préalable, Algériens et Sahraouis avaient eu intérêt à faire savoir qu'une « rencontre secrète » avait bien eu lieu à Alger entre des dirigeants du Front et une délégation marocaine comprenant MM. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères et chef de l'Istiqlal partisan du Grand Maroc, Drias Basri, ministre de l'intérieur, et Rada Guedira, conseiller du roi.

Ainsi, en obtenant cette satisfaction de principe et en proclamant qu'aucun conflit ne l'opposait au Maroc avec lequel elle normalisait ses relations, l'Algérie laissait face à face Marocains et Sahraouis comme seuls belligérants, situation entérinée par l'O.U.A. Toute négociation supposant des concessions réciproques, qu'a-t-elle donné en échange ? Dans un premier temps, elle a pu faire valoir que depuis la chute de Guelta Zemmour, au sud du Sahara occidental, en octobre 1981, elle avait persuadé le Front Polisario de n'entreprendre aucune attaque d'envergure. Destinée à favoriser un accord négocié, cette accalmie avait aussi pour but de calmer les États-Unis et de limiter l'aide massive qu'ils ont accordée au Maroc après l'utilisation de chars et de fusées soviétiques d'origine libyenne, à Guelta Zemmour.

Sans doute aussi a-t-elle obtenu de la R.A.S.D. qu'elle s'abstienne de participer au sommet de l'O.U.A. en échange de la reconnaissance officielle du Front Polisario comme interlocuteur. Enfin, elle a toujours dit qu'elle s'entre-mettrait entre les deux négociateurs pour favoriser un compromis,

laissant entendre qu'elle s'emploierait à persuader les Sahraouis de se montrer « réalistes ». Mais sous peine de trahir les principes qu'ils défendent et de perdre toute crédibilité dans le tiers-monde, les Algériens doivent sauver les apparences et ne peuvent « poignarder dans le dos » le Polisario. Ils ne manquent pas, néanmoins, de moyens de pression, l'un d'eux consistant à rappeler les erreurs commises par ses dirigeants à l'instigation de la Libye.

Au cœur de ces critiques figure la proclamation même de la République sahraouie en tant qu'État. Elle a singulièrement gêné la diplomatie algérienne depuis sept ans. En effet, celle-ci avait obtenu du Comité de libération de l'O.U.A., réuni à Maputo, qu'il recommande à l'unanimité la reconnaissance du Front Polisario comme mouvement de libération. Cette recommandation devait être entérinée à une confortable majorité par le conseil des ministres de l'organisation siégeant à Addis-Abeba du 26 au 28 février 1976. Auparavant, l'Espagne avait annoncé qu'elle se retirerait du Sahara occidental à cette date et qu'elle transmettrait l'administration — et non la souveraineté — du territoire au Maroc et à la Mauritanie.

C'est pour combler le « vide juridique » découlant de ce départ que les dirigeants sahraouis voulaient proclamer la R.A.S.D. Boumediene

leur avait alors dépêché deux émissaires (1) afin de les mettre en garde contre les inconvénients d'un « gouvernement provisoire » constitué prématurément et leur demander, en tout cas, de différer leur décision jusqu'à ce que le Front soit reconnu par l'O.U.A. La proclamation de la R.A.S.D. avait bloqué cette procédure — à la grande satisfaction des Marocains qui la redoutaient — et ce n'est que le 22 février 1982 que le « 51^e État » a été admis au sein de l'O.U.A. dans ces circonstances fort controversées. En privé, les dirigeants algériens ne manquent pas de constater que Hassan II a profité de ce laps de temps pour améliorer son audience internationale et consolider son emprise sur le « triangle utile ».

En public, les Algériens défendent unanimement une position fondée sur des principes. En privé, toutefois, les responsables se divisent en deux tendances. Les tenants de la première estiment que le roi n'a d'autre solution que d'en finir avec ce conflit et de favoriser la coopération maghrébine pour sauver son trône en rétablissant une situation économique et financière devenue insupportable au fil des ans. Ils rappellent que l'Arabie Saoudite, principal bailleur de fonds du royaume, dispose de moins de liquidités, et soulignent qu'ils persuaderont le Front Polisario de consentir à Rabat des avantages appréciables dans les domaines des phosphates et de la pêche.

L'Algérie, quant à elle, mettrait dans la corbeille le gazoduc de l'Ouest : au lieu de la relier directement à l'Espagne par la Méditerranée — solution onéreuse qui a la faveur de la firme américaine Bechtel chargée des études que dirigeait naguère le secrétaire d'État américain M. Shultz — le conduit passerait par le Maroc qui bénéficierait, tout comme la Tunisie, grâce au gazoduc de l'Est, de redevances en devises et de gaz à un tarif avantageux. Les Marocains pourraient également être associés à l'exploitation du fer de Gara Djebilet, dans le sud algérien, et à d'autres projets.

Les tenants de la seconde tendance estiment toutefois que ces avantages risquent d'être lointains et que le roi a besoin de résultats concrets immédiats pour lâcher du lest. Hassan II ayant déclaré le 26 février : « laissez-moi le drapeau et le timbre et tout le reste négociable », ils imaginent une solution de type Sud-Soudan qui avait permis aux Anya-Nya d'obtenir une large autonomie et de conserver leur propre armée. Un accord du même genre pourrait même, ajoutent-ils, reconnaître aux Sahraouis « le droit à la sécession ». Toutefois, à l'heure où le président Nemeiry remet en cause les avantages accordés aux Anya-Nya, on voit mal les Sahraouis se laisser tenter par une telle solution. Cette dernière supposerait, en outre, des négociations directes et Hassan II vient de dire qu'il n'en voulait pas. On peut enfin se demander quel profit réel l'Algérie tirerait d'un tel arrangement, à moins qu'il ne s'agisse d'une manœuvre tactique destinée à apaiser les Marocains. Pourtant, le seul

fait que des responsables algériens aient pu imaginer un tel compromis est, en soi, un élément nouveau.

Au Maroc aussi, derrière une unanimité de façade, les positions sont moins figées qu'il n'y paraît. Certes, les chefs des partis politiques défendent toujours aussi vigoureusement la politique du tout ou rien. Mais la population est lasse de subir l'austérité pour « quelques arpents de sable » et la plupart des hommes d'affaires dé-

plorent que les millions « engloutis dans ce désert » n'aient pas été investis dans « le Maroc utile ». Enfin, quelques hommes politiques qui tiennent à garder l'anonymat se demandent s'il n'est pas temps, le roi ayant refait l'unité autour de sa personne, d'aménager une solution de repli pour assurer la pérennité du trône. Mais quelle serait alors l'attitude de l'armée ? N'accepterait-elle pas, en dernier recours, un partage qui conserverait au Maroc le « triangle utile » à l'exploitation duquel pourrait être associée une R.A.S.D. installée sur le reste du territoire ?

Six semaines après le sommet de l'O.U.A., la situation semble à nouveau gelée entre l'Algérie et le Maroc, tandis que le Front Polisario prend l'Afrique à témoin de sa bonne volonté et des tergiversations de Rabat. « Il ne reste à l'O.U.A. qu'à tirer les conclusions qui s'imposent. Ou bien elle se résigne ou bien elle assume ses responsabilités et considère le Maroc comme rebelle à ses résolutions », a déclaré M. Ibrahim Hakim, « ministre » sahraoui des affaires étrangères. Désormais l'espoir de sortir de l'impasse repose sur le comité de mise en œuvre qui peut et doit « prendre avec la participation des Nations unies toutes les mesures nécessaires afin d'assurer l'exécution correcte » de la résolution votée à Addis-Abeba. Le casse-tête saharien est loin d'être terminé.

PAUL BALTA.

(1) Il s'agit du colonel Slimane Hoffman et de M. Hadj Yalla, actuel ministre de l'intérieur.

● M. Fadel Ismaïl, représentant du Front Polisario à Paris, a déclaré, dans un communiqué publié mercredi 20 juillet, que « pour la première fois, des hélicoptères Gazelle, équipés de missiles antichar Hot et une partie des trois cents blindés VAB livrés récemment (en avril) par la France au Maroc, ont fait leur apparition lors des combats de Lemsiyed ». M. Ismaïl s'étonne que la France « conforte le roi dans son intransigeance... en mettant généreusement à sa disposition experts, armes et munitions ».

LE MONDE

28/7/83

Maroc

- UN MILLIER DE MILITAIRES MAROCAINS, ont, selon le Polisario, été tués au cours des dernières semaines au Sahara et une quantité impressionnante d'armement a été détruite, allant de chars SK-105 de fabrication franco-autrichienne à des orgues de Staline, des lance-missiles Tow et Milan (*le Monde* du 5 septembre). D'après des experts occidentaux, qui confirment l'ampleur des dernières opérations sur lesquelles Rabat reste muet, les attaques contre les positions marocaines dans le massif de l'Ouarkziz et la région de Lemseyed visent à désorganiser les voies de ravitaillement des troupes marocaines installées au nord du Sahara occidental. En revanche, relèvent ces mêmes experts, l'offensive lancée depuis le 1^{er} septembre contre la région de Smara constitue une démonstration, de la part du Polisario, de sa capacité de frapper au-delà du « mur de sable » équipé de moyens électroniques pour la protection du « triangle utile », où se trouvent les installations phosphatières de Boucraa. — (A.F.P.)

LE MONDE

8 SEPT. 1983.

Le conflit du Sahara

LE POLISARIO AFFIRME QU'IL A LANCÉ UNE NOUVELLE OPÉRATION A LEMSEYED

Le Front Polisario a affirmé, mardi 2 août, avoir effectué la veille une nouvelle opération dans la région de Lemseyed, au cours de laquelle cent quatre-vingt-six soldats marocains auraient été tués et de nombreux véhicules et armes lourdes détruits. Précisant que la bataille engagée le 10 juillet dans la région se poursuit, un communiqué publié mardi à Alger par le « ministre » sahraoui de l'information a ajouté que les combats ont duré jusqu'à lundi soir tard « sur un front de 50 kilomètres, allant de Sebket-Lebredila jusqu'à Mguessem-El-Hirane, en passant par Graret-Sid-Ali ».

« Au cours des premières heures de la journée du 1^{er} août, affirme le communiqué, l'ennemi a été contraint d'abandonner ses positions avancées à Mguessem-El-Hirane (route reliant Lemseyed à Zak), laissant derrière lui les corps de plusieurs des siens ». Les combattants sahraouis, poursuit le communiqué, « ont ensuite investi les positions ennemies ». Ce bilan provisoire s'ajoute à ceux communiqués précédemment par le Polisario, ce qui porte à sept cent soixante-sept morts, selon le Front, les pertes marocaines depuis le début de la bataille de Lemseyed.

Mercredi 3 août, en début de journée, Rabat n'avait toujours pas réagi aux affirmations du Polisario. Les dernières déclarations officielles au sujet des combats intermittents qui se déroulent depuis près d'un mois autour de Lemseyed remontent au 26 juillet (*le Monde* du 29 juillet). Rabat avait alors affirmé que les forces armées royales avaient « brisé » la nouvelle attaque du Polisario. — (A.F.P.)

LE MONDE

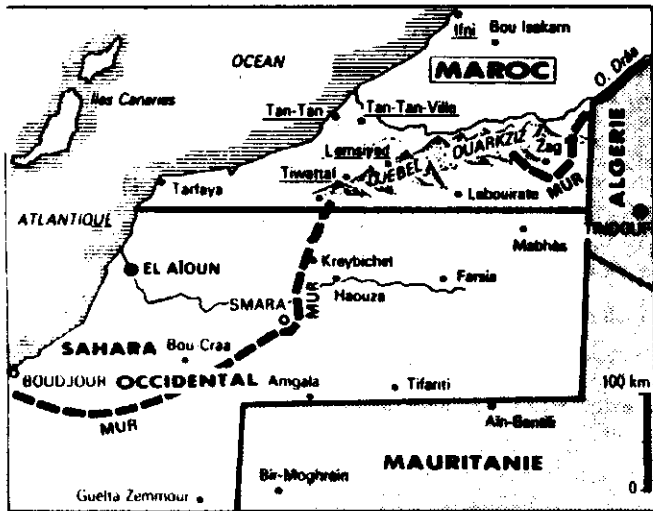
4 AOÛT 1983.

L'équation Hassan

PAR YUCEF ADRARI

Le roi du Maroc renoue avec son intransigeance.

Après avoir abusé de l'O.U.A. il n'envisage aucune solution autre que la guerre.



En traits discontinus, le mur du « triangle utile » et, en territoire marocain, la chaîne de l'Ouarkezz. Théâtre de plus d'une déroute des forces armées royales

« Il n'y aura de référendum que confirmatif et si jamais "l'inimaginable" survenait, rien ne pourra contraindre le Maroc à offrir le Sahara sur un plateau d'argent à un ramassis de mercenaires. » Cette déclaration du roi Hassan II est une nouvelle preuve de sa duplicité. Elle ne pouvait surprendre que ceux qui le voulaient bien. En tout cas, pas les Sahraouis qui s'y attendaient et qui ont répondu à cette déclaration du monarque par une offensive militaire d'envergure, qui rappelle celles des années précédant la trêve relative qu'ils observaient unilatéralement pour laisser toutes leurs chances aux efforts diplomatiques menés dans le cadre de l'O.U.A.

Dans cette bataille meurtrière pour les forces armées royales, les combattants sahraouis ont démontré qu'ils maîtrisent toujours le terrain et qu'ils peuvent frapper où et quand ils le veulent. Enfermées dans leurs bastions retranchés et en dépit de l'armement et des équipements de détection et de protection sophistiqués, les forces armées royales, dont le moral est miné par cette guerre d'usure, ont essuyé au cours de ces dernières semaines de lourdes pertes, que les communiqués

militaires publiés à Rabat ou les voyages touristiques organisés pour des journalistes complaisants ou impressionnables ne peuvent cacher.

La bataille de Lemseyed risque d'être le point de départ d'une nouvelle relance de la guerre. Si l'initiative, sur le plan militaire, est à mettre à l'actif du Polisario, la responsabilité de cette relance incombe entièrement au Maroc. Pourquoi ? Les raisons ne sont pas difficiles à trouver. Elles se résument en un seul mot : le refus. Après avoir accepté, « avec des réserves », les résolutions du sommet d'Addis-Abeba portant sur des négociations directes entre les deux parties

sa disponibilité en rappelant que toute guerre se termine toujours autour du tapis des négociations. Pris au mot par les Sahraouis, il s'est évertué, durant toutes ces dernières années, à se « tromper » d'adversaire, considérant contre toute réalité que si négociation il devait y avoir, ce serait avec l'Algérie, avant de convenir qu'il n'en était rien, et d'accepter de rencontrer ses adversaires véritables, les seuls : le Front Polisario.

Il apparaît aujourd'hui que tout ce qu'a entrepris ou fait semblant d'accepter le Maroc relève d'une tactique éprouvée qui consiste à gagner du temps. Un temps précieux, lui permettant de mettre à profit le formidable matériel de guerre mis à sa disposition par les Etats-Unis et d'envisager une solution militaire, la seule, en vérité, qu'il estime valable. Un temps précieux, également, qui devait servir à créer au sein de l'opinion africaine un sentiment de lassitude devant un conflit interminable. Troisième raison non moins importante : cette guerre meurtrière et coûteuse lui a permis d'attacher à sa botte tous les partis politiques marocains qui rivalisent dans la surenchère et le jusqu'au-boutisme et de justifier la grave crise économique et sociale du pays par les « nécessités patriotiques ».

Calcul de pyromane

En acceptant la procédure mise au point par le XIX^e sommet de l'O.U.A., il prenait le risque de se déjuger par rapport à l'opinion marocaine et, par conséquent, de mettre l'existence de son trône en péril. Moulay Ahmed Alaoui, ministre d'Etat et conseiller du roi, l'a fort bien précisé : « l'Histoire, a-t-il déclaré à des journalistes occidentaux, nous enseigne qu'aucune monarchie ne peut survivre à un échec important. » Cet échec est logiquement inscrit dans la procédure de l'O.U.A. Hassan II sait qu'un référendum d'autodétermination libre de toute contrainte confirmerait l'évidence criante que l'opinion publique internationale connaît : les Sahraouis veulent leur indépendance.

Les chefs d'Etats africains, qui avaient quelques réticences à suspecter Hassan II de duplicité, doivent en convenir : ce monarque a usé et abusé de l'O.U.A. En retrouvant le langage intransigeant qu'il avait quelque peu abandonné, il s'enferme dans une équation simple, mais dangereuse pour toute la région du Nord-Ouest africain : Sahara = trône ; l'un ne va pas sans l'autre et la garantie des deux réside dans une victoire militaire. C'est un calcul de pyromane. Et on ne joue pas impunément avec le feu.

Y.A.

Sahara: Hassan II au pied de son "mur"

Par MOHAMED RAZINE

La presse téléguidée par Rabat repart en campagne et ressort la fable de l'« abandon » par Alger des aspirations nationales des Sahraouis pour aider le roi à faire diversion et à masquer ses revers militaires.

Le « mur » n'est pas infranchissable. Le Front Polisario vient, encore une fois, de le prouver en intensifiant son offensive militaire contre les principaux points de défense marocains, en particulier dans l'Ouarkezziz (Sud marocain), mais surtout à Smara. Cette dernière, troisième ville importante du Sahara, dont elle est la capitale spirituelle, avait pourtant bénéficié d'un traitement spécial de la part des experts militaires américains et israéliens, qui l'ont entourée d'un système de détection électronique et de défense réputé invincible. Rabat reste muet sur ces combats, qui ont coûté plus d'un millier d'hommes aux forces armées royales.

Cette offensive est une réponse aux nouvelles manœuvres politiques de Rabat tendant à ruiner les efforts de l'O.U.A., dont le comité de mise en œuvre s'est réuni le 21 septembre dans la capitale éthiopienne. Monnaie courante, ces manœuvres ne surprennent guère. Il faut cependant relever le ton particulièrement agressif tenu ces derniers temps à l'égard de l'Algérie par la presse marocaine, toutes tendances confondues. Réagissant avec une rare violence au discours tenu par le président Chadli devant les cadres de la centrale syndicale algérienne (U.G.T.A.), dans lequel le chef de l'Etat algérien réitérait la position constante de l'Algérie, à savoir son soutien indéfectible à la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance, l'« Opinion », organe de l'Istiqlal, le parti politique marocain le

plus engagé dans la surenchère et le chauvinisme, retrouve un langage oublié depuis peu : celui de la confusion, de l'amalgame, voire de l'insulte.

Mais au-delà de l'outrance verbale des médias marocains, dont le crédit est fort discutable aux yeux du Marocain moyen qui paie de plus en plus lourdement le fardeau d'une guerre inutile, il est évident qu'on met en place un scénario dont le maître d'œuvre est bien entendu le roi. Le déchaînement et la rancœur de la presse marocaine à l'égard de l'Algérie ne peuvent être l'effet du hasard ! Après avoir fait mine d'accepter la procédure mise en place par l'O.U.A. pour une solution politique du conflit, Hassan II a réaffirmé en juillet dernier que, dans son optique, si référendum il y a au Sahara occidental, il ne peut être que « confirmatif ». Ajoutant que, si par impossible, « l'inimaginable survenait, rien ne pourra contraindre le Maroc à offrir sur un plateau d'argent le Sahara à un ramassis de mercenaires ». Outre sa duplicité, cette déclaration allait à contre-courant de l'unanimité réalisée pour la première fois à l'O.U.A. lors du XIX^e sommet, où même les amis du Maroc se sont clairement prononcés pour la négociation directe entre le Maroc et la R.A.S.D., en vue d'un cessez-le-feu et d'un référendum d'autodétermination sous contrôle international.

C'est précisément sur ces derniers points que le président Chadli Bendjedid a insisté lors de son dernier dis-

cours, soulignant avec force l'attachement de l'Algérie à l'édification du Grand-Maghreb qui « ne pourrait, a-t-il affirmé, se construire sur le dos du peuple sahraoui ». De son côté, le quotidien algérien « El-Moudjahid » soulignait, au lendemain de l'intervention du président Chadli, les efforts de l'Algérie pour « lever l'obstacle conjoncturel de taille qui se dresse sur la voie de l'édification maghrébine : la guerre du Sahara occidental », et ceux de la Mauritanie et du Mali pour débloquer le processus de paix. Il faisait aussi écho aux commentaires positifs de la presse tunisienne rendant compte du discours du chef de l'Etat algérien.

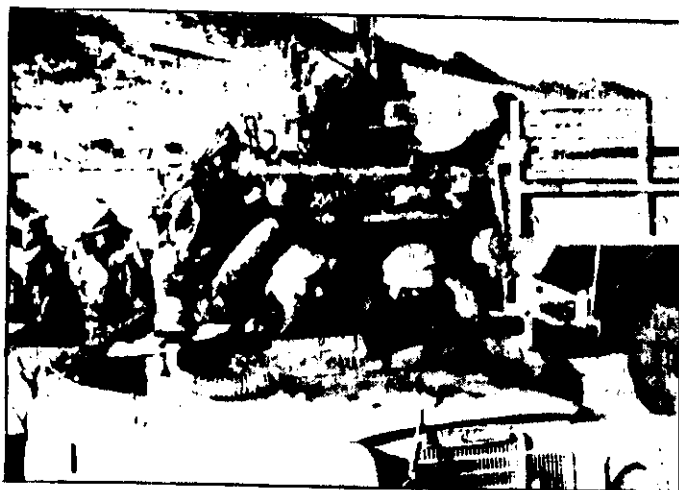
La seule solution

Le roi a également mobilisé une certaine presse africaine qui lui est dévouée grâce à ses subsides pour lancer une campagne destinée à faire croire qu'Alger ne soutient plus l'indépendance des Sahraouis et qu'il a abandonné en fait sa traditionnelle politique anticolonialiste.

Le choix de la date de la campagne virulente de la presse téléguidée n'est donc pas fortuit, puisqu'elle intervient à la veille de la réunion d'Addis-Abeba et au moment où les Etats-Unis réaffirment de manière éclatante leur soutien à la politique aventureuse de Hassan II. C'est ainsi que l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Jeane Kirkpatrick, reçue en grande pompe à Rabat, n'a pas hésité à se rendre à El-Ayoun et à Dakhia. Un précédent grave, dans la mesure où les Etats-Unis continuent d'assurer en privé qu'ils ne reconnaissent pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Le vice-président Bush, en visite dans la capitale marocaine, a beau affirmer que son pays soutient les résolutions de l'O.U.A. sur le Sahara occidental, il n'en demeure pas moins que Washington poursuit sans relâche ses fournitures d'armement ultrasophistiqué au régime de Hassan II.

Les dirigeants sahraouis, quant à eux, ne cessent de mettre en garde contre la situation explosive qui prévaut dans le Nord-Ouest africain, du fait de l'attitude négative du roi. Le Front Polisario prouve qu'il conserve, en tout lieu et en tout moment, l'initiative de l'action militaire. Il est clair que le Maroc, quelle que soit l'aide attendue de ses alliés occidentaux et saoudiens, ne peut prétendre à une victoire militaire. La solution est donc politique. Elle passe par la négociation directe entre les deux parties en conflit, nommément citées par l'O.U.A. Hassan II s'y refuse. Qu'en pensent ses amis africains qui ont signé la résolution d'Addis-Abeba ?

M.R.



Combattants sahraouis et matériel marocain saisi à Guelta-Zemmour (1981)
Une impossible victoire militaire pour Hassan II

L'O.U.A. et le Sahara

Le comité de mise en œuvre des résolutions de l'O.U.A. sur le Sahara occidental est réuni pour trois jours à Addis-Abeba à partir de ce mercredi 21 septembre. Réussira-t-il le miracle, après huit ans de guerre, d'organiser un référendum dans l'ancienne colonie espagnole avant le 31 décembre ? C'est ce qu'avait recommandé, en juin dernier, le dix-neuvième sommet de l'Organisation comme les membres du comité : Éthiopie, Guinée, Mali, Nigéria, Sierra-Leone, Soudan et Tanzanie. Ils ne se font toutefois pas d'illusions, tant est profond le fossé qui sépare Marocains et Sahraouis.

Que le comité se réunisse est déjà un succès, une précédente réunion, en juillet, ayant été annulée à la suite de la défection du Maroc. Cette fois, répondant à l'invitation personnelle du colonel Mengistu, chef de l'État éthiopien et président en exercice de l'O.U.A., le roi Hassan II, après avoir laissé planer l'incertitude a décidé de se faire représenter par son fils, Sidi Mohamed.

Le prince héritier acceptera-t-il de répondre à l'« exhortation » du sommet de l'O.U.A. en entamant des « négociations directes » avec M. Mohamed Abdelaziz, qui porte la double casquette de secrétaire général du Front Polisario et de « président de la République arabe sahraouie démocratique » ? « A priori », c'est peu probable. Pour les Sahraouis, une rencontre officielle couronnant les contacts secrets du début de l'année apporterait ce début de reconnaissance que Rabat refuse de leur accorder, de crainte d'être pris dans l'engrenage de l'indépendance.

Le tête-à-tête entre Hassan II et le président Chadli Bendjedid le 26 février dernier avait laissé espérer le rétablissement de la paix et l'édification de l'unité du Maghreb. Mais le ton s'est aigri à nouveau depuis lors entre Rabat et Alger. L'intransigeance du souverain marocain a-t-elle été ranimée par l'attitude du colonel Kadhafi, qui a « abandonné » le Polisario pour se consacrer au conflit tchadien ? Ou bien les Algériens seraient-ils revenus, comme le laisse entendre Rabat, sur l'idée d'encourager les Sahraouis à accepter un statut de large autonomie ?

Le fait est que Hassan II a affirmé, peu après le sommet de l'O.U.A., que si le résultat du référendum était négatif « rien n'obligeait le Maroc à offrir le Sahara, sur un plateau d'argent, à une poignée de mercenaires ». Le successeur de Boumediène répliquait alors : « La construction du Maghreb arabe ne se fera pas aux dépens de la lutte du peuple sahraoui. » Et il a laissé le Front Polisario reprendre, après une trêve de dix-huit mois, ses attaques contre l'armée royale.

Le souverain chérifien pouvait-il boycotter une nouvelle fois la réunion d'Addis-Abeba ? Il semble que, lors de la visite qu'il lui a rendue récemment, le vice-président américain, M. Bush, tout en réaffirmant le soutien de Washington, ait recommandé à son hôte de respecter les recommandations de l'O.U.A. Mais l'interminable conflit saharien est riche en coups de théâtre et en batailles de procédure, et tout donne à penser que Marocains et Sahraouis vont utiliser la rencontre pour essayer d'améliorer leurs positions diplomatiques respectives avant l'Assemblée générale des Nations unies, où les attend une autre épreuve de force.

LE MONDE
22 Sept. 1983 -

Sahara: Hassan II au pied de son "mur"

Par MOHAMED RAZINE

La presse téléguidée par Rabat repart en campagne et ressort la fable de l'« abandon » par Alger des aspirations nationales des Sahraouis pour aider le roi à faire diversion et à masquer ses revers militaires.

Le « mur » n'est pas infranchissable. Le Front Polisario vient, encore une fois, de le prouver en intensifiant son offensive militaire contre les principaux points de défense marocains, en particulier dans l'Ouarkezziz (Sud marocain), mais surtout à Smara. Cette dernière, troisième ville importante du Sahara, dont elle est la capitale spirituelle, avait pourtant bénéficié d'un traitement spécial de la part des experts militaires américains et israéliens, qui l'ont entourée d'un système de détection électronique et de défense réputé invincible. Rabat reste muet sur ces combats, qui ont coûté plus d'un millier d'hommes aux forces armées royales.

Cette offensive est une réponse aux nouvelles manœuvres politiques de Rabat tendant à ruiner les efforts de l'O.U.A., dont le comité de mise en œuvre s'est réuni le 21 septembre dans la capitale éthiopienne. Monnaie courante, ces manœuvres ne surprennent guère. Il faut cependant relever le ton particulièrement agressif tenu ces derniers temps à l'égard de l'Algérie par la presse marocaine, toutes tendances confondues. Réagissant avec une rare violence au discours tenu par le président Chadli devant les cadres de la centrale syndicale algérienne (U.G.T.A.), dans lequel le chef de l'Etat algérien réitérait la position constante de l'Algérie, à savoir son soutien indéfectible à la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance, l'« Opinion », organe de l'Istiqlal, le parti politique marocain le

plus engagé dans la surenchère et le chauvinisme, retrouve un langage oublié depuis peu : celui de la confusion, de l'amalgame, voire de l'insulte.

Mais au-delà de l'outrance verbale des médias marocains, dont le crédit est fort discutable aux yeux du Marocain moyen qui paie de plus en plus lourdement le fardeau d'une guerre inutile, il est évident qu'on met en place un scénario dont le maître d'œuvre est bien entendu le roi. Le déchaînement et la rancœur de la presse marocaine à l'égard de l'Algérie ne peuvent être l'effet du hasard ! Après avoir fait mine d'accepter la procédure mise en place par l'O.U.A. pour une solution politique du conflit, Hassan II a réaffirmé en juillet dernier que, dans son optique, si référendum il y a au Sahara occidental, il ne peut être que « confirmatif ». Ajoutant que, si par impossible, « l'inimaginable survenait, rien ne pourra contraindre le Maroc à offrir sur un plateau d'argent le Sahara à un ramassis de mercenaires ». Outre sa duplicité, cette déclaration allait à contre-courant de l'unanimité réalisée pour la première fois à l'O.U.A. lors du XIX^e sommet, où même les amis du Maroc se sont clairement prononcés pour la négociation directe entre le Maroc et la R.A.S.D., en vue d'un cessez-le-feu et d'un référendum d'autodétermination sous contrôle international.

C'est précisément sur ces derniers points que le président Chadli Bendjedid a insisté lors de son dernier dis-

cours, soulignant avec force l'attachement de l'Algérie à l'édification du Grand-Maghreb qui « ne pourrait, a-t-il affirmé, se construire sur le dos du peuple sahraoui ». De son côté, le quotidien algérien « El-Moudjahid » soulignait, au lendemain de l'intervention du président Chadli, les efforts de l'Algérie pour « lever l'obstacle conjoncturel de taille qui se dresse sur la voie de l'édification maghrébina : la guerre du Sahara occidental », et ceux de la Mauritanie et du Mali pour débloquer le processus de paix. Il faisait aussi écho aux commentaires positifs de la presse tunisienne rendant compte du discours du chef de l'Etat algérien.

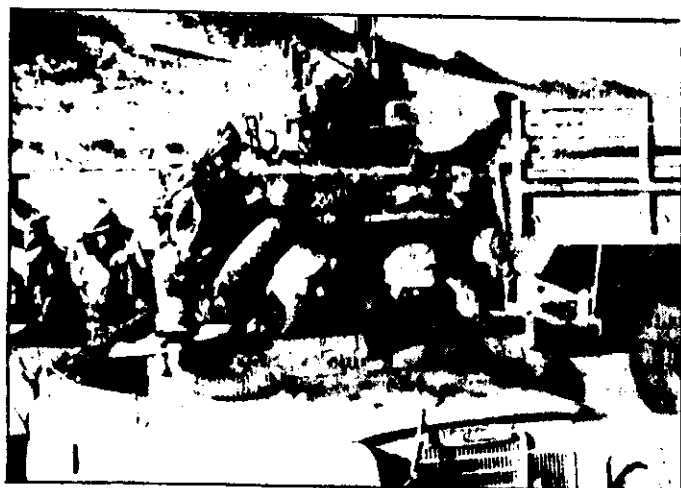
La seule solution

Le roi a également mobilisé une certaine presse africaine qui lui est dévouée grâce à ses subsides pour lancer une campagne destinée à faire croire qu'Alger ne soutient plus l'indépendance des Sahraouis et qu'il a abandonné en fait sa traditionnelle politique anticolonialiste.

Le choix de la date de la campagne virulente de la presse téléguidée n'est donc pas fortuit, puisqu'elle intervient à la veille de la réunion d'Addis-Abeba et au moment où les Etats-Unis réaffirment de manière éclatante leur soutien à la politique aventureuse de Hassan II. C'est ainsi que l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Jeane Kirkpatrick, reçue en grande pompe à Rabat, n'a pas hésité à se rendre à El-Ayoun et à Dakhla. Un précédent grave, dans la mesure où les Etats-Unis continuent d'assurer en privé qu'ils ne reconnaissent pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Le vice-président Bush, en visite dans la capitale marocaine, a beau affirmer que son pays soutient les résolutions de l'O.U.A. sur le Sahara occidental, il n'en demeure pas moins que Washington poursuit sans relâche ses fournitures d'armement ultrasophistiqué au régime de Hassan II.

Les dirigeants sahraouis, quant à eux, ne cessent de mettre en garde contre la situation explosive qui prévaut dans le Nord-Ouest africain, du fait de l'attitude négative du roi. Le Front Polisario prouve qu'il conserve, en tout lieu et en tout moment, l'initiative de l'action militaire. Il est clair que le Maroc, quelle que soit l'aide attendue de ses alliés occidentaux et saoudiens, ne peut prétendre à une victoire militaire. La solution est donc politique. Elle passe par la négociation directe entre les deux parties en conflit, nommément citées par l'O.U.A. Hassan II s'y refuse. Qu'en pensent ses amis africains qui ont signé la résolution d'Addis-Abeba ?

M.R.



EG
O

Combattants sahraouis et matériel marocain saisi à Guelta-Zemmour (1981)
Une impossible victoire militaire pour Hassan II

Maroc : sédentariser le plus possible

De notre correspondant

Rabat — Assis derrière la caisse de leur magasin ils attendent le client avec une sérénité imperturbable. Drapés dans leurs amples djellabas de coton bleu, la tête coiffée du cheche (turban) noir traditionnel, ces nouveaux commerçants de Dakhla (ex-Villa Cisneros), au sud du Sahara occidental, sont des Sahraouis nomades reconvertis. On retrouve le même spectacle à El-Aïoun, capitale du Nord, occupée depuis 1975, alors que Dakhla ne l'a été qu'en 1979, à cela près qu'un quartier neuf a été réservé aux commerçants, qui ont souvent troqué le djellaba contre un costume européen.

Les autorités marocaines ont découpé, à cheval sur le nord du Sahara et le Sud-Marocain, trois provinces, El-Aïoun, Smara et Boujdour, que protège le « mur » qui part du massif de l'Ouarkiz et rejoint l'Atlantique. Elles y ont inauguré en 1981 un grand programme d'équipement inséré dans le plan quin-

quennal 1981-1985. C'est ainsi qu'on construira deux mille kilomètres de routes pour relier Tan-Tan, au sud d'Agadir, à El-Aïoun, en passant par Tarfaya. Un chemin de fer suivra, dont le premier tronçon Marrakech-Agadir est déjà tracé. Le chemin de fer, à voie unique au début, ira ensuite jusqu'à El-Aïoun et même Dakhla.

Les aéroports d'El-Aïoun, de Smara et de Dakhla seront agrandis, et des ports creusés. Après Tan-Tan, déjà équipé par l'entreprise française Bouygues, ce sera le tour de Tarfaya et d'El-Aïoun, qui dispose seulement d'un terminal pour le tapis roulant installé par les Espagnols pour transporter les phosphates de Boucraa.

Dans le domaine de la production de l'eau potable et de l'énergie électrique et dans celui des équipements sociaux (enseignement, santé...) la région bénéficie, aussi d'une priorité. Dès la fin de 1981, le spectacle des quartiers nouveaux d'El-Aïoun était déjà impressionnant. Demain, ce sera le tour de Smara, la vieille capitale religieuse. Grâce aux subven-

tions de l'Etat marocain, soucieux de se rallier la population et de préparer l'éventuel référendum, trois mille six cent trente logements avaient été achevés en 1981.

Outre les phosphates de Boucraa, qui s'ajoutent aux réserves du Maroc déjà impressionnantes dans ce secteur, la pêche et le tourisme sont ou seront les principales ressources de ces provinces, sans oublier l'artisanat, surtout développé dans la capitale saharienne. L'agriculture, elle-même, tire parti de cet effort, et six cents hectares ont déjà été cultivés en 1981 dans la zone de Daoura, entre Tarfaya et El-Aïoun, dont on reboise les environs.

Combien de Sahraouis ?

Qu'elles aient été regroupées par les autorités marocaines dans le « triangle utile » protégé par le « mur », ou rassemblées par le Polisario dans la région de Tindouf, les populations sahraouies, évaluées à soixante-quinze mille personnes environ selon un recensement espagnol, sont certainement plus nombreuses aujourd'hui. On devrait

connaître le nombre précis de ceux qui vivent dans la partie marocaine grâce au recensement effectué en septembre 1982 dans l'ensemble du royaume. Parmi les questions posées aux Sahraouis figurait celle de savoir si le chef de famille était déjà installé au Sahara en 1975. Depuis, une forte immigration marocaine est venue renforcer la population originelle encore clairsemée.

Les nomades de naguère prendront-ils le parti de cette sédentarisation ou leur vieil amour de la liberté reprendra-t-il le dessus ? On a observé ces derniers temps, dans les zones protégées, un certain retour au nomadisme. Mais encore faudrait-il que les nomades trouvent dans les espaces désolés du Sahara occidental des pâturages pour leurs troupeaux après la sécheresse qui sévit depuis deux ans. Quand on survole ces territoires, il est rare de voir des troupeaux de chameaux, mais on repère fort bien les traces des pneus des Land-Rover et des camions militaires des deux adversaires...

ROLAND DELCOUR.

LE MONDE

LE CONFLIT SAHARIEN

Hassan II s'engage devant l'ONU à « se considérer comme tenu » par les résultats d'un référendum

Le règlement du conflit saharien est plus que jamais dans l'impasse après l'échec de la réunion du comité de mise en œuvre des résolutions de l'O.U.A. à Addis-Abeba, provoqué par le refus de la délégation marocaine de s'asseoir à la même table que le Front Polisario (le Monde du 24 septembre).

Se présentant comme l'élément « de bonne volonté », les Sahraouis entendent isoler le Maroc et pousser leur avantage. En route pour l'Assemblée générale de l'ONU, où le roi Hassan II a pris la parole mardi 27 septembre, M. Brahim Hakim, « ministre sahraoui des affaires étrangères », avait annoncé la veille, à Paris, que M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, avait écrit aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité (dont trois, la France, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont des accords de coopération militaire avec Rabat) pour les prendre à témoin du « refus marocain » et les mettre en garde contre les livraisons d'armes, qui « encouragent l'intransigeance » du Maroc.

« Un débat à l'ONU est inévitable. Le vote d'une résolution également. Le comité de décolonisation de l'ONU est saisi de façon permanente du dossier du Sahara occidental », a déclaré M. Hakim. Il a également affirmé qu'il n'y aura pas de Maghreb sans la « République arabe sahraouie démocratique ». « Le Maghreb comprend six pays », a-t-il dit (Mauritanie, Sahara occidental, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye), en soulignant que les combats se poursuivraient tant qu'il n'y aurait pas de négociations directes.

Les autorités marocaines s'efforcent, elles, de dédramatiser l'affaire, en expliquant que le point principal des résolutions est l'organisation d'un référendum avant le 31 décembre, alors que la question des négociations directes est un « élément accessoire ». De toute façon, affirment-elles, « la porte reste ouverte pour trouver d'autres formules », afin de sortir de l'impasse. Revenant sur ce qu'il avait dit précédemment (le Monde du 22 septembre), Hassan II a affirmé à l'ONU qu'il s'engage à se « considé-

rer obligé et tenu » par les résultats du référendum.

Quelques amis du Maroc se sont également étonnés que le lieutenant-colonel Mengistu, président en exercice de l'O.U.A., ait cherché à mettre face à face les deux parties alors que dans le passé les sept « sages » les entendaient séparément. Mais M. Hakim a affirmé à ce propos que le chef de l'Etat éthiopien avait, en lançant les invitations, informé les intéressés de la procédure qu'il entendait suivre sans soulever d'objections de leur part. De plus, précise-t-il, « la formule de travail adoptée a été décidée à l'unanimité par les membres du comité de mise en œuvre ». Pour byzantines qu'elles puissent paraître, ces discussions sont un élément non négligeable des batailles de procédure dans lesquelles excellent les intéressés.

L'Algérie reproche sévèrement au Maroc de « prendre la responsabilité de faire éclater l'O.U.A. », tandis que les dirigeants mauritanien et sénégalais se montrent soucieux et inquiets : les présidents Haïdalla et Abdou Diouf avaient, en effet, rédigé le texte de la résolution adoptée à Addis-Abeba. Confrontés à de graves difficultés économiques comme leurs voisins, ils souhaitent qu'un règlement ramène la paix dans la région et ils voient leurs espoirs déçus.

Pour lever les imprécisions et les ambiguïtés des résolutions de Nairobi I, II et III, ils avaient nommé deux belligérants et prôné une procédure classique dans ce genre de conflit : négociation, cessez-le-feu, référendum. Le principe du référendum rallie tous les chefs d'Etat du tiers-monde, mais tous savent également qu'il n'est applicable que s'il est précédé d'un accord entre les intéressés. Or l'échec d'Addis-Abeba remet en cause la procédure adoptée en juin par le dix-neuvième sommet. Ne risque-t-il pas dès lors de compromettre le vingtième, que doit accueillir à Conakry le président guinéen Sekou Touré ? C'est ce qu'on redoute apparemment à Nouakchott et à Dakar.

PAUL BALTA.

LE MONDE. 29 - 9 - 83.